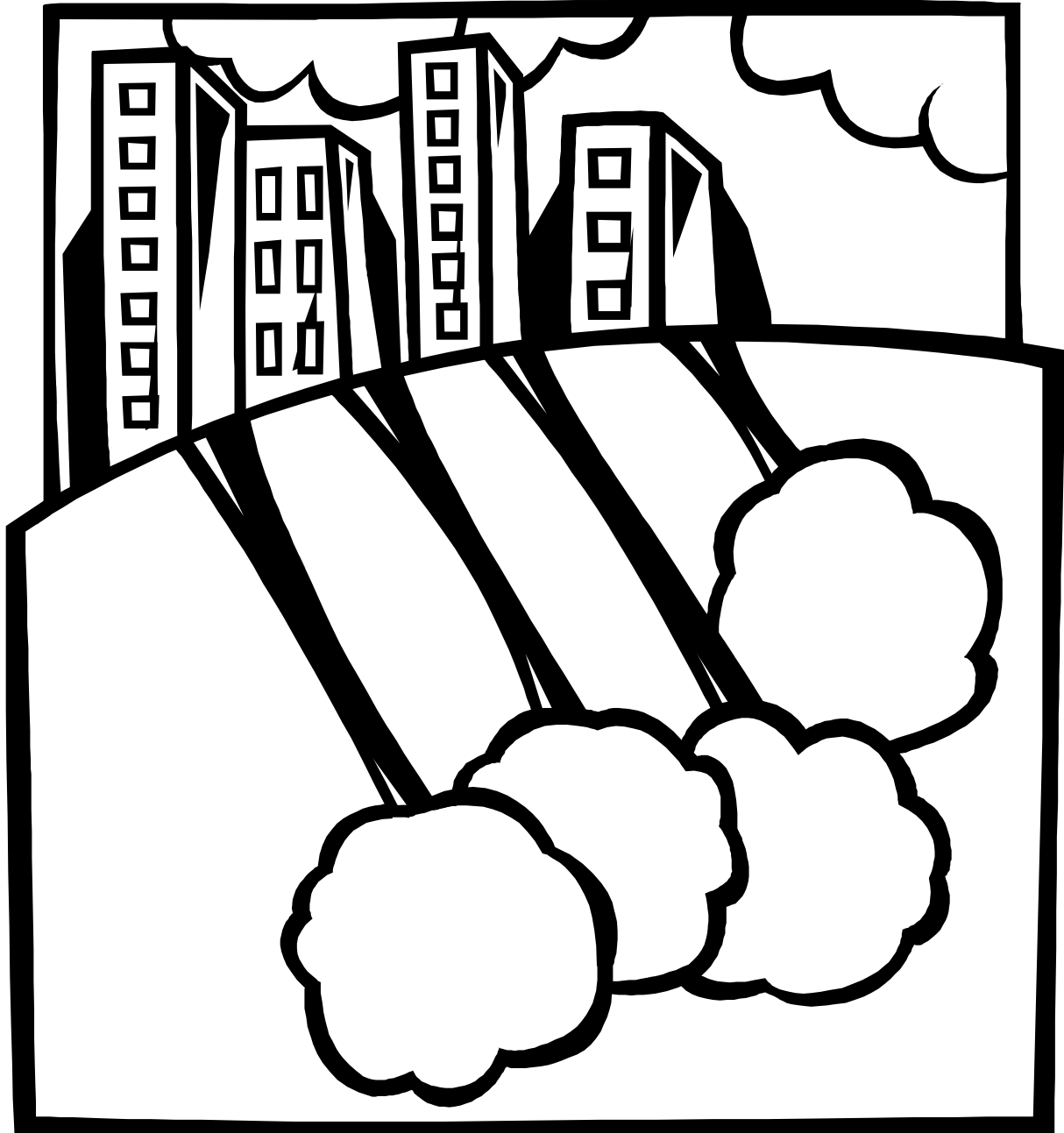


# LE RÉGLEMENT DE ZONAGE



**SAINT-BENOÎT-LABRE**



# RÈGLEMENT DE ZONAGE

## TABLE DES MATIÈRES

### CHAPITRE 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

1.1	TITRE ET BUT	1
1.2	TERRITOIRE ET PERSONNES TOUCHÉS PAR LE RÈGLEMENT	1
1.3	LE RÈGLEMENT ET LES LOIS	1
1.4	APPLICATION DU RÈGLEMENT	1
1.4.1	Fonctionnaire désigné	1
1.4.2	Contravention	1
1.4.3	Amendes	2
1.4.4	Recours de droit civil	2
1.4.5	Validité	2

### CHAPITRE 2 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

2.1	INTERPRÉTATION DU TEXTE	3
2.2	INCOMPATIBILITÉ ENTRE LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES	3
2.3	INTERPRÉTATION DES TABLEAUX ET DES CROQUIS	3
2.4	INTERPRÉTATION DE LA GRILLE DE SPÉCIFICATION DES CONSTRUCTIONS ET DES USAGES	3
2.5	INTERPRÉTATION DU PLAN DE ZONAGE	3
2.5.1	Délimitation des zones	3
2.5.2	Interprétation des limites de zones	4
2.5.3	Type de zones	4
2.6	INTERPRÉTATION DE LA CLASSIFICATION DES USAGES	4
2.7	TERMINOLOGIE	4

### CHAPITRE 3 CLASSIFICATION DES CONSTRUCTIONS ET DES USAGES

3.1	RÉPARTITION DU TERRITOIRE MUNICIPAL EN ZONES	22
3.2	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE RÉSIDEN- TIELLE (Ra)	22
3.3	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE RÉSIDEN- TIELLE (Rb)	23
3.4	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE COMMERCIALE (Ca)	24

3.5	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE COMMERCIALE (Cb)	25
3.6	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UN PARC OU UNE ZONE INDUSTRIELLE (I)	25
3.7	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE PUBLIQUE ET INSTITUTIONNELLE (P)	25
3.8	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE DE VILLÉGIATURE (V)	26
3.9	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE AGRICOLE (A)	27
3.10	CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE AGRO-FORESTIÈRE (Ag)	30
3.11	ABROGÉ	--
3.12	LES ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS	31
3.12.1	Délimitation et caractérisation	31
3.12.2	Usages autorisés	32
3.12.3	Îlot déstructuré # 1 (carte)	34
3.12.3	Îlot déstructuré # 2 (carte)	35
3.12.3	Îlot déstructuré # 3 (carte)	36
3.13	GRILLE DE CLASSIFICATION DES USAGES PAR GROUPE	37
3.13.1	Zones résidentielles de faible densité (Ra)	37
3.13.2	Zones résidentielles de moyenne et forte densité (Rb)	38
3.13.3	Zones commerciales de voisinage (Ca)	39
3.13.4	Zones commerciales d'envergure (Cb)	40
3.13.5	Zones industrielles (I)	41
3.13.6	Zones publiques et institutionnelles (P)	42
3.13.7	Zones agricoles (A)	43
3.13.8	Zones agroforestières (Ag)	44
3.13.9	Zone de villégiature (V) et îlots déstructurés	45
3.14	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS ET USAGES DÉROGATOIRES PROTÉGÉS PAR DROITS ACQUIS	46
3.14.1	Cessation d'un usage dérogatoire	46
3.14.2	Remplacement d'un usage ou d'une construction dérogatoire	46
3.14.2.1	Remplacement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis	46
3.14.2.2	Remplacement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis	47
3.14.3	Agrandissement d'une construction conforme occupée par un usage dérogatoire protégé par droits acquis	47
3.14.4	Agrandissement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis occupée par un usage conforme	47
3.14.5	Agrandissement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis occupée par un usage dérogatoire protégé par droits acquis	47
3.14.6	Rénovation et réparation	48
3.14.7	Modification, remplacement ou reconstruction d'une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis	48
3.14.8	Implantation sur un terrain dérogatoire protégé par droits acquis	48
3.14.9	Reconstruction à la suite d'un sinistre d'un bâtiment d'élevage dérogatoire protégé par des droits acquis	48
3.15	LES USAGES EXCLUS DU PÉRIMÈTRE D'URBANISATION	49
3.16	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MINI-MAISONS	49
3.17	DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PROJET INTÉGRÉ	50

**CHAPITRE 4 DISPOSITIONS S'APPLIQUANT À TOUTES LES ZONES**

4.1	CONSTRUCTIONS ET USAGES ACCESSOIRES OU COMPLÉMENTAIRES	52
4.2	CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS DANS LES COURS AVANT	52
4.2.1	Dispositions particulières s'appliquant aux cours avant des terrains riverains	53
4.3	CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS DANS LES COURS LATÉRALES	53
4.4	CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS DANS LES COURS ARRIÈRE	55
4.5	ABRI D'AUTO D'HIVER	55
4.6	PISCINE ET ÉTANG ARTIFICIEL	55
4.6.1	Contrôle de l'accès	56
4.7	CLÔTURE, MUR, HAIE, ARBRES	57
4.7.1	Marges de recul	57
4.7.2	Hauteur	57
4.7.3	Triangle de visibilité	57
4.7.4	Clôture	57
4.7.4.1	Clôture de fil barbelé	57
4.7.4.2	Clôture de maille en fer	57
4.7.5	Mur de soutènement	57
4.8	MAISONS MOBILES, ROULOTTES ET VÉHICULES RÉCRÉATIFS	58
4.8.1	Dispositions applicables aux maisons mobiles	58
4.8.2	Dispositions applicables aux roulottes et aux véhicules récréatifs	58
4.9	STATIONNEMENT	59
4.9.1	Règle générale	59
4.9.2	Dimensions des cases de stationnement et des allées	59
4.9.3	Accès aux aires de stationnement	59
4.9.4	Nombre de cases requises	59
4.10	AIRES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT	60
4.11	DISPOSITIONS APPLICABLES À L'AFFICHAGE	60
4.11.1	Dispositions générales	60
4.11.2	Normes d'implantation des enseignes et des panneaux-réclames	60
4.11.2.1	Normes d'implantation des enseignes	60
4.11.2.2	Normes d'implantation des panneaux-réclames	61
4.11.3	Enseignes autorisées sans permis	61
4.11.4	Enseignes et panneaux-réclames prohibés	62
4.11.4.1	Enseignes prohibées	62
4.11.4.2	Panneaux-réclames prohibés	62
4.11.5	Entretien des enseignes et des panneaux-réclames	62
4.11.6	Dispositions applicables aux zones résidentielles (Ra, Rb), de villégiature (V) et des îlots déstructurés	63
4.11.7	Dispositions applicables aux zones Ca et P	63
4.11.8	Dispositions applicables au parc industriel et aux bâtiments industriels	63
4.11.9	Dispositions applicables aux bâtiments industriels et aux zones commerciales Cb	64
4.11.10	Dispositions applicables aux zones agricoles (A) et agroforestières (Ag)	64
4.11.11	Dispositions applicables aux enseignes mobiles	64
4.12	DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ENTREPOSAGE DE VÉHICULES FERRAILLES ET DE MATÉRIAUX USAGÉS	64
4.12.1	Normes de localisation	64
4.12.2	Normes d'implantation	65

4.13	DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR	65
4.13.1	Dispositions applicables à l'entreposage à l'extérieur d'un parc ou d'une zone industrielle	65
4.13.2	Dispositions applicables à l'entreposage à l'intérieur d'un parc ou d'une zone industrielle	66
4.14	DISPOSITIONS APPLICABLES À UN LIEU D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE	66
4.14.1	Normes de localisation et d'implantation	66
4.14.2	Site d'enfouissement désaffecté	66
4.15	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SITES D'EXTRACTION	66
4.15.1	Normes de localisation	66
4.15.2	Normes d'implantation	67
4.16	DISPOSITIONS APPLICABLES POUR L'ACCÈS À UNE ROUTE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS	67
4.17	DISPOSITIONS APPLICABLES À UN CHENIL	67
4.18	DISPOSITIONS APPLICABLES À L'AMÉNAGEMENT DES TERRAINS	68
4.18.1	Conservation de l'aspect naturel des terrains	68
4.18.2	Aménagement des aires libres	68
4.18.3	Plantation interdite	68
4.19	ARCHITECTURE ET MATÉRIAUX DES CONSTRUCTIONS	68
4.19.1	Constructions prohibées	68
4.19.2	Revêtement extérieur	69
4.19.3	Matériaux prohibés	69
4.19.3.1	Matériaux prohibés pour la toiture	69
4.19.3.2	Matériaux prohibés pour les murs extérieurs	69
4.20	DISPOSITIONS RELATIVES AUX HABITATIONS BI-GÉNÉRATION	70

**CHAPITRE 5 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX OUVRAGES DE CAPTAGE D'EAU POTABLE SOUTERRAINE**

5.1	LES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION	71
5.1.1	Périmètre de protection immédiate	71
5.1.2	Périmètre de protection rapprochée	71
5.1.3	Périmètre de protection éloignée	71
5.2	DISTANCES MINIMALES PRESCRITES, DE FAÇON RÉCIPROQUE, POUR CERTAINS USAGES ET ACTIVITÉS PAR RAPPORT À UNE PRISE D'EAU POTABLE ALIMENTANT UN RÉSEAU PUBLIC OU PRIVÉ	72
5.3	DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION D'UN NOUVEL OUVRAGE DE CAPTAGE D'EAU POTABLE SOUTERRAINE	72

**CHAPITRE 6 NORMES D'IMPLANTATION**

6.1	DISPOSITIONS APPLICABLES LE LONG DE LA ROUTE 271	73
6.2	DISPOSITIONS APPLICABLES À CERTAINS CAS D'EXCEPTION	73
6.2.1	Dispositions applicables à la marge de recul avant	73

6.3	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES RÉSIDENTIELLES (Ra) ET (Rb) ET AUX ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS	74
6.3.1	Disposition particulière applicable à un îlot de type 2 (sans morcellement)	74
6.3.2	Dispositions applicables à l'aménagement de logement dans les sous-sols	74
6.4	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MAISONS MOBILES	75
6.5	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES COMMERCIALES (Ca) ET (Cb)	75
6.5.1	Dispositions applicables aux stations-service	75
6.5.2	Dispositions applicables à un logement ou des logements dans un bâtiment commercial d'une zone Ca	76
6.6	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES INDUSTRIELLES ET AU PARC INDUSTRIEL	76
6.6.1	Normes d'implantation à l'intérieur d'un parc ou d'une zone industrielle	76
6.6.2	Normes d'implantation à l'extérieur d'un par ou d'une zone industrielle	76
6.6.3	Normes d'aménagement des terrains industriels	76
6.7	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES PUBLIQUES ET INSTITUTIONNELLES (P)	77
6.8	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES DE VILLÉGIATURE (V)	77
6.9	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES (A) ET AGROFORESTIÈRES (Ag)	78
6.9.1	Dispositions particulières applicables pour l'implantation d'une résidence unifamiliale sur une unité foncière vacante de 20 hectares et plus, dans une zone agroforestière	78
6.9.2	Distances séparatrices à respecter pour l'implantation d'une résidence unifamiliale sur une unité foncière vacante de 20 hectares et plus, en présence d'un établissement de production animale sur une propriété voisine	79
6.9.3	Disposition particulière applicable à la hauteur des constructions et ouvrages dans les zones A-23 et Ag-8	79

## **CHAPITRE 7 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MILIEUX NATURELS**

7.1	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX RIVES ET AU LITTORAL	80
7.1.1	Dispositions applicables aux rives	80
7.1.2	Dispositions applicables au littoral	82
7.2	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MILIEUX HUMIDES (MARAIS ET MARÉCAGES) ET AUX TOURBIÈRES	83
7.3	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TRAVAUX D'ABATTAGE D'ARBRES	83
7.3.1	Territoire visé	83
7.3.2	Travaux autorisés sans certificat d'autorisation	83
7.3.3	Travaux nécessitant un certificat d'autorisation accompagné d'une prescription sylvicole	84
7.3.4	Dispositions particulières à certaines zones boisées à conserver	85
7.4	DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AIRES DE PENTE DE 30% ET PLUS	86

<b>CHAPITRE 8</b>	<b>DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DISTANCES SÉPARATRICES DANS LES PRATIQUES AGRICOLES</b>	
8.1	DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DE PRODUCTION ANIMALE	88
8.1.1	Constructions et équipements protégés	88
8.1.2	Les distances séparatrices	88
8.2	RECONSTRUCTION À LA SUITE D'UN SINISTRE D'UN BÂTIMENT D'ÉLEVAGE DÉROGATOIRE PROTÉGÉ PAR DES DROITS ACQUIS	89
8.3	DROIT AU DÉVELOPPEMENT À CERTAINES EXPLOITATIONS AGRICOLES EXISTANTES	90
8.4	DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES AUX LIEUX D'ENTREPOSAGE DES ENGRAIS DE FERME SITUÉS À PLUS DE 150 MÈTRES D'UN ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE	90
8.5	DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES À L'ÉPANDAGE DES ENGRAIS DE FERME	91
8.6	DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES EN PRÉSENCE DE VENTS DOMINANTS D'ÉTÉ	92
8.7	DISTANCES SÉPARATRICES EN PRÉSENCE D'UNE RÉSIDENCE UNIFAMILIALE IMPLANTÉE SUR UN TERRAIN DE 20 HECTARES ET PLUS, DANS UNE ZONE AGROFORESTIÈRE	92
8.8	DISTANCES SÉPARATRICES EN PRÉSENCE D'UN ÎLOT DÉSTRUCTURÉ	92
	<u>ANNEXES</u>	
ANNEXE A	NOMBRE D'UNITÉS ANIMALES (PARAMÈTRE A)	93
ANNEXE B	DISTANCES DE BASE (PARAMÈTRE B)	94
ANNEXE C	COEFFICIENT D'ODEUR PAR GROUPE OU CATÉGORIE D'ANIMAUX (PARAMÈTRE C)	99
ANNEXE D	TYPE DE FUMIER (PARAMÈTRE D)	100
ANNEXE E	TYPE DE PROJET (PARAMÈTRE E)	101
ANNEXE F	FACTEUR D'ATTÉNUATION (PARAMÈTRE F)	102
ANNEXE G	FACTEUR D'USAGE (PARAMÈTRE G)	102
ANNEXE H	NORMES DE LOCALISATION POUR UNE INSTALLATION D'ÉLEVAGE OU UN ENSEMBLE D'INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE AU REGARD D'UNE MAISON D'HABITATION, D'UN IMMEUBLE PROTÉGÉ OU D'UN PÉRIMÈTRE URBANISATION EXPOSÉS AUX VENTS DOMINANTS D'ÉTÉ	103
<b>CHAPITRE 9</b>	<b>DISPOSITIONS FINALES</b>	
9.1	DATE D'ADOPTION	104
9.2	DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR	104
9.3	ABROGATION DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS	104
9.4	AUTORISATION DE SIGNATURES	104
	CARTES DE ZONAGE (2)	En pochette



# LE RÈGLEMENT DE ZONAGE

## CHAPITRE 1 DISPOSITIONS DÉCLARATOIRES

### 1.1 TITRE ET BUT

Le présent règlement porte le titre de "Règlement de zonage" et identifié par le numéro 447-2006. Il est édicté en vertu de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme* et a pour but d'ordonner le cadre physique dans lequel s'inscrivent les diverses activités de la population qui habite ou qui fréquente la municipalité. Il représente le moyen de mise en œuvre d'une politique rationnelle d'aménagement dans l'ensemble de la municipalité.

### 1.2 TERRITOIRE ET PERSONNES TOUCHÉS PAR LE RÈGLEMENT

Tout le territoire de la municipalité est assujéti au présent règlement, ses dispositions s'appliquant aux particuliers comme aux personnes morales de droit public ou de droit privé.

### 1.3 LE RÈGLEMENT ET LES LOIS

Aucun article du présent règlement ne peut avoir pour effet de soustraire toute personne à l'application d'une loi du Canada ou du Québec.

### 1.4 APPLICATION DU RÈGLEMENT

#### 1.4.1 Fonctionnaire désigné

L'application, la surveillance et le contrôle du règlement de zonage sont confiés à l'officier responsable des permis et certificats (ci-après désigné l'officier).

#### 1.4.2 Contravention

Lorsque l'officier constate que certaines dispositions du règlement de zonage ne sont pas respectées, il doit immédiatement signifier au propriétaire, par un avis écrit, la non-conformité au règlement et aviser le conseil par un avis écrit.

L'officier désigné est autorisé à délivrer les constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.



1.4.3 Amendes  
[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Quiconque enfreint l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement est passible de poursuite et sur jugement de culpabilité, passible d'une amende et des frais.

Pour une première infraction, l'amende est de 300 \$ (sans excéder 1 000 \$) si le contrevenant est une personne physique et de 600 \$ (sans excéder 2 000 \$) si le contrevenant est une personne morale.

En cas de récidive, l'amende est de 600 \$ (sans excéder 2 000 \$) pour une personne physique et de 1 200 \$ (sans excéder 4 000 \$) pour une personne morale.

Si l'infraction est continue, elle constitue jour après jour une infraction séparée et le contrevenant est passible de l'amende édictée pour chaque jour durant lequel l'infraction se continuera.

Par ailleurs, l'abattage d'arbre fait en contravention d'une disposition réglementaire est sanctionné par une amende d'un montant minimal de 500 \$ auquel s'ajoute :

- dans le cas de l'abattage sur une superficie inférieure à 1 hectare, un montant minimal de 100 \$ et maximal de 200 \$ par arbre abattu illégalement, jusqu'à concurrence de 5 000 \$ ;
- dans le cas d'un abattage sur une superficie d'un hectare ou plus, une amende d'un montant minimal de 5 000 \$ et maximal de 15 000 \$ par hectare complet déboisé auquel s'ajoute, pour chaque fraction d'hectare déboisée, un montant déterminé conformément au paragraphe précédent.

Les montants prévus sont doublés en cas de récidive.

De plus, quiconque enfreint l'une ou l'autre des dispositions du présent règlement relatives à la protection des rives, du littoral et des plaines inondables est passible de poursuite et, sur jugement de culpabilité, passible d'une amende et des frais fixés comme suit :

Pour une première infraction, l'amende est de 1 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne morale. En cas de récidive, ladite amende est de 2 000 \$ si le contrevenant est une personne physique et de 4 000 \$ si le contrevenant est une personne morale.

1.4.4 Recours de droit civil

Nonobstant les recours par action pénale, le conseil pourra exercer devant les tribunaux de juridiction civile tous les recours de droit civil nécessaires pour faire respecter les dispositions du présent règlement.

1.4.5 Validité

Le conseil municipal décrète le présent règlement dans son ensemble et également chapitre par chapitre, article par article, paragraphe par paragraphe et alinéa par alinéa, de manière à ce que si un chapitre, un article, un paragraphe, un alinéa de ce règlement était ou devait être en ce jour déclaré nul, les autres dispositions du présent règlement continuent de s'appliquer autant que faire se peut.

## CHAPITRE 2 DISPOSITIONS INTERPRÉTATIVES

### 2.1 INTERPRÉTATION DU TEXTE

Exception faite des définitions à l'article 2.7, tous les mots utilisés dans ce règlement conserveront leur signification habituelle.

L'emploi du verbe au présent inclut le futur.

Le singulier comprend le pluriel et vice versa à moins que le sens indique clairement qu'il ne peut logiquement en être question.

Avec l'emploi du mot "doit" ou "sera", l'obligation est absolue; le mot "peut" conserve un sens facultatif.

### 2.2 INCOMPATIBILITÉ ENTRE LES DISPOSITIONS GÉNÉRALES ET PARTICULIÈRES

En cas d'incompatibilité entre les dispositions générales pour toutes les zones ou pour une zone et les dispositions particulières à chacune des zones, les dispositions particulières à une zone s'appliquent et prévalent sur les dispositions générales.

### 2.3 INTERPRÉTATION DES TABLEAUX ET DES CROQUIS

Les tableaux, les croquis et toutes formes d'expressions autres que les textes proprement dits, contenus dans ce règlement en font partie intégrante à toutes fins que de droit.

En cas de contradiction entre le texte et un tableau, ce sont les dispositions du texte qui prévalent.

### 2.4 INTERPRÉTATION DE LA GRILLE DE SPÉCIFICATION DES CONSTRUCTIONS ET DES USAGES

La grille de spécification des constructions et des usages fait partie intégrante du présent règlement. En cas de contradiction entre le texte et la grille, ce sont les dispositions du texte qui prévalent.

### 2.5 INTERPRÉTATION DU PLAN DE ZONAGE

Le plan de zonage annexé au présent règlement en fait partie intégrante.

#### 2.5.1 Délimitation des zones

Le territoire de la municipalité est divisé en zones délimitées au plan de zonage et chaque zone est identifiée par un numéro et une lettre qui réfèrent aux usages et constructions permis dans les zones.

### 2.5.2 Interprétation des limites de zones

Sauf avis contraire, les limites de zones coïncident avec la ligne des rues, ruelles, cours d'eau, ainsi qu'avec les limites de terrains ou avec celles d'emprises existantes (ex. : voie ferrée) ou projetées.

Les limites des zones peuvent également être indiquées par une distance portée sur le plan de zonage à partir de repères existants (limite de terrain, emprise de rue, etc.).

### 2.5.3 Type de zones

Agricole	A	Industrielle	I
Agroforestière	Ag	Institutionnelle et publique	P
Résidentielle	R	Villégiature	V
Commerciale	C		

## 2.6 INTERPRÉTATION DE LA CLASSIFICATION DES USAGES

Pour déterminer quels sont les usages permis dans une zone, toutes les règles suivantes s'appliquent :

- a) Dans une zone donnée, les seuls usages autorisés sont ceux identifiés pour cette zone.
- b) Un usage spécifiquement mentionné comme autorisé dans une zone est, de ce fait, prohibé dans toutes les autres zones où il n'est pas mentionné à moins d'indications contraires ;
- c) La description de chaque usage est indicative et non limitative. Un usage non énuméré peut être assimilé à un usage équivalent, similaire ou compatible, en respectant toutefois les règles suivantes :
  - les impacts environnementaux de l'usage doivent être similaires;
  - l'usage doit répondre en tous points aux conditions exigées pour un usage autorisé énuméré.

## 2.7 TERMINOLOGIE

[Règ. 447/05-2006, le 11-01-2011][Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011] [Règ. 482-2012, le 20-06-2012]  
[Règ. 512-2013, le 14-01-2014] [Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [Règ. 567-2018, le 10-07-2018]

Pour l'interprétation du présent règlement, à moins que le contexte ne comporte un sens différent, les mots ou expressions qui suivent ont le sens et la signification qui leur sont attribués dans le présent article.

**ABATTAGE D'ARBRES** : coupe d'au moins une tige marchande, incluant la récolte d'arbres renversés par l'effet du chablis, d'arbres affectés par le feu, par le verglas ou par la maladie ;

**ABRI À BATEAU** : construction sur pieux ou pilotis servant à accueillir une seule embarcation à moteur;

**ABRI D'AUTO**: construction couverte, contiguë ou non à un bâtiment principal, destinée au stationnement des véhicules de promenade et dont au moins 50% du périmètre total est ouvert et non obstrué;

**ABRI D'AUTO TEMPORAIRE** : Structure démontable recouverte de matériaux flexibles, de plastique ou de panneau peint utilisée pour abriter deux véhicules maximum pendant la saison hivernale.

**ABRI FORESTIER:** construction d'une superficie maximale de 20 m<sup>2</sup>, d'un étage maximal, sans fondation permanente, sans électricité ni eau courante et implantée sur un terrain boisé d'une superficie minimale de 10 hectares, située à un minimum de 10 mètres d'un chemin;

**ACTIVITÉ AGRICOLE:** la pratique de l'agriculture incluant le fait de laisser le sol en jachère, l'entreposage et l'utilisation sur la ferme de produits chimiques, organiques ou minéraux, de machines et de matériel agricoles à des fins agricoles; lorsqu'elles sont effectuées sur sa ferme par un producteur à l'égard des produits agricoles qui proviennent de son exploitation ou accessoirement de celles d'autres producteurs, les activités d'entreposage, de conditionnement, de transformation et de vente des produits agricoles sont assimilées à des activités agricoles;

**ACTIVITÉ DE RÉCRÉATION EXTENSIVE:** activité ne nécessitant que des aménagements et des équipements réduits dont l'impact sur le milieu et le paysage est faible (aire de pique-nique, sentier, camping sauvage, etc.);

**ACTIVITÉ DE RÉCRÉATION INTENSIVE:** activité nécessitant le déboisement d'une partie des terres utilisées et qui requiert des aménagements et des équipements lourds, permanents ou semi-permanents;

**AGRICULTURE:** la culture du sol et des végétaux, le fait de laisser le sol sous couverture végétale ou de l'utiliser à des fins sylvicoles, l'élevage des animaux et, à ces fins, la confection, la construction ou l'utilisation de travaux, ouvrages ou bâtiments, à l'exception des résidences;

**AIRE DE COUPE :** superficie située sur une même propriété foncière ayant fait ou devant faire l'objet d'un déboisement.

**AIRE D'EMPILEMENT :** site utilisé pour l'empilement du bois, des écorces, des copeaux ou de la biomasse forestière en vue d'être transporté.

**ARBRE :** plante ligneuse vivace dont le tronc a un diamètre minimal de 10 centimètres, mesuré à une hauteur de 130 cm au-dessus du sol. Les tiges ou les troncs qui proviennent d'une souche commune composent un même arbre.

**BALCON :** plate-forme en saillie sur les murs d'un bâtiment et entourée d'une balustrade ou d'un garde-fou ; peut être synonyme de galerie ou de véranda non fermée de façon permanente;

**BÂTIMENT:** construction ayant un toit appuyé sur des murs ou des colonnes et destinée à abriter des personnes, des animaux ou des objets;

**BÂTIMENT ACCESSOIRE OU COMPLÉMENTAIRE:** bâtiment situé sur le même terrain que le bâtiment principal, à l'intérieur duquel s'exerce un usage complémentaire à l'usage principal;

**BÂTIMENT AGRICOLE:** bâtiment utilisé uniquement à des fins agricoles pour abriter des équipements ou des animaux, ou est destiné à la production, à l'entreposage ou au traitement de produits agricoles, acéricoles, sylvicoles ou horticoles ou pour l'alimentation des animaux, tel une grange, un bâtiment d'entreposage des récoltes, une salle de traite, une porcherie, un poulailler, une cellule à grain, un silo, une cabane à sucre, etc.;

**BÂTIMENT EN RANGÉE :** ensemble d'au moins 3 bâtiments dont les murs latéraux sont mitoyens ou se touchent en tout ou en partie, à l'exception des murs extérieurs des bâtiments d'extrémité;

**BÂTIMENT ISOLÉ:** bâtiment non adjacent ni relié à un autre;

**BÂTIMENT JUMELÉ:** bâtiment relié latéralement par un mur mitoyen à un autre bâtiment;

**BÂTIMENT PRINCIPAL:** bâtiment destiné à abriter l'usage principal autorisé sur le terrain où il est implanté;

**BOISÉ :** espace de terrain couvert d'arbres d'une hauteur moyenne de 7 mètres et plus ;

**BOISÉ VOISIN :** superficie adjacente à une propriété foncière, couverte d'arbres dont la hauteur moyenne est de 7 mètres et plus, couvrant une largeur moyenne de 20 mètres et plus le long de l'intervention prévue.

**CAMPING (zone agricole permanente):** établissement qui offre au public, moyennant rémunération, des sites permettant d'accueillir des véhicules de camping ou des tentes, à l'exception du camping à la ferme appartenant au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause;

**CARRIÈRE :** tout endroit d'où l'on extrait à ciel ouvert des substances minérales consolidées;

**CASE DE STATIONNEMENT :** espace réservé au stationnement d'un véhicule moteur selon les exigences du présent règlement;

**CHABLIS:** arbre naturellement renversé, déraciné ou rompu par le vent ou brisé sous le poids de la neige, du givre ou des ans;

**CHAMP EN CULTURE (pour les résidences dans une zone agroforestière) :** parcelle de terrain utilisée entre autres pour la culture du foin, de céréales, de petits fruits et de vergers ou pour le pâturage des animaux et sur laquelle on peut réaliser de l'épandage;

**CHEMIN FORESTIER:** chemin aménagé sur un terrain pour transporter du bois du lieu d'abattage jusqu'au chemin public;

**CIMETIÈRE DE VÉHICULES FERRAILLES:** terrain où se fait l'entreposage de véhicules ferrailles à des fins de vente ou non, des pièces ou des véhicules complets;

**COMPOST DE FERME:** compost produit dans une exploitation agricole par la transformation des produits de ferme et des matières absorbantes utilisées pour les litières des animaux;

**CONSTRUCTION:** assemblage de matériaux déposés, reliés ou fixés, directement ou non, au sol, comprenant aussi, d'une manière non limitative, les enseignes, les réservoirs, les pompes à essence et les aires de stationnement;

**CONSTRUCTION ACCESSOIRE OU COMPLÉMENTAIRE:** construction dont l'usage est relié à l'usage principal et construite sur le même terrain, notamment une galerie, un perron, un balcon, un escalier, un auvent, une marquise, un avant-toit, une remise, un garage privé, un abri d'auto, une piscine, etc.;

**CONSTRUCTION DÉROGATOIRE:** construction non conforme aux dispositions du règlement de zonage, de lotissement ou de construction;

**CONSTRUCTION HORS-TOIT:** construction sur le toit d'un bâtiment érigée pour une fin autre que l'habitation mais nécessaire à la fonction de la construction où elle est érigée (cage d'ascenseur, abri pour l'équipement de climatisation de l'air, cheminée, etc.);

**CONSTRUCTION TEMPORAIRE:** construction à caractère passager, destinée à des fins spéciales et pour une période de temps limitée par règlement;

**CONTENEUR :** caisse métallique du type de celles habituellement utilisées ou destinées à être utilisées pour le transport, l'entreposage ou la manutention.

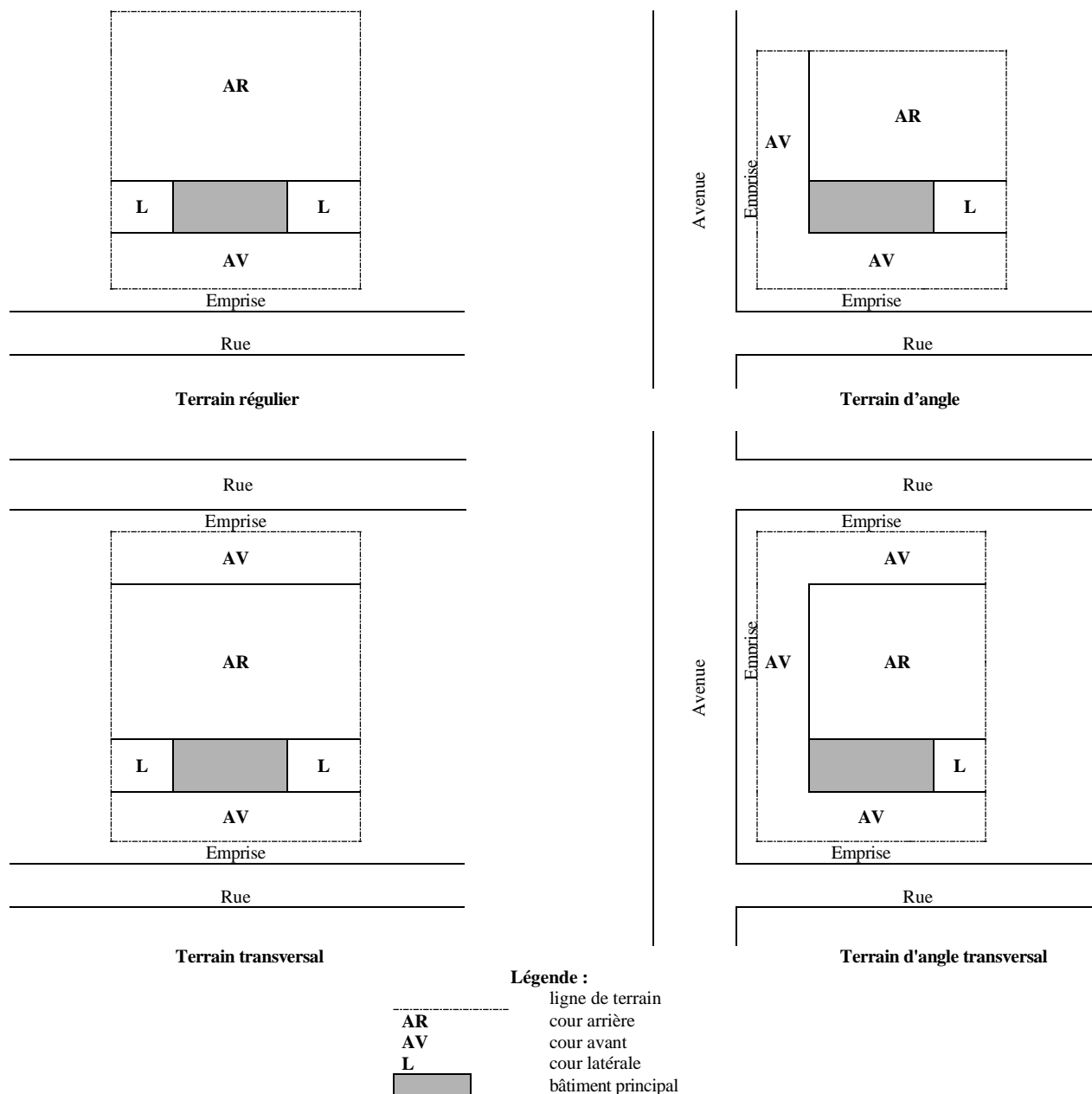
## MUNICIPALITÉ DE SAINT-BENOÎT-LABRE

**CORRIDOR RIVERAIN:** bande de terre qui s'étend à partir de la ligne naturelle des hautes eaux vers l'intérieur des terres sur une profondeur de 300 mètres dans le cas des lacs et de 100 mètres dans le cas des cours d'eau. Un terrain dont la superficie est comprise à plus de 50% à l'intérieur du corridor riverain est réputé riverain.

**COUPE D'ASSAINISSEMENT:** abattage ou récolte d'arbres défectueux, tarés, dépérissants, endommagés ou morts dans un peuplement d'arbres;

**COUPE DE RÉCUPÉRATION:** abattage de tiges marchandes, mortes ou en voie de détérioration, telles celles qui sont en déclin (surannées) ou endommagées par le feu, le vent, les insectes, les champignons ou tout autre agent pathogène avant que leur bois ne perde toute valeur économique.

**COUR ARRIÈRE:** espace entre le mur arrière du bâtiment principal et la ligne arrière du terrain et s'étendant sur toute sa largeur;



**COUR AVANT:** espace entre le mur avant du bâtiment principal et la ligne de rue et s'étendant sur toute la largeur du terrain. Dans le cas d'un terrain riverain, la cour avant peut être située entre la ligne des hautes eaux et le mur avant du bâtiment principal si la façade est orientée vers un lac ou un cours d'eau ;

Dans le cas d'un terrain d'angle, d'un terrain transversal et d'un terrain d'angle transversal, la cour avant principale sera celle où l'on retrouve la façade principale du bâtiment;

[Règ. 482-2012, le 20 juin 2012]

**COUR LATÉRALE:** espace compris entre la partie la plus avancée du mur du bâtiment, la ligne latérale d'un terrain et s'étendant sur toute la longueur du mur latéral;

**COURS D'EAU:** toute masse d'eau qui s'écoule dans un lit avec un débit régulier ou intermittent, y compris ceux qui ont été créés ou modifiés par une intervention humaine, à l'exclusion des fossés de voie publique ou privée, mitoyens et de drainage tels que définis;

**DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR DU PREMIER RÈGLEMENT DE CONTRÔLE INTÉRIMAIRE DE LA MRC:** 22 mars 1984;

**DÉBOISEMENT:** Abattage dans un peuplement forestier, de plus de 40 % des tiges marchandes, par période de 10 ans.

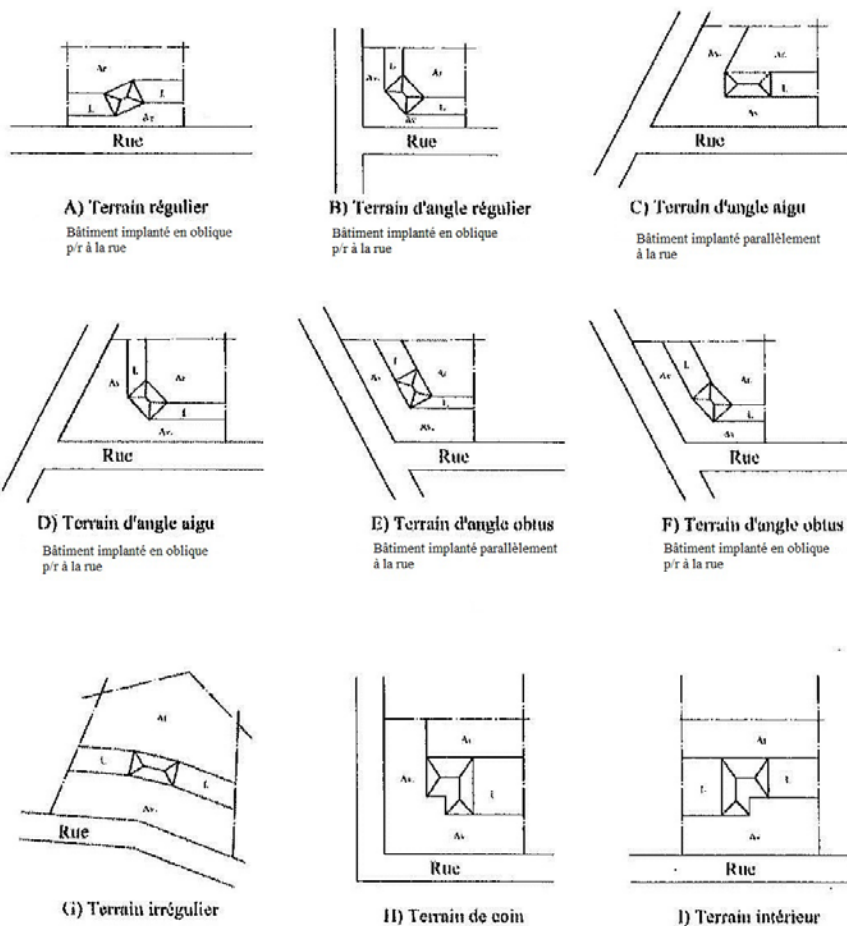
**DÉCRET DE LA ZONE AGRICOLE PERMANENTE:** 13 juin 1980;

**DÉJECTION ANIMALE:** l'urine et les matières fécales provenant des animaux ainsi que les fumiers, les lisiers et les purins qui en proviennent et, le cas échéant, les eaux souillées ou non par ces matières qui leur sont ajoutées;

**DÉPENDANCE:** voir bâtiment accessoire;

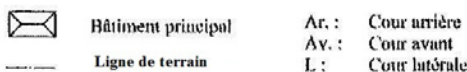
**DÉPOTOIR :** voir lieu d'enfouissement sanitaire;

**EMPRISE DE RUE :** espace occupé par une voie de circulation et les infrastructures publiques;



Note : Dans le cas d'un lot (transversal), la cour arrière est limitée d'une part par le mur arrière du bâtiment principal, la ou les cour (s) latérale(s) et les lignes latérales, et d'autre part, par la marge de recul avant de la ou des rue(s) limitant ce lot transversal.

Légende :



ENSEIGNE : tout écrit, représentation picturale, dessin, destiné à des fins de publicité, localisé sur les lieux mêmes de l'entreprise, du commerce ou du produit auquel il réfère;

ENSEIGNE MOBILE: enseigne disposée sur une remorque ou une base amovible, conçue pour être déplacée facilement;

ÉPANDAGE: apport au sol de matières par dépôt ou projection à la surface du sol, par injection ou enfouissement dans le sol ou encore, par brassage avec les couches superficielles du sol;

ÉQUIPEMENT: immeuble ou installation nécessaire à la vie d'une collectivité;

ÉRABLIÈRE: Peuplement forestier d'une superficie minimale de 2 hectares composé d'au moins 50 % d'érables à sucre, d'érables rouges ou d'une combinaison de ces 2 essences;

### ESSENCES COMMERCIALES

ESSENCES COMMERCIALES RÉSINEUSES			
Épinette blanche	<i>Picea glauca</i> (Moench) Voss	Pin blanc	<i>Pinus strobus</i> L.
Épinette noire	<i>Picea mariana</i> (Mill.) BSP.	Pin gris	<i>Pinus banksiana</i> Lamb.
Épinette rouge	<i>Picea rubens</i> Sarg.	Pin rouge	<i>Pinus resinosa</i> Ait.
Épinette de Norvège	<i>Picea abies</i> (L.) Karst.	Pin sylvestre	<i>Pinus sylvestris</i> L.
Mélèze européen	<i>Larix decidua</i> Mill.	Pruche de l'Est	<i>Tsuga canadensis</i> (L.) Carr.
Mélèze japonais	<i>Larix kaempferi</i> (Lamb.) Carr.	Sapin baumier	<i>Abies balsamea</i> (L.) Mill.
Mélèze laricin	<i>Larix laricina</i> (Du Roi) Koch	Thuya occidental (de l'Est)	<i>Thuja occidentalis</i> L.
Mélèze hybride	<i>Larix xmarschlinsii</i> Coaz		

ESSENCES COMMERCIALES FEUILLUES			
Bouleau blanc (à papier)	<i>Betula papyrifera</i> Marsh.	Frêne noir	<i>Fraxinus nigra</i> Marsh.
Bouleau gris	<i>Betula populifolia</i> Marsh.	Frêne rouge (pubescent)	<i>Fraxinus pennsylvanica</i> Marsh.
Bouleau jaune	<i>Betula alleghaniensis</i> Britton	Hêtre à grandes feuilles	<i>Fagus grandifolia</i> Ehrh.
Caryer cordiforme	<i>Carya cordiformis</i> (Wang.) K. Koch	Noyer cendré	<i>Juglans cinerea</i> L.
Caryer ovale (à fruits doux)	<i>Carya ovata</i> (Mill.) K. Koch	Noyer noir	<i>Juglans nigra</i> L.
Cerisier tardif	<i>Prunus serotina</i> Ehrh.	Orme d'Amérique	<i>Ulmus americana</i> L.
Chêne à gros fruits	<i>Quercus Macrocarpa</i> Michx.	Orme de Thomas	<i>Ulmus thomasi</i> Sarg.
Chêne bicolor	<i>Quercus bicolor</i> Willd.	Orme rouge	<i>Ulmus rubra</i> Mühl.
Chêne blanc	<i>Quercus alba</i> L.	Ostryer de Virginie	<i>Ostrya virginiana</i> (Mill.) Koch
Chêne rouge	<i>Quercus rubra</i> L.	Peuplier à grandes dents	<i>Populus grandidentata</i> Michx.
Érable argenté	<i>Acer saccharinum</i> L.	Peuplier baumier	<i>Populus balsamifera</i> L.
Érable à sucre	<i>Acer saccharum</i> Marsh.	Peuplier deltoïde	<i>Populus deltoïdes</i> Marsh.
Érable noir	<i>Acer nigrum</i> Michx.	Peuplier hybride	<i>Populus</i> × sp
Érable rouge	<i>Acer rubrum</i> L.	Peuplier faux tremble	<i>Populus tremuloïdes</i> Michx.
Frêne blanc (d'Amérique)	<i>Fraxinus americana</i> L.	Tilleul d'Amérique	<i>Tilia americana</i> L.



**ÉTAGE:** partie d'un bâtiment comprise entre un plancher et un plafond. Un sous-sol, une cave, un entretoît, un grenier ne sont pas considérés comme un étage; le 1<sup>er</sup> étage est aussi désigné « rez-de-chaussée »;

**ÉTANG ARTIFICIEL :** dépression artificielle ou bassin créé par une excavation du sol (pouvant aller jusqu'à la nappe phréatique) qui répond à tous les critères suivants:

- Il correspond à la définition d'un usage accessoire ou secondaire;
- Il est identifié comme un usage accessoire ou secondaire à une seule résidence unifamiliale isolée;
- Il est alimenté par une (ou plusieurs) source d'eau souterraine (aucun cours d'eau n'est dévié pour permettre son alimentation);
- La superficie n'excède pas 1 hectare;
- Aucun exutoire ne permet le rejet des eaux dans un cours d'eau.

Un tel plan d'eau n'est pas assujetti aux dispositions relatives aux rives (bande de protection riveraine);

**EXPLOITANT D'UN RÉSEAU D'AQUEDUC OU D'ÉGOUT:** personne physique ou morale qui exploite, administre ou contrôle un tel réseau;

**FAÇADE PRINCIPALE:** mur du bâtiment qui présente des détails architecturaux importants et où se trouve généralement l'entrée principale (numéro civique) doit être parallèle à la rue. À l'exception d'une implantation sur un terrain riverain ou sur un terrain dans une zone agricole ou agroforestière;

**FORTE PENTE:** toute pente dont l'inclinaison est de 30 % et plus. Dans le cas de travaux d'abattage d'arbres (chapitre 7), l'inclinaison du terrain est calculée horizontalement d'un point haut jusqu'à un point bas sur une distance 50 mètres.

**FOSSÉ:** les fossés de voie publique ou privée, les fossés mitoyens et les fossés de drainage tels que définis ci-après ne sont pas des cours d'eau protégés:

- fossé de voie publique ou privée: dépression en long creusée dans le sol, servant exclusivement à drainer une voie publique ou privée. À titre d'exemple, une voie publique ou privée peut inclure notamment une route, chemin, rue, ruelle, voie piétonnière, cyclable ou ferrée;
- fossé mitoyen: dépression en long creusée dans le sol, servant de ligne séparatrice entre voisins, au sens de l'article 1002 du Code civil;
- fossé de drainage: dépression en long creusée dans le sol utilisée aux seules fins de drainage et d'irrigation, qui n'existe qu'en raison d'une intervention humaine et dont la superficie de bassin versant est inférieure à 100 hectares.

**GALERIE:** balcon ouvert, couvert ou non;

**GARAGE PRIVÉ:** construction complémentaire, contiguë ou non au bâtiment principal, servant au remisage des véhicules de promenade des occupants du bâtiment principal;

**GESTION LIQUIDE:** tout mode d'évacuation des déjections animales autre que la gestion sur fumier solide;

**GESTION SOLIDE:** le mode d'évacuation d'un bâtiment d'élevage ou d'un ouvrage d'entreposage des déjections animales dont la teneur en eau est inférieur à 85% à la sortie du bâtiment;

**GÎTE TOURISTIQUE:** bâtiment dont l'usage principal est résidentiel et où l'occupant loue accessoirement des chambres et offre des repas à une clientèle de passage. Le nombre de chambres offertes n'excède pas 5;

**HABITATION:** tout bâtiment contenant un ou plusieurs logements;

**HABITATION UNIFAMILIALE EN RANGÉE:** ensemble d'au moins 3 bâtiments dont les murs latéraux sont mitoyens ou se touchent en tout ou en partie, à l'exception des murs extérieurs des bâtiments d'extrémité;

**HABITATION UNIFAMILIALE ISOLÉE:** bâtiment résidentiel destiné à loger un seul ménage;

**HABITATION UNIFAMILIALE SECONDAIRE OU SAISONNIÈRE:** bâtiment résidentiel comprenant un seul logement destiné à la villégiature et non utilisé comme résidence permanente;

**HABITATION BIFAMILIALE:** bâtiment résidentiel comprenant 2 logements;

**HABITATION MULTIFAMILIALE:** bâtiment résidentiel comprenant 3 logements et plus;

**HAUTEUR DU BÂTIMENT (en étage):** nombre d'étages entre le toit et le rez-de-chaussée;

**HAUTEUR D'UNE ENSEIGNE:** distance verticale entre le sol et le point le plus élevé de l'enseigne ou de son support, selon le plus élevé des deux;

**ÎLOT:** un ou plusieurs terrains bornés par des rues, rivières ou voies ferrées;

**INDUSTRIE ARTISANALE:** entreprise où l'on fabrique, répare ou transforme de façon artisanale des produits déjà partiellement usinés ou non;

**INFRASTRUCTURE:** ouvrage ou réseau de propriété publique ou privée par lequel transitent des personnes, des biens et des matériaux;

**INFRASTRUCTURE D'UTILITÉ PUBLIQUE:** Toute infrastructure publique, parapublique ou privée et ses accessoires voués, soit :

- à la communication;
- à l'assainissement des eaux;
- à l'alimentation en eau;
- à la production, à l'évaluation, au transport et à la distribution de l'énergie;
- à la sécurité publique ainsi que tout bâtiment à aires ouvertes utilisé à des fins récréatives.

**INGÉNIEUR FORESTIER :** professionnel forestier, membre en règle de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec;

**INSTALLATION D'ÉLEVAGE:** un bâtiment où des animaux sont élevés ou un enclos ou une partie d'enclos où sont gardés, à d'autres fins que le pâturage, des animaux y compris, le cas échéant, tout ouvrage d'entreposage des déjections animales des animaux qui s'y trouvent;

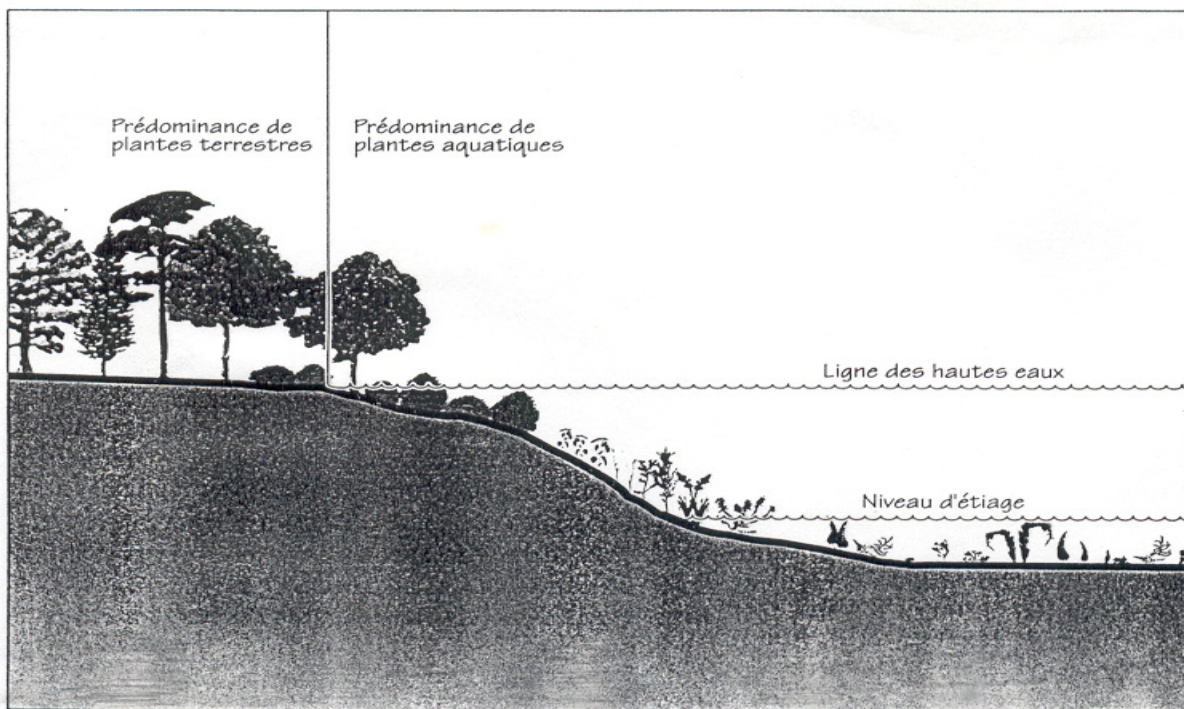
**INSTALLATION SEPTIQUE:** ensemble d'ouvrages servant à l'évacuation et à l'épuration des eaux d'égouts brutes et des eaux ménagères comprenant une fosse septique et un élément épurateur;

**LAC ET COURS D'EAU ASSUJETTIS:** tous les lacs et cours d'eau à débit régulier ou intermittent à l'exception des fossés tels que définis;

LIEU D'ÉLEVAGE: ensemble d'installations d'élevage et d'ouvrages de stockage qui appartiennent à un même propriétaire et dont la distance d'une installation ou d'un ouvrage avec l'installation ou l'ouvrage le plus rapproché est d'au plus 150 mètres;

LIEU D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE (LES): équipement régional ou intermunicipal où sont recueillis des objets de rebuts, des déchets, des ordures ménagères ou des matières résiduelles provenant d'activités résidentielles, commerciales, industrielles ou autres. Synonyme de dépotoir et de site de dépôts en tranchées;

LIGNE DES HAUTES EAUX: ligne qui sert à délimiter le littoral et la rive des lacs et cours d'eau. Cette ligne se situe à la ligne naturelle des hautes eaux, c'est-à-dire:



- À l'endroit où l'on passe d'une prédominance de plantes aquatiques à une prédominance de plantes terrestres; en l'absence de plantes aquatiques, à l'endroit où les plantes terrestres s'arrêtent en direction du plan d'eau; les plantes considérées comme aquatiques sont toutes les plantes hydrophiles incluant les plantes submergées, les plantes à feuilles flottantes, les plantes émergentes et les plantes herbacées et ligneuses émergées caractéristiques des marais et marécages ouverts sur des plans d'eau;
- Dans le cas où il y aurait un ouvrage de retenue des eaux, à la cote maximale d'exploitation de l'ouvrage hydraulique pour la partie du plan d'eau située en amont;
- Dans le cas où il y aurait un mur de soutènement légalement érigé, à compter du haut de l'ouvrage.

À défaut de pouvoir déterminer la ligne des hautes eaux à partir des critères précédents, celle-ci peut être localisée comme suit:

- À la limite de la cote de récurrence de 2 ans identifiée, laquelle correspond à la ligne établie selon les critères botaniques définis au point a);

**LIGNE ARRIÈRE:** ligne qui borne l'arrière d'un terrain à une rue ou à un terrain aboutant; dans le cas d'un terrain riverain, si la façade fait face à la rue, la ligne arrière est la ligne des hautes eaux ;

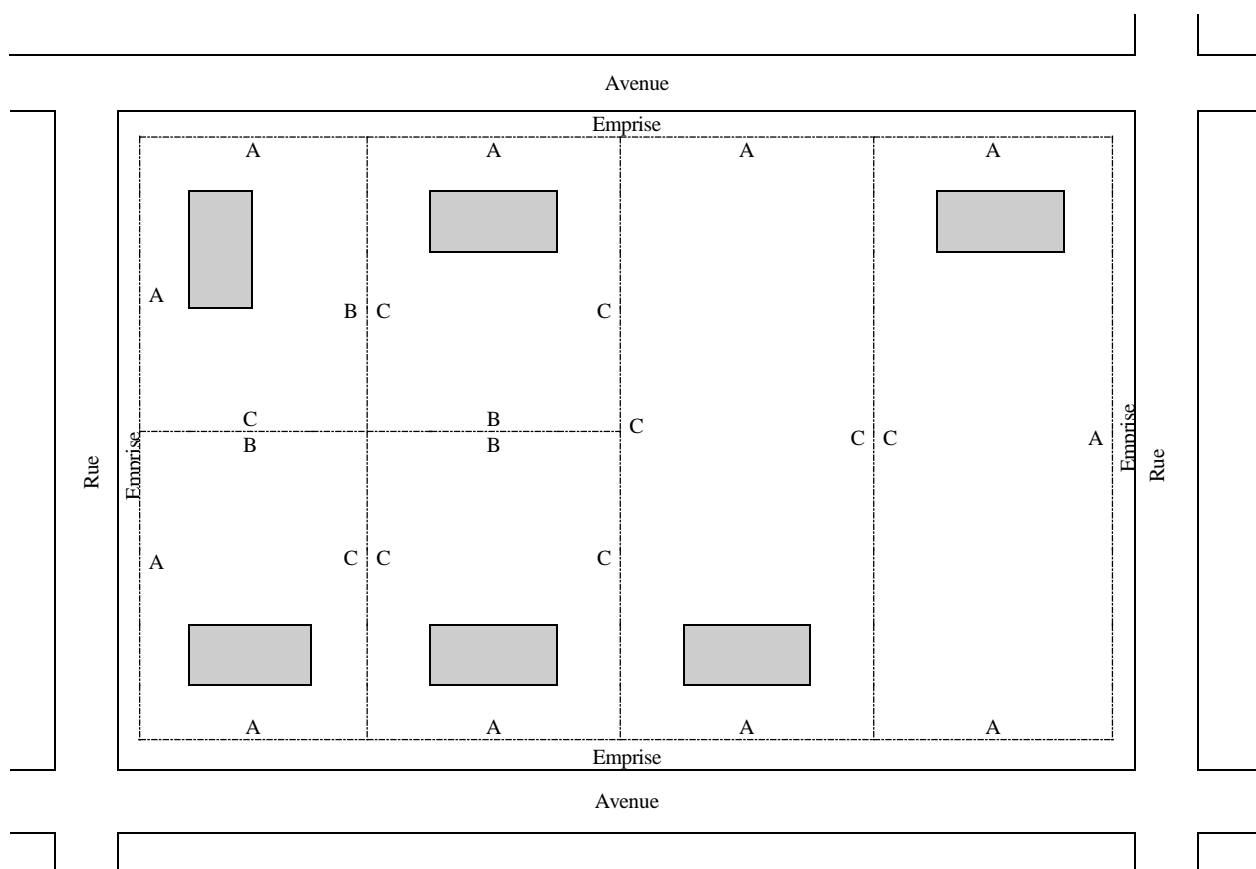
[Règ. 482-2012, 20 juin 2012]

**LIGNE AVANT:** ligne qui sépare l'avant d'un terrain d'une emprise de rue; dans le cas d'un terrain adjacent à une rue privée, la ligne avant est la ligne qui sépare l'avant d'un terrain de l'assiette de cette rue privée, que cette rue privée soit cadastrée ou non ; dans le cas d'un terrain riverain, si la façade fait face au lac ou au cours d'eau, la ligne avant est la ligne des hautes eaux ;

**LIGNE DE LOT:** ligne de division entre un lot et les lots voisins;

**LIGNE DE TERRAIN:** limite de propriété formée par l'ensemble des lignes avant, latérales et arrière;

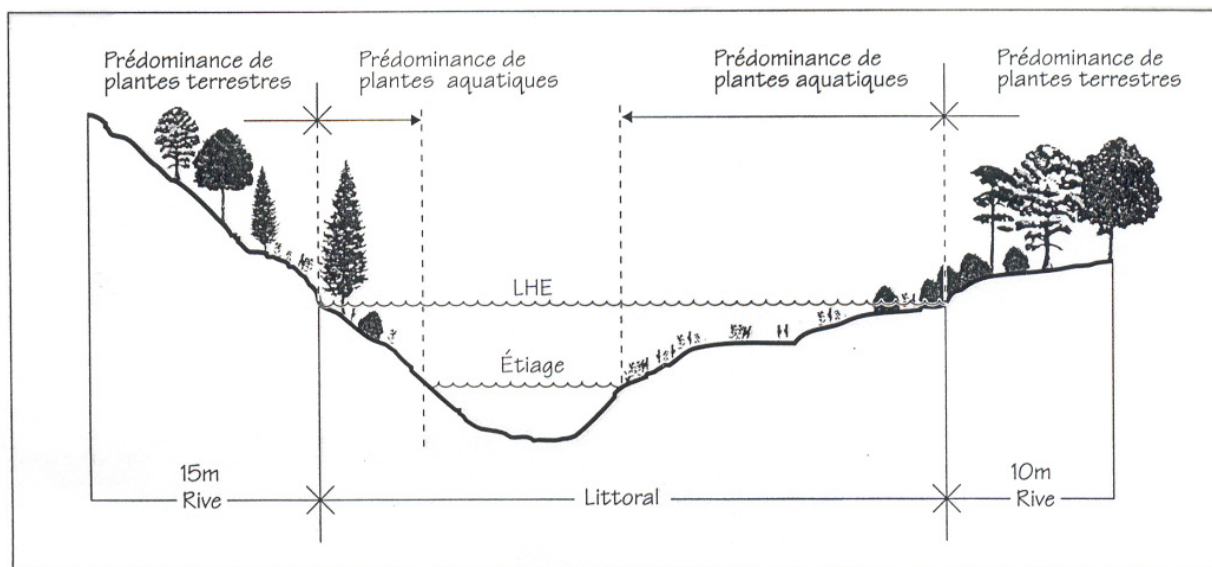
**LIGNE LATÉRALE:** ligne de terrain joignant la ligne avant et la ligne arrière d'un terrain;



**Légende:**

—	Ligne de rue
- - - -	Ligne de terrain
A	Ligne avant
B	Ligne arrière
C	Ligne latérale
■	Bâtiment principal

**LITTORAL:** partie d'un lac et d'un cours d'eau qui s'étend à partir de la ligne des hautes eaux vers le centre du plan d'eau;



**LOGEMENT:** unité d'habitation employée ou destinée à un emploi domestique par une personne ou plus, avec commodités pour préparer les repas, manger, vivre, dormir et comprenant une salle de bain;

**LOT:** fonds de terre identifié par un numéro distinct sur un plan de cadastre fait et déposé conformément au Code civil et à la Loi sur le cadastre;

**LOTS CONTIGUS** (Chapitre 7, article 7.3, abattage d'arbres) : Sont réputés contigus, les lots ou parties de lots séparés par un chemin public ou privé, un cours d'eau, un chemin de fer, une emprise d'utilité publique ou par la superficie d'un lot sur laquelle porte un droit acquis et appartenant à un même propriétaire ou à un même groupe de propriétaires par indivis ;

**LOTISSEMENT** : morcellement, division, subdivision, redivision ou nouvelle subdivision d'un terrain en lots conformément au règlement de lotissement municipal;

**MAISON D'HABITATION** (zone agricole permanente): une maison d'habitation d'une superficie d'au moins 21 mètres carrés qui n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause ou à un actionnaire ou dirigeant qui est propriétaire ou exploitant de ces installations;

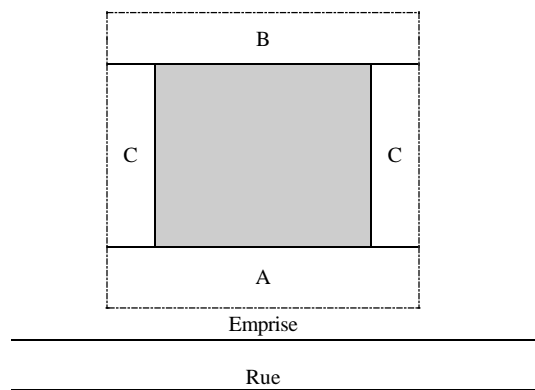
**MAISON MOBILE:** habitation unifamiliale, fabriquée en usine, conçue pour être habitée à l'année; transportable vers sa destination finale en une seule unité, à l'aide d'un système de roues faisant partie de sa structure. Elle peut être installée sur ses roues, blocs, piliers, pilotis, poteaux, poutres, vérins ou sur des fondations. Une maison mobile doit avoir une largeur minimale de 3,5 mètres et une longueur minimale de 15 mètres, en deçà de quoi, la construction est considérée comme une roulotte;

**MARGE DE REcul ARRIÈRE:** espace prescrit dans la réglementation et établissant la profondeur minimale de la cour arrière. Cet espace se calcule à partir de la ligne arrière du terrain et le bâtiment principal;

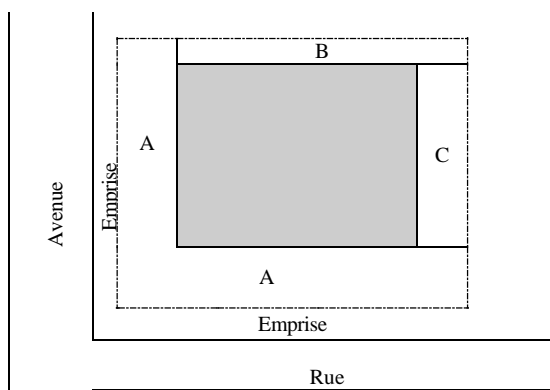
**MARGE DE REcul AVANT:** espace prescrit dans la réglementation et établissant la profondeur minimale de la cour avant. Cet espace se calcule à partir de la ligne avant du terrain et la partie la plus avancée du mur du bâtiment. Dans le cas d'un terrain d'angle, d'un terrain d'angle transversal et d'un

terrain transversal, la marge de recul avant prescrite doit être appliquée sur tous les cotés bornés par une rue publique ou privée ;

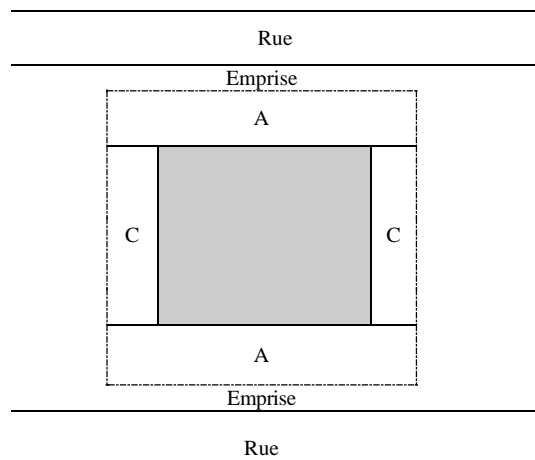
**MARGE DE REcul LATÉRALE:** espace prescrit dans la réglementation et établissant la profondeur minimale des cours latérales. Cet espace se calcule à partir des lignes latérales du terrain et de la partie la plus avancée du mur du bâtiment;



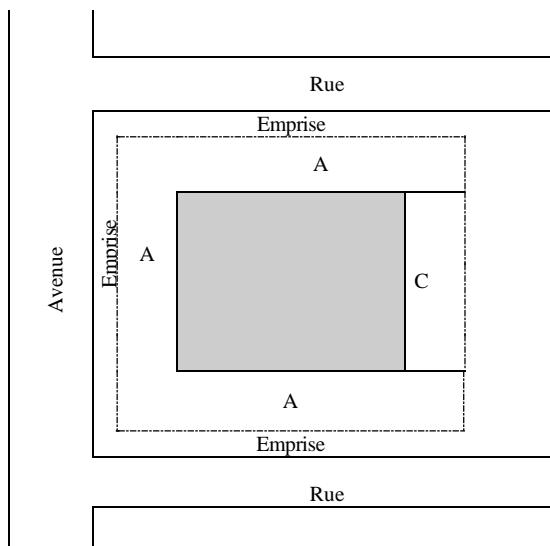
Terrain intérieur



Terrain d'angle



Terrain transversal



Terrain d'angle transversal

**Légende :**

- ligne de terrain
- A marge de recul avant
- B marge de recul arrière
- C marge de recul latérale
- superficie constructible

**MINI-MAISON :** Résidence unifamiliale comprenant un seul logement et installée sur fondation ou sur pilotis. La mini-maison est sans roue et est construite de façon à ce qu'elle ne puisse pas être attachée à un véhicule moteur. Sa superficie est inférieure à la superficie minimale exigée pour les bâtiments principaux.

**MODIFICATION:** tout changement, agrandissement ou transformation d'une construction ou tout changement dans son occupation;

**MUR DE SOUTÈNEMENT:** tout mur, paroi ou autre construction ou aménagement semblable soutenant, retenant ou s'appuyant contre un amoncellement de terre, que celle-ci soit rapportée ou non;

**OPÉRATION CADASTRALE :** une division, subdivision, redivision, une nouvelle subdivision (ou une annulation, une correction, un remplacement d'un numéro de lot), d'un terrain ayant pour résultat de créer un ou plusieurs lots identifiés par un numéro distinct sur un plan fait et déposé conformément à la Loi sur le cadastre ou au Code civil du Québec ;

**OUVRAGE dans la rive ou le littoral:** intervention ayant pour but, soit:

- de porter le sol à nu;
- de détruire ou de modifier la couverture végétale des rives;
- de réaliser une nouvelle utilisation ou occupation des rives et du littoral;

**OUVRAGE de captage d'eau potable communautaire:** ouvrage de captage d'eau destinée à la consommation humaine alimentant plus de 20 personnes, ainsi que les ouvrages desservant les établissements d'enseignements et les établissements à clientèle vulnérable (santé et services sociaux) et ceux alimentant des sites récréatifs (camping, colonie de vacances, camp de plein air familial, etc.), à l'exception des ouvrages visant les résidences isolées;

**PANNEAU-RÉCLAME:** enseigne annonçant une entreprise, une profession, un produit, un service ou un divertissement, exercé ou offert à un endroit autre que celui où elle est placée, à l'exception d'une enseigne émanant de l'autorité publique et annonçant un organisme public ou une activité ou un organisme sans but lucratif;

**PATIO:** plate-forme localisée dans une cour ou adjacente au bâtiment principal et déposée au sol ou reposant sur pilotis;

**PENTE:** rapport entre la projection verticale d'une inclinaison et sa projection horizontale;

**PENTE FORTE:** toute pente dont l'inclinaison dépasse 30%. Une pente de 30% représente un changement de 30 mètres d'altitude sur une distance horizontale de 100 mètres;

**PÉRIMÈTRE D'URBANISATION:** espace géographique à caractère urbain, auquel se rattachent des notions de concentration, de croissance et de pluralité des fonctions;

**PÉRIMÈTRE D'URBANISATION (zone agricole permanente):** la limite prévue de l'extension future de l'habitat de type urbain dans une municipalité déterminée par le schéma d'aménagement et de développement révisé à l'exception de toute partie de ce périmètre qui serait comprise dans la zone agricole permanente;

**PEUPLEMENT FORESTIER :** ensemble d'arbres ayant une uniformité quant à sa composition floristique, sa structure, son âge, sa répartition dans l'espace et sa condition sanitaire pour se distinguer des peuplements forestiers voisins et pouvant ainsi former une unité d'aménagement forestier, sans égard à la propriété foncière. Un peuplement forestier doit avoir un volume minimum de 21 mètres cubes de matière ligneuse par hectare;

**PEUPLEMENT FORESTIER RENDU À MATURITÉ :** peuplement forestier dont l'âge de la majorité des arbres se situe au-delà de l'âge prévu pour la récolte (âge d'exploitabilité).

**PISCINE** : Bassin artificiel extérieur, permanent ou temporaire, destiné à la baignade et dont la profondeur d'eau est de 60 cm ou plus, à l'exclusion d'un bain à remous ou d'une cuve thermique lorsque leur capacité n'excède pas 2000 litres.

**PLANTATION** : ensemble d'arbres ayant été mis en terre par l'homme ;

**PRESCRIPTION SYLVICOLE**: recommandation écrite, confectionnée et signée par un ingénieur forestier, portant sur des interventions influençant l'établissement, la composition, la constitution et la croissance de peuplements forestiers ;

**PROFONDEUR D'UN TERRAIN**: distance entre le point milieu de la ligne avant et le point milieu de la ligne arrière;

**PROJET INTÉGRÉ** : Regroupement d'un minimum de 2 et d'un maximum de 6 bâtiments résidentiels de type jumelé, bifamilial ou multifamilial érigés sur un même terrain suivant un plan d'aménagement détaillé maintenu sous une seule responsabilité et planifié dans le but de favoriser la copropriété ou les occupations du sol communes telles les allées véhiculaires, stationnements et espaces verts récréatifs et communs.

**PROPRIÉTÉ FONCIÈRE** : lot(s) ou partie de lot(s) ou ensemble de lots contigus dont le fond de terrain forme un ensemble foncier d'un seul bloc appartenant à un même propriétaire

**RÉGÉNÉRATION ADÉQUATE**: pour la régénération à dominance résineuse, un minimum de 1500 tiges à l'hectare d'essences commerciales uniformément réparties et pour la régénération à dominance feuillue, un minimum de 1200 tiges à l'hectare d'essences commerciales uniformément réparties d'une hauteur moyenne de 2 mètres dans les 2 cas;

**RÉPARATION**: réfection, renouvellement ou consolidation de toute partie existante d'un bâtiment ou d'une construction. Ne s'applique pas aux travaux de peinture ou aux menus travaux d'entretien nécessaires au bon maintien d'un bâtiment;

**RÉSEAU D'AQUEDUC**: système de distribution en eau potable, public ou privé, qui dessert au moins 1 abonné en plus de l'exploitant;

**RÉSEAU D'ÉGOUT**: système servant à la cueillette des eaux usées et des eaux ménagères, public ou privé, qui dessert au moins 1 abonné en plus de l'exploitant;

**RÉSIDENTENCE DE TOURISME** : Établissement possédant une attestation de classification délivrée par le Ministère du Tourisme où est offert de l'hébergement pour un court séjour de moins de 31 jours en appartements, maisons ou chalets meublés, incluant un service d'auto cuisine.

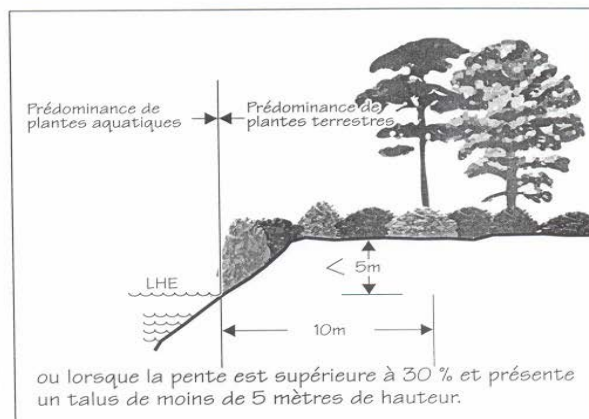
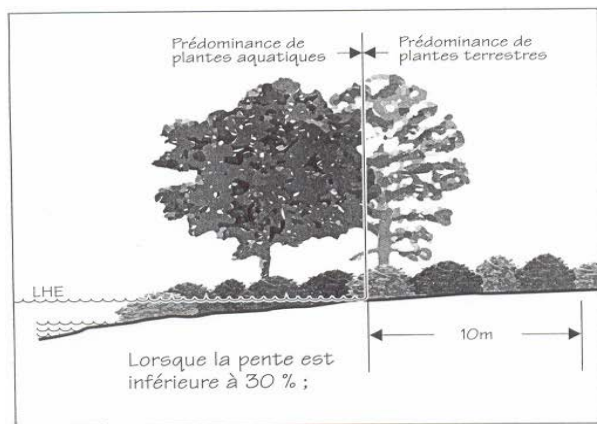
**REZ-DE-CHAUSSÉE**: étage situé immédiatement au-dessus du niveau du sol ou au-dessus de la cave ou du sous-sol;

**RIVE**: bande de terre qui borde les lacs et cours d'eau et qui s'étend vers l'intérieur des terres à partir de la ligne des hautes eaux; la largeur de la rive à protéger se mesure horizontalement;

La rive a un minimum de 10 mètres:

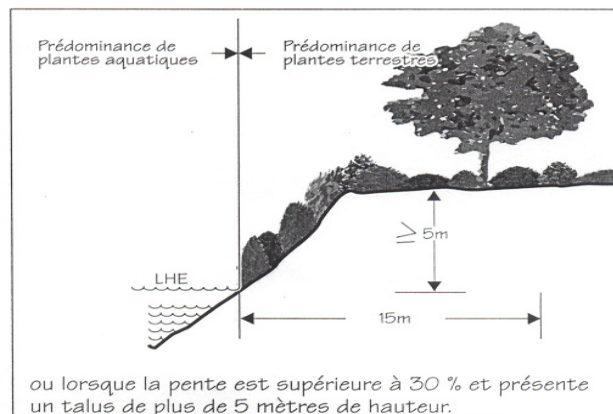
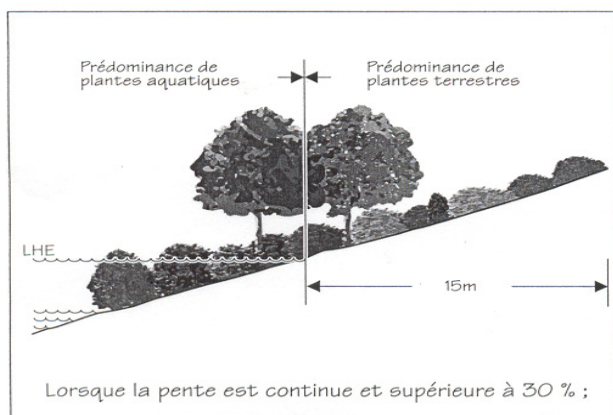
- lorsque la pente est inférieure à 30%, ou
- lorsque la pente est supérieure à 30% et présente un talus de moins de 5 mètres de hauteur.





La rive a un minimum de 15 mètres:

- lorsque la pente est continue et supérieure à 30%, ou
- lorsque la pente est supérieure à 30% et présente un talus de plus de 5 mètres de hauteur.



**ROULOTTE:** véhicule immatriculé, fabriqué en usine, d'une largeur maximale de 3,5 mètres et d'une longueur maximale de 9 mètres, incluant le dispositif d'accrochage (pôle) conçu et utilisé comme logement saisonnier où des personnes peuvent demeurer, manger ou dormir, et construit afin qu'il puisse se déplacer de façon autonome ou être attaché à un véhicule-moteur;

**ROUTE:** portion de l'espace, incluant les emprises, de propriété publique servant à la circulation de véhicules;

**RUE:** portion de l'espace, incluant les emprises, servant à la circulation de véhicules, cadastrée ou non; elle peut être de propriété publique ou privée;

**RUE PRIVÉE:** rue de propriété privée (en vertu d'un titre de propriété ou pour laquelle une ou des servitudes réelles et perpétuelles de passage sont inscrites au Bureau de la publicité des droits) qui est ouverte au public, sans entrave quelconque (ex. barrière). Une entrée ne peut être considérée comme une rue privée;

RUE (ligne de): ligne qui sépare la rue des terrains en bordure;

SABLIÈRE: tout endroit d'où l'on extrait à ciel ouvert des substances minérales non consolidées, y compris du sable ou du gravier, à partir d'un dépôt naturel;

SENTIER DE DÉBARDAGE : chemin d'accès temporaire utilisé aux fins du transport de bois hors des aires de coupe ;

SITE PATRIMONIAL PROTÉGÉ (zone agricole permanente): site patrimonial reconnu par une instance compétente et identifié au schéma d'aménagement et de développement révisé;

STATIONNEMENT (aire de): superficie de terrain comprenant 3 cases de stationnement ou plus;

STATION-SERVICE: établissement destiné à la vente de l'essence et d'autres produits nécessaires au fonctionnement des véhicules moteurs, à leur lavage, réparation, lubrification et entretien;

SUPERFICIE D'UN BÂTIMENT: superficie extérieure maximale de la projection horizontale sur le sol, y compris les porches, les vérandas couvertes, les puits d'aéragage et d'éclairage et tous les espaces inclus dans un bâtiment sauf les cours intérieures et extérieures, mais ne comprend pas les terrasses, marches, corniches, escaliers de sauvetage, escaliers et rampes extérieures et les plates-formes de chargement, à ciel ouvert;

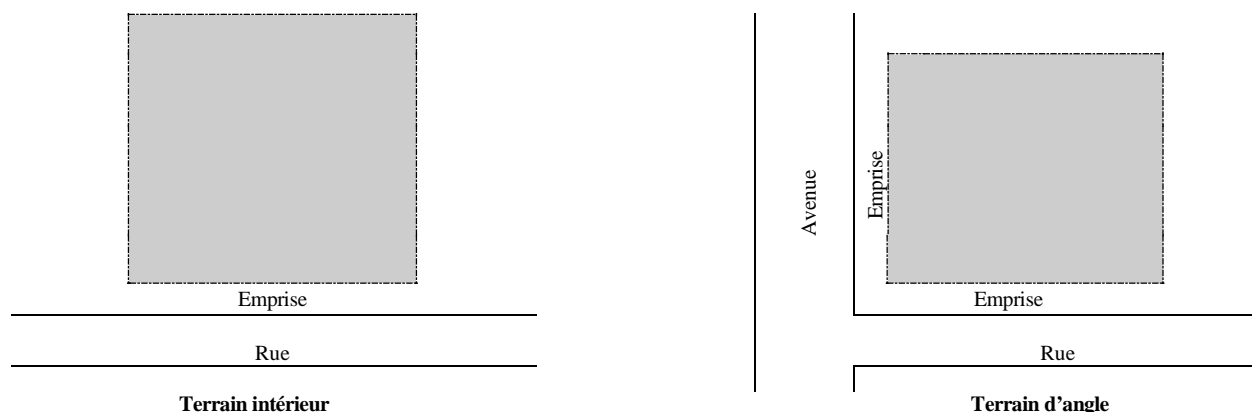
TABLE CHAMPÊTRE (zone agricole permanente): activité visant à offrir des repas à partir des produits de la ferme. L'usage principal demeure l'exploitation agricole;

TENANT (D'UN SEUL) : les aires de coupe sur une même propriété foncière et séparées par moins de 100 mètres sont considérées comme d'un seul tenant. Seules les superficies sur lesquelles il y a eu un déboisement sont comptabilisées dans le calcul de la superficie des aires de coupes ;

TERRAIN: lot ou ensemble de lots contigus constituant une même propriété; 2 lots ou parties de lot séparés par une rue privée ou publique ne sont pas considérés comme contigus;

TERRAIN D'ANGLE: terrain situé à l'intersection de 2 rues qui forment à ce point un angle inférieur à 135°;

TERRAIN INTÉRIEUR: terrain autre qu'un terrain d'angle;



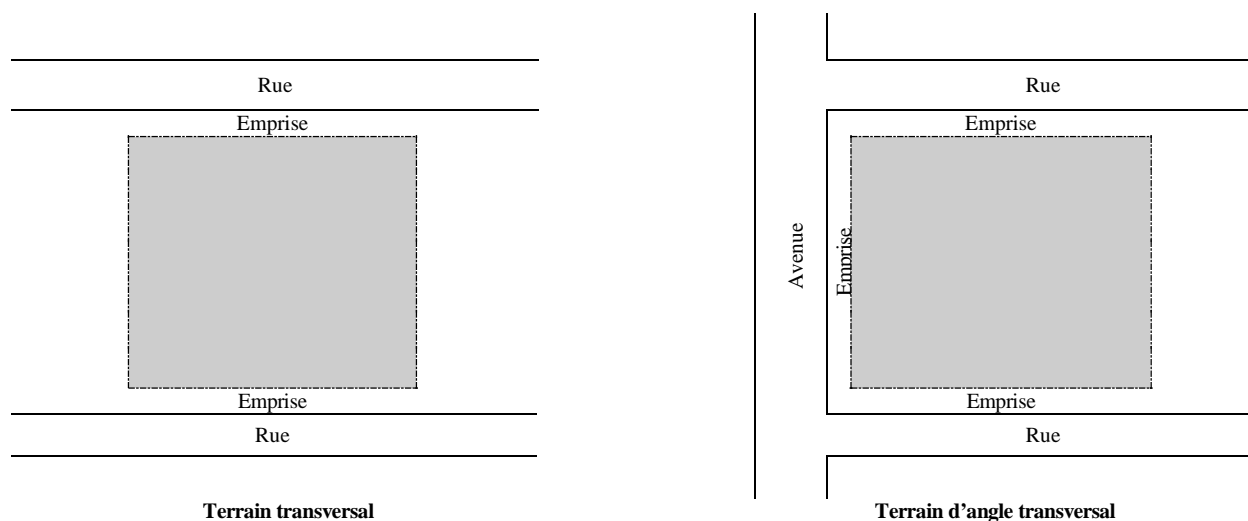
TERRAIN DESSERVI: terrain desservi par un réseau d'aqueduc et d'égout sanitaire;

**TERRAIN PARTIELLEMENT DESSERVI:** terrain desservi soit par un réseau d'aqueduc, soit par un réseau d'égout sanitaire;

**TERRAIN NON DESSERVI:** terrain qui n'est desservi ni par un réseau d'aqueduc ni par un réseau d'égout sanitaire;

**TERRAIN TRANSVERSAL:** terrain intérieur donnant sur au moins 2 rues;

**TERRAIN D'ANGLE TRANSVERSAL:** terrain partageant une ligne commune avec 3 rues;



**TIGE MARCHANDE :** arbre faisant parti de la liste des essences commerciales feuillues et résineuses ;

**UNITÉ ANIMALE:** unité de mesure du nombre d'animaux qui peuvent se trouver dans une installation d'élevage au cours d'un cycle de production;

**UNITÉ D'ÉLEVAGE:** une installation d'élevage ou, lorsqu'il y en a plus d'une, l'ensemble des installations d'élevage dont un point du périmètre de l'une est à moins de 150 mètres de la prochaine et, le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections des animaux qui s'y trouvent;

**UNITÉ FONCIÈRE VACANTE (pour les résidences dans une zone agroforestière) :** désigne un terrain sans résidence ou chalet, sans bâtiment commercial, industriel, institutionnel ou autre qu'agricole ou forestier. Un terrain où est construit un abri forestier, un bâtiment accessoire, un bâtiment agricole ou forestier non commercial est considéré comme vacant;

**USAGE ACCESSOIRE (OU COMPLÉMENTAIRE):** tous les usages des bâtiments ou des terrains qui servent à faciliter ou améliorer l'usage principal;

Les usages accessoires à l'habitation sont ceux qui servent à améliorer ou à rendre agréables les fonctions résidentielles;

Les usages principaux autres que l'habitation peuvent compter également des usages complémentaires, ceux-ci sont considérés comme tel par le présent règlement, à la condition qu'ils soient un prolongement normal et logique des fonctions de l'usage principal ;

**USAGE DÉROGATOIRE:** tout emploi d'un terrain, d'un bâtiment ou de ses dépendances, non conforme à la réglementation établie pour la zone dans laquelle ils sont situés, et existant, en voie de construction ou déjà autorisé par le conseil à la date d'entrée en vigueur du présent règlement;

**USAGE PRINCIPAL:** la fin principale à laquelle un bâtiment, une construction, un local, un terrain ou une de leurs parties est utilisé, occupé ou destiné ou traité pour être utilisé ou occupé;

**USAGE TEMPORAIRE:** usage à caractère passager, destiné à des fins spéciales et pour une période de temps limitée par règlement;

**VÉHICULE RÉCRÉATIF:** véhicule fabriqué en usine selon les normes de l'Association canadienne de normalisation (ACNOR), monté sur roues et où des personnes peuvent demeurer, manger ou dormir lors d'un séjour temporaire dans un lieu. Sont inclus dans cette définition, les véhicules de type roulotte, tente-roulotte, campeur, caravane, camionnette de camping, campeur transportable sur camionnette et immatriculé conformément au Code de la sécurité routière et de fabrication commerciale;

**VÉHICULE FERRAILLE:** véhicule moteur fabriqué depuis plus de 7 ans, non immatriculé pour l'année courante et hors d'état de fonctionnement ou toute pièce d'un véhicule destinée ou non à la vente ou au recyclage;

**VOIE DE CIRCULATION:** toute structure ou endroit affecté à la circulation des véhicules et des piétons, notamment une route, rue ou ruelle, un trottoir, un sentier de piéton, une piste cyclable, une piste de motoneige, un sentier de randonnée, une place publique ou une aire publique de stationnement;

**ZONAGE:** morcellement de la municipalité en zones, aux fins d'y réglementer la construction ainsi que l'usage des terrains et des bâtiments.

**ZONE AGRICOLE DÉSIGNÉE :** territoire soumis à l'application de la Loi de protection du territoire et des activités agricoles (L.R.Q., c. P-41.1).

**CHAPITRE 3 CLASSIFICATION DES CONSTRUCTIONS ET DES USAGES**

3.1 RÉPARTITION DU TERRITOIRE MUNICIPAL EN ZONES  
[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Afin de pouvoir réglementer les usages sur tout le territoire municipal, la municipalité est divisée en zones, lesquelles sont inscrites au plan de zonage.

<u>ZONES</u>	<u>OCCUPATION</u>
Ra	Résidentielle de faible densité
Rb	Résidentielle de moyenne à haute densité
Ca	Commerciale de voisinage
Cb	Commerciale d'envergure
I	Industrielle
P	Publique et institutionnelle
V	Villégiature
A	Agricole
Ag	Agroforestière

Un seul bâtiment principal ou un seul usage principal est autorisé par terrain.

Aucun bâtiment accessoire ou complémentaire ne peut être érigé et aucun usage complémentaire ne peut être exercé sur un terrain où il n'y a pas de bâtiment principal érigé ou d'usage principal exercé conformément à la réglementation. Cette disposition ne s'applique pas en zone de villégiature.

Malgré ce qui précède, plus d'un bâtiment principal peut être érigé sur un terrain dans le cas d'un projet intégré réalisé conformément à l'article 3.17 du présent règlement.

3.2 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE RÉSIDEN-  
TIELLE (Ra)  
[Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [Règ. 577-2018, le 28-11-2018]

À l'intérieur d'une zone résidentielle (Ra), les constructions ou usages suivants sont autorisés:

- a) Les habitations unifamiliales isolées, unifamiliales jumelées et unifamiliales en rangée;
- b) Les habitations bifamiliales (duplex);
- c) Les parcs, espaces verts, terrains de jeux;
- d) Les commerces, services personnels et professionnels intégrés à l'habitation aux conditions suivantes :
  - l'usage est exercé à l'intérieur d'une habitation unifamiliale isolée;
  - la superficie de plancher occupée par l'usage commercial est de 35m<sup>2</sup> ou moins;
  - aucun étalage n'est visible de l'extérieur;
  - seule la vente de produits directement liés à l'activité exercée est autorisée;
  - un seul usage est exercé dans l'habitation;

- aucune modification à l'architecture de l'habitation n'est visible de l'extérieur;
- l'usage ne nécessite pas l'aménagement de plus de 2 cases de stationnement;
- les cases de stationnement aménagées sur le terrain de l'habitation suffisent aux besoins du commerce (aucun stationnement dans la rue n'est permis);
- les dispositions sur l'affichage de l'article 4.11.6 sont respectées.

À titre indicatif et de façon non limitative :

- les bureaux de professionnels;
- les bureaux d'affaires (entrepreneur, courtier);
- les services personnels (coiffeur, couturier);
- les commerces de détail (dépanneur, artisanat);

Dans le cas d'une habitation bi-génération, un seul usage « commerce, services personnels et professionnels intégré à l'habitation » est autorisé par bâtiment.

- e) Dans une zone résidentielle (Ra), sur un terrain situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une tourbière telle qu'identifiée au plan de zonage, sont interdits la construction, la transformation ou l'agrandissement d'un bâtiment principal, d'un bâtiment annexé à celui-ci, d'un garage privé isolé, à moins qu'une étude géotechnique réalisée par un ingénieur et rencontrant les exigences prévues au 2<sup>e</sup> alinéa du présent paragraphe soit déposée. Les travaux devront être autorisés par le Conseil, après avoir reçu l'avis du Comité consultatif d'urbanisme (CCU), conformément à l'article 145.42 de la *Loi sur l'aménagement et l'urbanisme*, et ce, aux conditions que le Conseil peut par ailleurs fixer.

Pour l'analyse de sa demande, le requérant du permis ou du certificat doit fournir un rapport signé par un ingénieur, membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec :

- démontrant que, compte tenu de la nature géotechnique des sols, il est possible de réaliser la construction, l'ouvrage ou les travaux décrits dans la demande de permis ou de certificat, sans qu'ils n'entraînent un risque pour la sécurité des biens ou des personnes et, sans restreindre la généralité de ce qui précède, un risque de tassement des sols ou de dégradation des bâtiments, constructions ou ouvrages projetés ou existants ;
- indiquant les restrictions, conditions ou recommandations qui devraient être respectées lors de la réalisation des travaux, incluant les méthodes et les moyens préventifs qui devraient être mis en œuvre lors de la réalisation, et toutes restrictions, conditions ou recommandations quant aux remblais devant être réalisés de façon accessoire aux travaux visés au 1<sup>er</sup> alinéa.

### 3.3 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE RÉSIDEN- TIELLE (Rb)

[Règ. 577-2018, le 28-11-2018]

À l'intérieur d'une zone résidentielle (Rb), les constructions et usages suivants sont autorisés :

- a) Les constructions et usages autorisés dans les zones résidentielles Ra, pourvu que la réglementation applicable à ces zones soit respectée;
- b) Les habitations multifamiliales à caractère communautaire, public ou privé ;

- c) À l'intérieur d'une zone résidentielle Rb, sur un terrain situé, en tout ou en partie, à l'intérieur d'une tourbière telle qu'identifiée au plan de zonage, les restrictions et conditions prévues au paragraphe e) de l'article 3.2 s'appliquent.
- d) Les projets intégrés dans les zones Rb-30 et Rb-35 selon les dispositions de l'article 3.17.

3.4 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE COMMERCIALE (Ca) [Règ. 447/05-2006, le 11-01-2011]

À l'intérieur d'une zone commerciale (Ca), les constructions ou usages suivants sont autorisés:

- a) Les constructions et usages autorisés dans les zones résidentielles Ra et Rb pourvu que la réglementation pour ces zones soit respectée;
- b) Les commerces de vente au détail et les services qui n'entraînent pas d'entreposage dans la cour avant, à l'exception de l'étalage régulier de la marchandise en vente sur place;

À titre indicatif et de façon non limitative :

- épicerie;
- magasins (vêtements, meubles, alcool, marchandises diverses);
- quincaillerie, pharmacie;
- papeterie, fleuriste, bijouterie, tabagie;
- bureaux de professionnels;
- cordonnerie, salon de coiffure;
- institution financière;
- agence d'assurances, d'affaires immobilières;
- blanchisserie, nettoyeur;
- pompes funèbres;
- artisanat;
- station-service, vente d'autos, poste à essence;
- hôtel, restaurant, bar, brasserie, cinéma, théâtre;
- salle de quilles, de billard.

Nonobstant le paragraphe précédent, les types d'entreposage suivants sont spécifiquement interdits dans la cour avant:

- l'entreposage de matériaux de construction incluant de façon non limitative les poutrelles d'acier, les portes et fenêtres, les briques ou tout autre type de revêtement extérieur, les madriers, etc.;
  - l'entreposage de sable, gravier ou toutes autres matières premières;
  - l'entreposage de tuyaux, de fosses septiques ou de tous autres équipements sanitaires;
  - l'entreposage de carcasses d'autos ou de matériaux détériorés par la rouille ou de toutes autres façons.
- c) Les constructions et usages autorisés dans les zones publiques et institutionnelles (P) pourvu que la réglementation prévue pour ces zones soit respectée.
- d) Un ou des logements à l'étage dans un édifice commercial, selon les dispositions de l'article 6.5.2 ;
- e) Les projets intégrés selon les dispositions de l'article 3.17.

3.5 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE COMMERCIALE (Cb)

À l'intérieur d'une zone commerciale (Cb), les constructions et usages suivants sont autorisés :

- a) Les commerces de vente au détail et de gros, et les services qui n'entraînent pas d'entreposage dans la cour avant, à l'exception de l'étalage de véhicules, pièces d'équipement, machineries et autres produits mis en démonstration pour la vente. En tout temps, l'étalage ne doit nuire à la circulation des véhicules sur le terrain et au fonctionnement normal des commerces et services;

Nonobstant le paragraphe précédant, les types d'entreposage suivants sont spécifiquement interdits dans la cour avant:

- l'entreposage de matériaux de construction incluant de façon non limitative les poutrelles d'acier, les portes et fenêtres, les briques ou tout autre type de revêtement extérieur, les madriers, etc.;
  - l'entreposage de sable, gravier ou toutes autres matières premières;
  - l'entreposage de tuyaux, de fosses septiques ou de tous autres équipements sanitaires;
  - l'entreposage de carcasses d'autos ou de matériaux détériorés par la rouille ou de toutes autres façons.
- b) Les entrepôts;
- c) Les constructions et usages autorisés dans les zones publiques et institutionnelles (P) pourvu que la réglementation pour ces zones soit respectée;
- d) Les bâtiments et équipements d'utilité publique.

À titre indicatif et de façon non limitative:

- garage municipal;
- station hydro-électrique;
- caserne de pompiers;
- réservoir;
- station d'assainissement des eaux.

3.6 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UN PARC OU UNE ZONE INDUSTRIELLE (I)

À l'intérieur d'un parc ou d'une zone industrielle (I), les constructions ou usages suivants sont autorisés:

- a) Les entreprises de transformation (industrie, manufacture, atelier);
- b) Les activités para-industrielles:
- Celles qui sont fortement liées au domaine industriel comme les entreprises de transport, les entrepôts, les bâtiments industriels polyvalents, les entreprises engagées dans des productions impliquant une technologie de pointe, etc.;



- Les entreprises non industrielles mais dont les activités, les besoins et les inconvénients qu'elles génèrent au voisinage se rapprochent de ceux du domaine industriel du point de vue de l'occupation de l'espace ou de l'impact sur l'environnement comme les commerces de gros, les cours à bois, les entreprises de construction, les ateliers de réparation, etc.;
- c) Les activités de recherche gouvernementales, universitaires ou privées;
- d) Les bâtiments et équipements d'utilité publique.

3.7 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE PUBLIQUE ET INSTITUTIONNELLE (P)  
[Règ. 447/05-2006, le 11-01-2011]

À l'intérieur d'une zone publique et institutionnelle (P), les constructions ou usages suivants sont autorisés:

- a) Les constructions et usages reliés à l'éducation, la santé, la culture, le culte, les loisirs et l'administration publique;

À titre indicatif et de façon non limitative :

- écoles;
  - garderies;
  - centres sociaux;
  - hôpitaux; CLSC;
  - églises, cimetières;
  - haltes routières, parcs, espaces verts et terrains de jeux;
  - aréna; hôtel de Ville;
  - bureau de poste.
- b) Dispositions particulières applicables à la zone P-62

Dans la zone P-62, sont prohibés tous les bâtiments, toutes les constructions, tous les travaux, toutes les activités, toutes les infrastructures et tous les types d'aménagement à l'exception des travaux de restauration d'habitats autorisés par le ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs et l'entretien des fossés existants en date du 11 janvier 2011.

3.8 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE DE VILLÉGIATURE (V)  
[Règ. 447/01-2006, le 13-05-2008] [Règ. 482-2012, le 20-06-2012] [Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

À l'intérieur d'une zone de villégiature (V), les constructions ou usages suivants sont autorisés:

- a) Les habitations unifamiliales isolées d'un maximum de 2 étages;
  - les gîtes du passant d'un maximum de 5 chambres, complémentaires à l'usage résidentiel;
- b) Les habitations résidentielles à caractère saisonnier d'un maximum de 2 étages;

- c) Les roulottes et les véhicules récréatifs, de façon temporaire, entre le 15 mai et le 15 octobre d'une même année, selon les dispositions de l'article 4.8.2;
- d) Les mini-maisons conformément à l'article 3.16 du présent règlement;
- e) Les activités récréatives de type extensif nécessitant peu ou pas d'équipements et d'infrastructures d'importance sont autorisées aux conditions suivantes:
- démonstration d'un potentiel à mettre en valeur;
  - respect des normes relatives aux distances séparatrices;
  - aucun préjudice à l'agriculture.
- Sont de cette catégorie, les usages suivants:
- un camping sauvage;
  - un sentier de randonnée pédestre;
  - une piste de ski de fond;
  - un aménagement cyclable;
  - un sentier de motoneige et de véhicule tout-terrain.
- f) Les résidences de tourisme.

3.9 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE AGRICOLE (A)  
[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011] [Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

À l'intérieur d'une zone agricole (A), les constructions et usages suivants sont autorisés:

- a) La construction d'une résidence unifamiliale aux conditions suivantes :
- pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la construction ou la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31.1, 40 et 105 de la LPTAA;
  - pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31, 101 et 103 de la LPTAA;
  - pour donner suite à une autorisation de la CPTAQ ou du TAQ à la suite d'une demande produite à la CPTAQ avant le 1<sup>er</sup> septembre 2010;
  - pour donner suite aux deux seuls types de demande d'implantation d'une résidence toujours recevables à la CPTAQ, à savoir :
    - pour déplacer, sur la même unité foncière, une résidence autorisée par la CPTAQ ou bénéficiant des droits acquis des articles 101, 103 et 105 ou du droit acquis de l'article 31 de la LPTAA, mais à l'extérieur de la superficie bénéficiant de ces droits;
    - pour permettre la conversion à des fins résidentielles d'une parcelle de terrain bénéficiant de droits acquis en vertu des articles 101 et 103 de la LPTAA à une fin commerciale, industrielle ou institutionnelle.
- b) Les résidences de tourisme;

- c) Abrogé;
- d) Les commerces et les services personnels et professionnels intégrés à l'habitation, s'ils répondent à toutes les conditions suivantes:
- l'usage est exercé par l'occupant à l'intérieur d'une habitation unifamiliale isolée;
  - la superficie de plancher occupée par l'usage commercial est de 35 m<sup>2</sup> ou moins;
  - aucun étalage n'est visible de l'extérieur;
  - seule la vente de produits directement liés à l'activité exercée est autorisée;
  - un seul usage est exercé dans l'habitation;
  - aucune modification de l'architecture de l'habitation n'est visible de l'extérieur;
  - le seul affichage autorisé est celui prévu à l'article 4.11.6;
  - l'usage ne nécessite pas l'aménagement de plus de 2 cases de stationnement sur le terrain de l'habitation (aucun stationnement dans la rue n'est permis).

À titre indicatif et de façon non limitative:

- bureau d'administration, d'affaires;
  - bureau de professionnel (notaire, avocat, comptable, architecte, dentiste, médecin, massothérapeute, acupuncteur, denturologue);
  - service de secrétariat, de traduction, télémarketing;
  - réparation de vêtements;
  - confection artisanale à très petite échelle d'arrangements floraux, de peinture, d'artisanat;
  - toilettage de petits animaux;
  - salon de coiffure et d'esthétique (à l'exception des salons de bronzage);
  - garderie en milieu familial conforme à la *Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance* (aucune superficie maximale ne s'applique pour cet usage).
- e) Les commerces, services et industries complémentaires à l'activité agricole ou forestière et rattachés à une entreprise agricole ou forestière aux conditions suivantes:
- la vente et la transformation des produits agricoles lorsqu'elles constituent le prolongement d'une production réalisée sur la ferme;
  - l'exploitant du commerce ou de l'entreprise de transformation doit être le même que l'exploitant de l'entreprise agricole;
  - si la ferme appartient ou est exploitée par une compagnie ou une société, l'entreprise de transformation devra être exploitée par la même entité juridique;
  - les activités de vente et de transformation doivent prendre place sur les lieux mêmes de la production, donc sur la même ferme. Si l'emplacement est distinct et éloigné du site principal des opérations de la ferme, les activités de transformation pourront s'y tenir, si l'emplacement appartient à la même personne ou à la même entité juridique et si le site secondaire où l'activité de transformation est implantée est aussi un lieu de production des produits à l'origine de la transformation ou de la vente;
  - l'activité de vente ou de transformation est autorisée uniquement lorsque les produits proviennent principalement de l'exploitation du producteur;

Sont considérés comme étant complémentaires, uniquement les usages suivants:

- les services d'hébergement et de restauration comme usages complémentaires à une exploitation agricole ou forestière. Ceux-ci doivent être opérés sur le site même de l'exploitation agricole ou forestière (gîte touristique avec un maximum 5 chambres);
  - les centres équestres, les pensions pour chevaux, la pêche en étang et la chasse en enclos, à la condition qu'aucun service de restauration ou d'hôtellerie ne soit prévu;
  - cabane à sucre commerciale rattachée à une érablière avec permis de restauration saisonnier uniquement;
  - ferme d'accueil ou ferme pédagogique;
  - table champêtre;
  - kiosque de vente au détail de produits issus de l'activité agricole ou sylvicole (incluant les produits biologiques) uniquement lorsque celui-ci est relié à une entreprise agricole;
  - activité d'auto-cueillette;
  - serre.
- f) Les exploitations agricoles selon les dispositions du chapitre 8 du présent règlement sur les distances séparatrices;
- g) Les exploitations forestières sous réserve de l'article 7.3 sur le déboisement;
- h) Les activités récréatives de type extensif nécessitant peu ou pas d'équipements et d'infrastructures d'importance sont autorisées aux conditions suivantes:
- démonstration d'un potentiel à mettre en valeur;
  - respect des normes relatives aux distances séparatrices;
  - aucun préjudice à l'agriculture.

Sont de cette catégorie, les usages suivants:

- camping sauvage;
  - sentier de randonnée pédestre;
  - piste de ski de fond;
  - aménagement cyclable;
  - sentier de motoneige et de véhicule tout-terrain.
- i) Les réseaux de transport d'énergie ainsi que les infrastructures routières;
- j) Les services d'utilité publique dont l'électricité, le gaz, les télécommunications, la câblodistribution, les réseaux d'aqueduc et d'égout, une prise d'eau municipale;
- k) Les équipements d'envergure publique dont les lieux d'enfouissement sanitaire, les sites de disposition et de traitement des boues de fosses septiques, aux conditions suivantes:
- absence d'espace adéquat à l'extérieur de la zone agricole permanente;
  - démonstration que le site est celui de moindre impact;

- respect des normes relatives aux distances séparatrices;
- sur recommandation favorable du comité consultatif agricole de la MRC.

l) Les abris forestiers aux conditions suivantes:

- superficie maximale de plancher: 20 m<sup>2</sup>;
- 1 seul étage;
- marge de recul minimale d'un chemin: 10 mètres;
- sans fondation permanente;
- sans électricité ni eau courante;
- sur un terrain boisé d'une superficie minimale de 10 hectares.

[Règ. 447/05-2006, le 11-01-2011]

m) Les véhicules récréatifs installées de façon temporaire, entre le 15 mai et le 15 octobre d'une même année, selon les dispositions de l'article 4.8.2 et suite à une autorisation de la CPTAQ.

### 3.10 CONSTRUCTIONS ET USAGES AUTORISÉS DANS UNE ZONE AGROFORESTIÈRE (Ag)

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

À l'intérieur d'une zone agroforestière (Ag), les constructions et usages suivants sont autorisés:

a) Tous les usages et bâtiments énumérés dans la zone agricole (A), aux mêmes conditions;

b) La construction d'une résidence unifamiliale aux conditions suivantes :

- Sur une unité foncière vacante de 20 hectares et plus, tel que publié au registre foncier ou au rôle d'évaluation foncière en date du 20 août 2008 et qui est vacante depuis le 20 août 2008;
- Sur une unité foncière vacante remembrée de tel sorte à atteindre une superficie minimale de 20 hectares par l'addition des superficies de deux ou plusieurs unités foncières vacantes, tel que publié au registre foncier ou au rôle d'évaluation foncière en date du 20 août 2008 et qui est vacante depuis le 20 août 2008 ;
- Pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la construction ou la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31.1, 40 et 105 de la LPTAA;
- Pour donner suite à un avis de conformité valide émis par la CPTAQ permettant la reconstruction d'une résidence érigée en vertu des articles 31, 101 et 103 de la LPTAA;
- Pour donner suite à une autorisation de la CPTAQ ou du TAQ à la suite d'une demande produite à la CPTAQ avant le 1<sup>er</sup> septembre 2010;
- Pour donner suite aux deux seuls types de demande d'implantation d'une résidence toujours recevables à la CPTAQ, à savoir :
  - pour déplacer, sur la même unité foncière, une résidence autorisée par la CPTAQ ou bénéficiant des droits acquis des articles 101, 103 et 105 ou du droit acquis de l'article 31 de la LPTAA, mais à l'extérieur de la superficie bénéficiant de ces droits;

- pour permettre la conversion à des fins résidentielles d'une parcelle de terrain bénéficiant de droits acquis en vertu des articles 101 et 103 de la LPTAA à une fin commerciale, industrielle ou institutionnelle.

Les maisons mobiles sont autorisées uniquement dans l'îlot déstructuré # 1.

- c) Les activités récréatives de type intensif nécessitant des équipements et des infrastructures sont autorisées aux conditions suivantes:

- démonstration d'un potentiel à mettre en valeur;
- respect des normes relatives aux distances séparatrices;
- aucun préjudice à l'agriculture.

Sont de cette catégorie, les usages suivants:

- club de golf;
- centre de ski alpin;
- base de plein air;
- installation de courses de véhicules, de chevaux ou autres;
- stade;
- terrain de camping.

- d) Les sites d'extraction (carrières et sablières) et les équipements accessoires à ces exploitations aux conditions suivantes:

- justification des besoins;
- aucun préjudice à l'agriculture;
- respect des normes relatives aux distances séparatrices;
- en conformité avec les dispositions de l'article 4.15.

[Règ.447/05-2006, le 11-01-2011]

- e) Les chenils avec un minimum de 3 chiens et un maximum de 50 chiens, dans toutes les zones agroforestières (Ag), sauf dans les zones Ag-2, Ag-3, Ag-10 et dans les îlots déstructurés. Les distances d'implantation pour la construction ou l'exploitation d'un chenil sont les suivantes : 250 mètres minimum de toutes résidences ou chalets et 1 000 mètres d'une zone résidentielle Ra ou Rb.

- f) À l'intérieur de la zone agroforestière Ag-10, conformément à la décision rendue par la CPTAQ (dossier 333387), le seul usage autorisé est un terrain de camping.

3.11 ABROGÉ  
[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

3.12 LES ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS

3.12.1 Délimitation et caractérisation  
[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

Des îlots déstructurés compris dans les zones agricole et agroforestière correspondent à des secteurs caractérisés par une concentration d'usages non agricoles en zone agricole permanente. Il peut s'agir

de développements amorcés antérieurement à l'application de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* ou d'une suite de décisions rendues ultérieurement par la Commission de protection du territoire agricole. Dans tous les cas ce sont des secteurs dont la superficie est restreinte et qui, en raison de leur occupation par des activités autres qu'agricoles, n'offrent plus aucune possibilité de mise en valeur à des fins agricoles.

Les îlots déstructurés sont délimités à l'aide de critères précis. Ceux-ci ont été définis de façon à refléter diverses situations où il y a un intérêt à poursuivre le développement amorcé. Dans tous les cas il s'agira de secteurs déjà construits sur une trame de rue ou une voie publique.

a) Îlots déstructurés de type 1

Les îlots de type 1 sont des îlots déstructurés où le morcellement des propriétés foncières est autorisé.

b) Îlots déstructurés de type 2

Les îlots déstructurés de type 2 sont des îlots déstructurés sans morcellement, à l'intérieur desquels il est prohibé de diviser une propriété en vue de permettre l'implantation d'une résidence. La construction d'une nouvelle résidence est autorisée sur une unité foncière vacante quel que publiée au registre foncier ou au rôle d'évaluation foncière en date du 20 août 2008.

3.12.2 Usages autorisés

[Règ. 447/06-2006, 12-07-2011] [Règ. 482-2012, 20-06-2012] Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

À l'intérieur des îlots déstructurés, seuls sont autorisés les usages suivants :

a) Résidentiels

- unifamilial isolée ;
- saisonnier ;
- maison mobile uniquement dans l'îlot numéro 1 ;
- roulotte ou véhicule récréatif, uniquement dans l'îlot numéro 2, selon les dispositions de l'article 4.8.2 du présent règlement ;
- Les mini-maisons dans les îlots déstructurés numéros 1 et 2 conformément à l'article 3.16 du présent règlement.

b) Les commerces et les services personnels et professionnels intégrés à l'habitation, s'ils répondent à toutes les conditions suivantes:

- une autorisation de la CPTAQ a été émise ;
- l'usage est exercé par l'occupant à l'intérieur d'une habitation unifamiliale isolée;
- la superficie de plancher occupée par l'usage commercial est de 35 m<sup>2</sup> ou moins;
- aucun étalage n'est visible de l'extérieur;
- seule la vente de produits directement liés à l'activité exercée est autorisée;
- un seul usage est exercé dans l'habitation;
- aucune modification de l'architecture de l'habitation n'est visible de l'extérieur;
- l'affichage est conforme aux dispositions de l'article 4.11.6;
- l'usage ne nécessite pas l'aménagement de plus de 2 cases de stationnement sur le terrain de l'habitation (aucun stationnement dans la rue n'est permis).

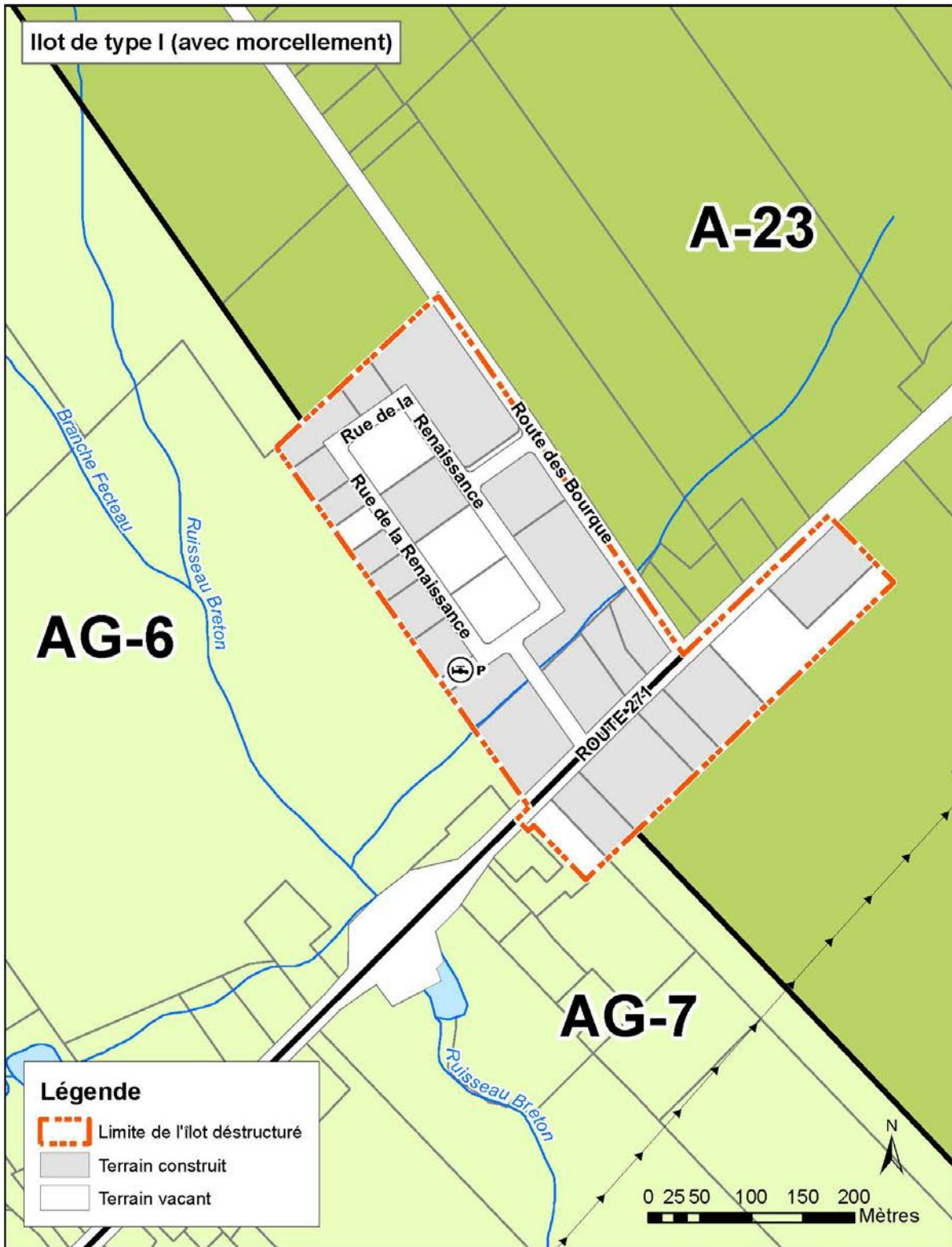
À titre indicatif et de façon non limitative:

- bureau d'administration, d'affaires;

- bureau de professionnel (notaire, avocat, comptable, architecte, dentiste, médecin, massothérapeute, acupuncteur, denturologue);
  - service de secrétariat, de traduction, télémarketing;
  - réparation de vêtements;
  - confection artisanale à très petite échelle d'arrangements floraux, de peinture, d'artisanat;
  - toilettage de petits animaux;
  - salon de coiffure et d'esthétique (à l'exception des salons de bronzage);
  - garderie en milieu familial conforme à *la Loi sur les centres de la petite enfance et autres services de garde à l'enfance* (aucune superficie maximale ne s'applique pour cet usage).
- c) Les réseaux de transport d'énergie et les infrastructures routières ;
- d) Les parcs et espaces verts;
- e) Les commerces de quartier ou de proximité desservant une clientèle avoisinant, uniquement dans les îlots de type 1 et suite à l'obtention d'une autorisation de la CPTAQ;
- f) Les gîtes du passant d'un maximum de 5 chambres, complémentaires à l'usage résidentiel unifamilial isolé, avec une autorisation de la CPTAQ;
- g) Les résidences de tourisme.

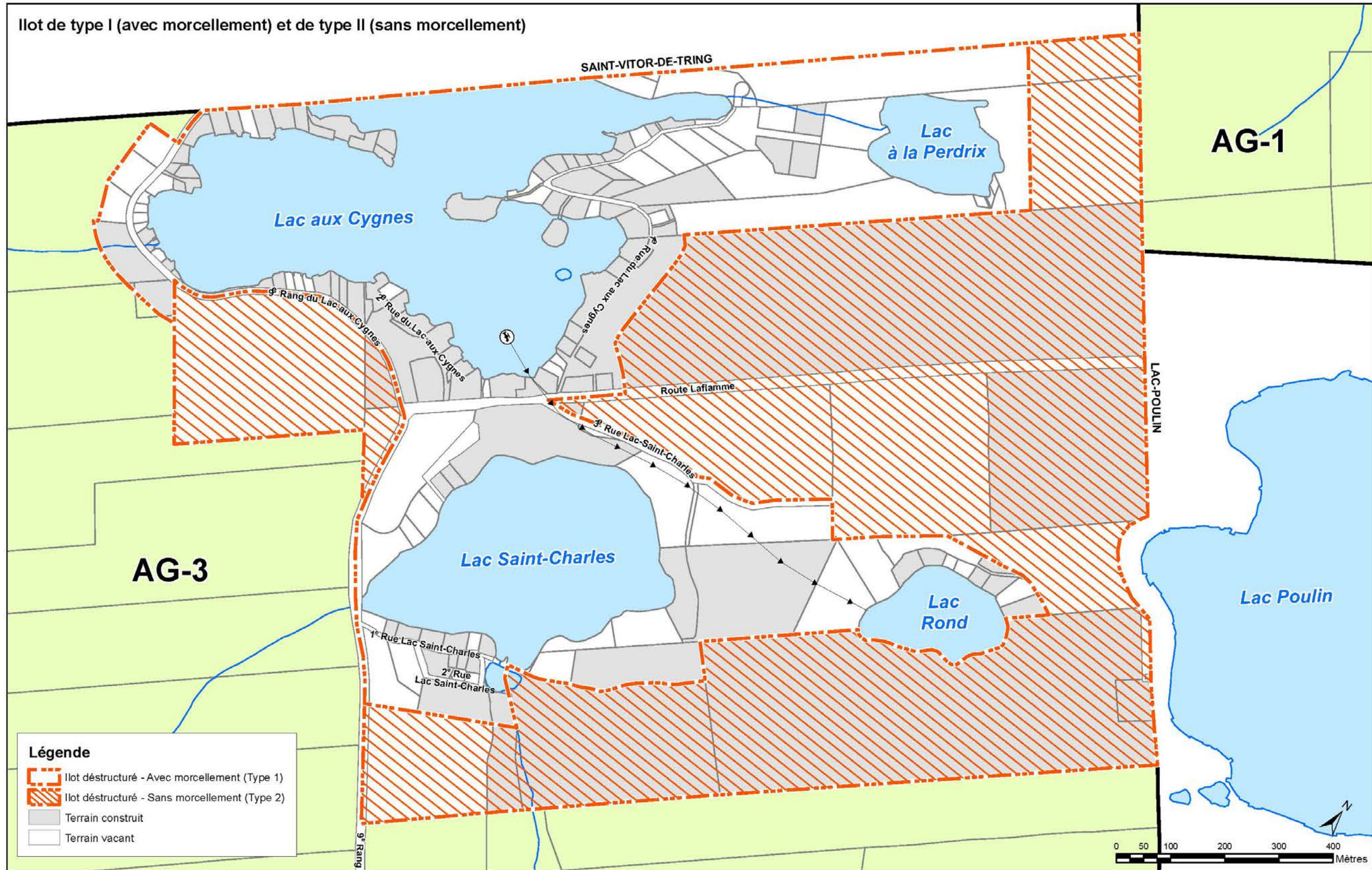


3.12.3 Îlot déstructuré # 1 : Rue de la Renaissance  
[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

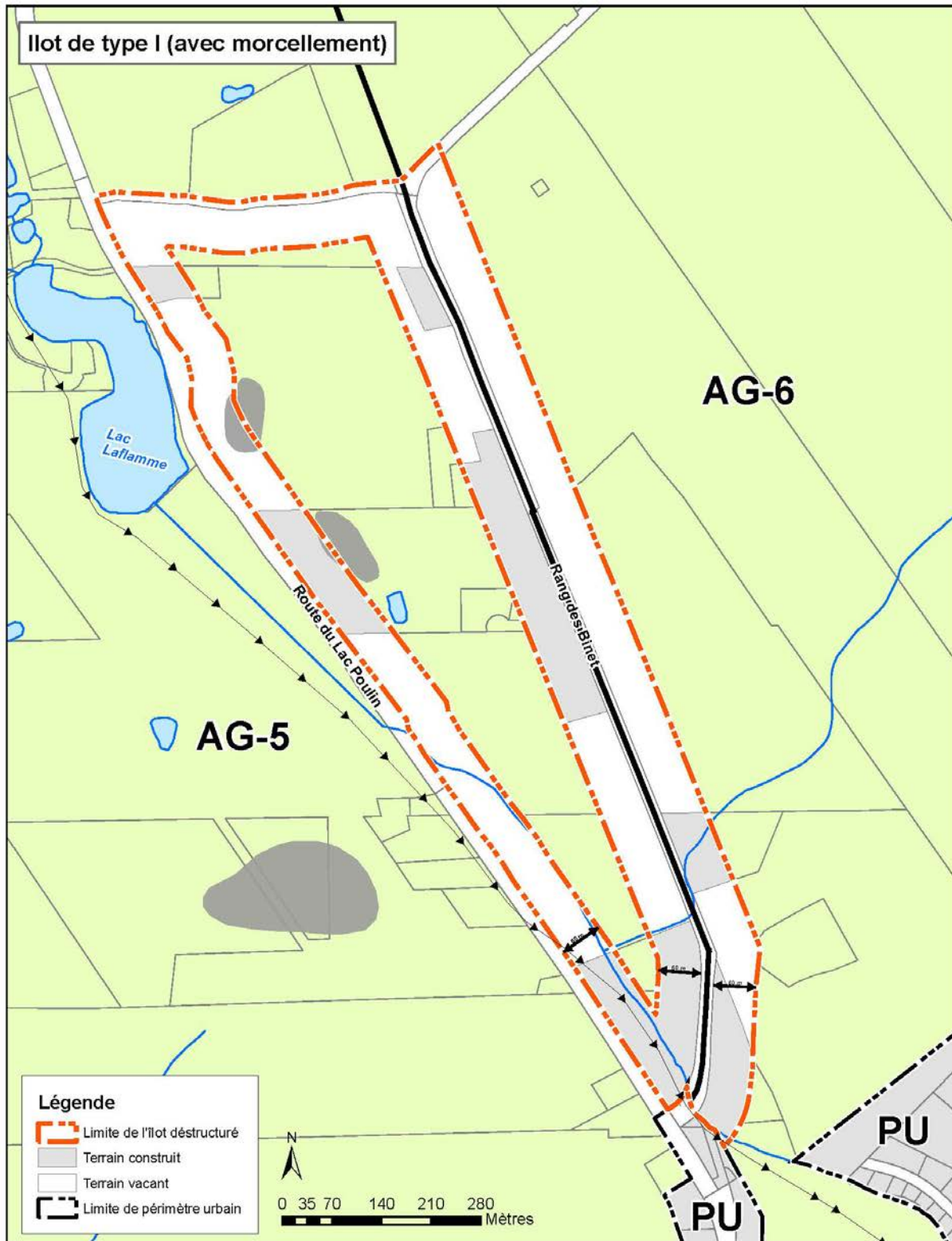


3.12.3

Îlot déstructuré # 2 : Lac Saint-Charles et lac aux Cygnes  
 [Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]



3.12.3 Îlot déstructuré # 3 : Route du lac Poulin – rang des Binet  
 [Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]



3.13 GRILLE DE CLASSIFICATION DES USAGES PAR GROUPE

3.13.1 Zones résidentielles de faible densité (Ra)

[Règ. 515-2013, le 11-02-2014] [Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [Règ. 576-2018, le 28-11-2018]

<b>Zones</b>	Ra-20	Ra-21	Ra-22	Ra-	Ra-24	Ra-25						
<b>GROUPES D'USAGES</b>												
<b>Habitations</b>												
Unifamiliale isolée	✓	✓	✓		✓	✓						
Unifamiliale isolée (mini-maison)												
Unifamiliale jumelée	✓	✓	✓		✓	✓						
Unifamiliale en rangée	✓	✓	✓		✓	✓						
Bifamiliale isolée (duplex)	✓	✓	✓		✓	✓						
Multifamiliale												
Saisonnaire												
Maison mobile												
Résidence de tourisme												
Communautaire												
Logement à l'étage d'un commerce												
Véhicule récréatif												
Projet intégré												
<b>Commerces et services</b>												
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation	✓	✓	✓		✓	✓						
Ventes au détail												
Services personnels, professionnels et financiers												
Hébergement et restauration												
Télécommunication et services d'utilité publique												
Commerces reliés à l'automobile												
Services de réparation												
Services de construction												
Entrepôts												
Chenils												
<b>Industries</b>												
Entreprises de transformation												
Industries artisanales												
<b>Activités para-industrielles</b>												
Commerce de gros												
Transport												
Distribution												
Entreposage extérieur												
Recherche												
<b>Institutionnels et publics</b>												
Établissement scolaire												
Établissement de culte												
Établissement municipal												
Établissement hospitalier												
<b>Récréatifs</b>												
Parcs et espaces verts	✓	✓	✓		✓	✓						
Activités récréatives extensives												
Activités récréatives intensives												
<b>Ressources</b>												
Activités d'extraction												
Abri forestier												
Exploitation agricole												
Exploitation forestière												

3.13 GRILLE DE CLASSIFICATION DES USAGES PAR GROUPE

3.13.2 Zones résidentielles de moyenne et forte densité (Rb)

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [Règ. 576-2018, le 28-11-2018]

<b>Zones</b>	Rb-30	Rb-31	Rb-32	Rb-33	Rb-34	Rb-35	Rb-	Rb-	Rb-	Rb-
<b>GROUPE D'USAGES</b>										
<b>Habitations</b>										
Unifamiliale isolée	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Unifamiliale isolée (mini-maison)										
Unifamiliale jumelée	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Unifamiliale en rangée	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Bifamiliale isolée (duplex)	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Multifamiliale	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Saisonnnière										
Maison mobile										
Résidence de tourisme										
Communautaire	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Logement à l'étage d'un commerce										
Véhicule récréatif										
Projet intégré	✓					✓				
<b>Commerces et services</b>										
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Ventes au détail										
Services personnels, professionnels et financiers										
Hébergement et restauration										
Télécommunication et services d'utilité publique										
Commerces reliés à l'automobile										
Services de réparation										
Services de construction										
Entrepôts										
Chenils										
<b>Industries</b>										
Entreprises de transformation										
Industries artisanales										
<b>Activités para-industrielles</b>										
Commerce de gros										
Transport										
Distribution										
Entreposage extérieur										
Recherche										
<b>Institutionnels et publics</b>										
Établissement scolaire										
Établissement de culte										
Établissement municipal										
Établissement hospitalier										
<b>Récréatifs</b>										
Parcs et espaces verts	✓	✓	✓	✓	✓	✓				
Activités récréatives extensives										
Activités récréatives intensives										
<b>Ressources</b>										
Activités d'extraction										
Abri forestier										
Exploitation agricole										
Exploitation forestière										

3.13 GRILLE DE CLASSIFICATION DES USAGES PAR GROUPE

3.13.3 Zones commerciales de voisinage (Ca)

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

<b>Zones</b>	Ca-40	Ca-41	Ca-42	Ca-43	Ca-44					
<b>GROUPE D'USAGES</b>										
<b>Habitations</b>										
Unifamiliale isolée	✓	✓	✓	✓	✓					
Unifamiliale isolée (mini-maison)										
Unifamiliale jumelée	✓	✓	✓	✓	✓					
Unifamiliale en rangée	✓	✓	✓	✓	✓					
Bifamiliale isolée (duplex)	✓	✓	✓	✓	✓					
Multifamiliale	✓	✓	✓	✓	✓					
Saisonnnière										
Maison mobile										
Résidence de tourisme										
Communautaire	✓	✓	✓	✓	✓					
Logement à l'étage d'un commerce	✓	✓	✓	✓	✓					
Véhicule récréatif										
Projet intégré	✓	✓	✓	✓	✓					
<b>Commerces et services</b>										
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation	✓	✓	✓	✓	✓					
Ventes au détail	✓	✓	✓	✓	✓					
Services personnels, professionnels et financiers	✓	✓	✓	✓	✓					
Hébergement et restauration	✓	✓	✓	✓	✓					
Télécommunication et services d'utilité publique	✓	✓	✓	✓	✓					
Commerces reliés à l'automobile	✓	✓	✓	✓	✓					
Services de réparation	✓	✓	✓	✓	✓					
Services de construction	✓	✓	✓	✓	✓					
Entrepôts										
Chenils										
<b>Industries</b>										
Entreprises de transformation										
Industries artisanales										
Activités para-industrielles										
Commerce de gros										
Transport										
Distribution										
Entreposage extérieur										
Recherche										
<b>Institutionnels et publics</b>										
Établissement scolaire	✓	✓	✓	✓	✓					
Établissement de culte	✓	✓	✓	✓	✓					
Établissement municipal	✓	✓	✓	✓	✓					
Établissement hospitalier	✓	✓	✓	✓	✓					
<b>Récréatifs</b>										
Parcs et espaces verts	✓	✓	✓	✓	✓					
Activités récréatives extensives										
Activités récréatives intensives										
<b>Ressources</b>										
Activités d'extraction										
Abri forestier										
Exploitation agricole										
Exploitation forestière										

3.13 Grille de classification des usages par groupe  
 3.13.4 Zones commerciales d'envergure (Cb)  
 [Règ. 521-2014, le 21-05-2014] [Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

<b>Zones</b>	Cb-50	Cb-51	Cb-52										
<b>GROUPE D'USAGES</b>													
<b>Habitations</b>													
Unifamiliale isolée													
Unifamiliale isolée (mini-maison)													
Unifamiliale jumelée													
Unifamiliale en rangée													
Bifamiliale isolée (duplex)													
Multifamiliale													
Saisonnaire													
Maison mobile													
Résidence de tourisme													
Communautaire													
Logement à l'étage d'un commerce													
Véhicule récréatif													
Projet intégré													
<b>Commerces et services</b>													
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation													
Ventes au détail	✓	✓	✓										
Services personnels, professionnels et financiers													
Hébergement et restauration													
Télécommunication et services d'utilité publique	✓	✓	✓										
Commerces reliés à l'automobile	✓	✓	✓										
Services de réparation	✓	✓	✓										
Services de construction	✓	✓	✓										
Entrepôts	✓	✓	✓										
Chenils													
<b>Industries</b>													
Entreprises de transformation													
Industries artisanales													
<b>Activités para-industrielles</b>													
Commerce de gros	✓	✓	✓										
Transport													
Distribution													
Entreposage extérieur													
Recherche													
<b>Institutionnels et publics</b>													
Établissement scolaire	✓	✓	✓										
Établissement de culte	✓	✓	✓										
Établissement municipal	✓	✓	✓										
Établissement hospitalier	✓	✓	✓										
<b>Récréatifs</b>													
Parcs et espaces verts													
Activités récréatives extensives													
Activités récréatives intensives													
<b>Ressources</b>													
Activités d'extraction													
Abri forestier													
Exploitation agricole													
Exploitation forestière													

3.13 GRILLE DE CLASSIFICATION DES USAGES PAR GROUPE

3.13.5 Zones industrielles (I)  
[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

<b>Zones</b>	I-70	I-71	I-72	I-73	I-74					
<b>GROUPE D'USAGES</b>										
<b>Habitations</b>										
Unifamiliale isolée										
Unifamiliale isolée (mini-maison)										
Unifamiliale jumelée										
Unifamiliale en rangée										
Bifamiliale isolée (duplex)										
Multifamiliale										
Saisonnaire										
Maison mobile										
Résidence de tourisme										
Communautaire										
Logement à l'étage d'un commerce										
Véhicule récréatif										
Projet intégré										
<b>Commerces et services</b>										
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation										
Ventes au détail										
Services personnels, professionnels et financiers										
Hébergement et restauration										
Télécommunication et services d'utilité publique	✓	✓	✓	✓	✓					
Commerces reliés à l'automobile										
Services de réparation										
Services de construction										
Entrepôts	✓	✓	✓	✓	✓					
Chenils										
<b>Industries</b>										
Entreprises de transformation	✓	✓	✓	✓	✓					
Industries artisanales	✓	✓	✓	✓	✓					
<b>Activités para-industrielles</b>										
Commerce de gros	✓	✓	✓	✓	✓					
Transport	✓	✓	✓	✓	✓					
Distribution	✓	✓	✓	✓	✓					
Entreposage extérieur	✓	✓	✓	✓	✓					
Recherche	✓	✓	✓	✓	✓					
<b>Institutionnels et publics</b>										
Établissement scolaire										
Établissement de culte										
Établissement municipal										
Établissement hospitalier										
<b>Récréatifs</b>										
Parcs et espaces verts										
Activités récréatives extensives										
Activités récréatives intensives										
<b>Ressources</b>										
Activités d'extraction										
Abri forestier										
Exploitation agricole										
Exploitation forestière										



3.13 GRILLE DE CLASSIFICATION DES USAGES PAR GROUPE

3.13.6 Zones publiques et institutionnelles (P)

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Zones	P-60	P-61	P-62 Voir art. 3.7 b)							
<b>GROUPE D'USAGES</b>										
<b>Habitations</b>										
Unifamiliale isolée										
Unifamiliale isolée (mini-maison)										
Unifamiliale jumelée										
Unifamiliale en rangée										
Bifamiliale isolée (duplex)										
Multifamiliale										
Saisonnaire										
Maison mobile										
Résidence de tourisme										
Communautaire										
Logement à l'étage d'un commerce										
Véhicule récréatif										
Projet intégré										
<b>Commerces et services</b>										
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation										
Ventes au détail										
Services personnels, professionnels et financiers										
Hébergement et restauration										
Télécommunication et services d'utilité publique										
Commerces reliés à l'automobile										
Services de réparation										
Services de construction										
Entrepôts										
Chenils										
<b>Industries</b>										
Entreprises de transformation										
Industries artisanales										
Activités para-industrielles										
Commerce de gros										
Transport										
Distribution										
Entreposage extérieur										
Recherche										
<b>Institutionnels et publics</b>										
Établissement scolaire	✓	✓								
Établissement de culte	✓	✓								
Établissement municipal	✓	✓								
Établissement hospitalier	✓	✓								
<b>Récréatifs</b>										
Parcs et espaces verts	✓	✓								
Activités récréatives extensives										
Activités récréatives intensives										
<b>Ressources</b>										
Activités d'extraction										
Abri forestier										
Exploitation agricole										
Exploitation forestière										

3.13 GRILLE DE CLASSIFICATION DES USAGES PAR GROUPE

3.13.7 Zones agricoles (A)

Toujours se référer à l'article 3.9

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Zones	A-20	A-21	A-22	A-23									
<b>GROUPE D'USAGES</b>													
<b>Habitations</b>													
Unifamiliale isolée (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓									
Unifamiliale isolée (mini-maison)													
Unifamiliale jumelée													
Unifamiliale en rangée													
Bifamiliale isolée (duplex)													
Multifamiliale													
Saisonnnière													
Maison mobile													
Résidence de tourisme	✓	✓	✓	✓									
Communautaire													
Logement à l'étage d'un commerce													
Véhicule récréatif (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓									
Projet intégré													
<b>Commerces et services</b>													
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓									
Ventes au détail													
Services personnels, professionnels et financiers													
Hébergement et restauration (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓									
Télécommunication et services d'utilité publique	✓	✓	✓	✓									
Commerces reliés à l'automobile													
Services de réparation													
Services de construction													
Entrepôts													
Chenils													
<b>Industries</b>													
Entreprises de transformation (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓									
Industries artisanales													
<b>Activités para-industrielles</b>													
Commerce de gros													
Transport													
Distribution													
Entreposage extérieur													
Recherche													
<b>Institutionnels et publics</b>													
Établissement scolaire													
Établissement de culte													
Établissement municipal													
Établissement hospitalier													
<b>Récréatifs</b>													
Parcs et espaces verts													
Activités récréatives extensives	✓	✓	✓	✓									
Activités récréatives intensives													
<b>Ressources</b>													
Activités d'extraction													
Abri forestier	✓	✓	✓	✓									
Exploitation agricole	✓	✓	✓	✓									
Exploitation forestière	✓	✓	✓	✓									

3.13 GRILLE DE CLASSIFICATION DES USAGES PAR GROUPE

3.13.8 Zones agroforestières (Ag)  
[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Toujours se référer aux articles 3.9 et 3.10

<b>Zones</b>	Ag- 1	Ag-2	Ag-3	Ag-4	Ag-5	Ag-6	Ag-7	Ag-8	Ag-9	Ag-10
<b>GROUPE D'USAGES</b>										
<b>Habitations</b>										
Unifamiliale isolée (voir art. 3.10)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Unifamiliale isolée (mini-maison)										
Unifamiliale jumelée										
Unifamiliale en rangée										
Bifamiliale isolée (duplex)										
Multifamiliale										
Saisonnnière (voir art. 3.10)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Maison mobile										
Résidence de tourisme	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Communautaire										
Logement à l'étage d'un commerce										
Véhicule récréatif (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Projet intégré										
<b>Commerces et services</b>										
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Ventes au détail										
Services personnels, professionnels et financiers										
Hébergement et restauration (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Télécommunication et services d'utilité publique	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Commerces reliés à l'automobile										
Services de réparation										
Services de construction										
Entrepôts										
Chenils	✓			✓	✓	✓	✓	✓	✓	
<b>Industries</b>										
Entreprises de transformation (voir art. 3.9)	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Industries artisanales										
Activités para-industrielles										
Commerce de gros										
Transport										
Distribution										
Entreposage extérieur										
Recherche										
<b>Institutionnels et publics</b>										
Établissement scolaire										
Établissement de culte										
Établissement municipal										
Établissement hospitalier										
<b>Récréatifs</b>										
Parcs et espaces verts										
Activités récréatives extensives	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Activités récréatives intensives	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓
<b>Ressources</b>										
Activités d'extraction	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Abri forestier	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Exploitation agricole	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	
Exploitation forestière	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	✓	

3.13 **GRILLE DE CLASSIFICATION DES USAGES PAR GROUPE**  
 3.13.9 **Zone de villégiature (V) et Îlots déstructurés** Toujours se référer aux articles 3.8 et 3.12.2  
 [Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Zones	V-130			Îlot déstructuré #1		Îlot déstructuré #2		Îlot déstructuré #3	
				Type 1	Type 2	Type 1	Type 2	Type 1	Type 2
<b>GROUPES D'USAGES</b>									
<b>Habitations</b>									
				Voir art. 3.12.2	Voir art. 3.12.2	Voir art. 3.12.2		Voir art. 3.12.2	
Unifamiliale isolée	✓			✓	✓	✓		✓	
Unifamiliale isolée (mini-maison)	✓			✓	✓	✓			
Unifamiliale jumelée									
Unifamiliale en rangée									
Bifamiliale isolée (duplex)									
Multifamiliale									
Saisonnaire	✓				✓	✓		✓	
Maison mobile				✓					
Résidence de tourisme	✓			✓	✓	✓			
Communautaire									
Logement à l'étage d'un commerce									
Véhicule récréatif (voir art. 3.8 et 3.12.2)					✓	✓			
Projet intégré									
<b>Commerces et services</b>									
Commerces et services personnels et professionnels intégrés à l'habitation (voir art. 3.12.2)				✓	✓	✓		✓	
Ventes au détail (voir art. 3.12.2)				✓	✓			✓	
Services personnels, professionnels et financiers									
Hébergement et restauration (voir art. 3.8)				✓	✓	✓		✓	
Télécommunication et services d'utilité publique				✓	✓	✓		✓	
Commerces reliés à l'automobile									
Services de réparation									
Services de construction									
Entrepôts									
Chenils									
<b>Industries</b>									
Entreprises de transformation (Voir art. 3.2.8)									
Industries artisanales									
Activités para-industrielles									
Commerce de gros									
Transport									
Distribution									
Entreposage extérieur									
Recherche									
<b>Institutionnels et publics</b>									
Établissement scolaire									
Établissement de culte									
Établissement municipal									
Établissement hospitalier									
<b>Récréatifs</b>									
Parcs et espaces verts				✓	✓	✓		✓	
Activités récréatives extensives	✓								
Activités récréatives intensives									
<b>Ressources</b>									
Activités d'extraction									
Abri forestier									
Exploitation agricole									
Exploitation forestière (cabane à sucre)									

3.14 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX CONSTRUCTIONS ET USAGES DÉROGATOIRES PROTÉGÉS PAR DROITS ACQUIS

3.14.1 Cessation d'un usage dérogatoire

Lorsqu'un usage dérogatoire a été abandonné, a cessé ou a été interrompu pour une période de plus de 12 mois, il doit être remplacé par un usage conforme à tous les règlements d'urbanisme. Dans le cas d'un usage saisonnier ou intermittent (ex.: site d'extraction), cette période est de 24 mois.

3.14.2 Remplacement d'un usage ou d'une construction dérogatoire  
[Rég. 447/03-2006, le 18-02-2009] [Rég. 566-2018, le 10-07-2018]

3.14.2.1 Remplacement d'un usage dérogatoire protégé par droits acquis

a) Dans une zone résidentielle

Dans une zone résidentielle, un usage commercial dérogatoire protégé par droits acquis peut être remplacé par un autre usage commercial autorisé au règlement de zonage dans une zone Ca.

b) Dans une zone agricole ou agroforestière

Dans une zone agricole ou agroforestière, un usage dérogatoire protégé par droits acquis, peut être remplacé par un des usages suivants :

- par un usage résidentiel à l'intérieur d'un bâtiment utilisé à une fin autre qu'agricole et bénéficiant de droits acquis (art.101 LPTAA);
- par un usage commercial ou de services à l'intérieur d'un bâtiment déjà utilisé à ces fins ou à des fins industrielles et bénéficiant de droits acquis (art. 101 LPTAA);
- par un usage industriel à l'intérieur d'un bâtiment déjà utilisé à cette fin et bénéficiant de droits acquis (art.101 LPTAA).

b.1) Dans la zone agroforestière AG-7

Dans la zone agroforestière AG-7, un usage « monastère » dérogatoire protégé par droits acquis peut être remplacé par une combinaison des usages suivants :

- Hébergement et restauration;
- Salles de réception;
- Vente au détail de produits manufacturés sur place avec un maximum de 5 employés.

Ce nouvel usage ne peut être déplacé ni agrandi au-delà de la superficie de l'usage « monastère » dérogatoire.

Malgré l'article 3.14.1, une telle conversion peut s'opérer jusqu'à 12 mois après une décision de la Commission de protection du territoire agricole du Québec autorisant une telle conversion, pourvu que la demande d'autorisation à cet effet soit déposée auprès de ladite Commission dans les 18 mois de l'abandon, de la cessation ou de l'interruption de l'usage « monastère » dérogatoire.

c) Dans un îlot déstructuré

Dans un îlot déstructuré, un usage dérogatoire protégé par droits acquis peut être remplacé par un des usages suivants :

- par un usage commercial, de services ou industriel à l'intérieur d'un bâtiment déjà utilisé à ces fins et bénéficiant de droits acquis (art. 101 LPTAA). Tous ces usages peuvent être remplacés par un usage

résidentiel. Par ailleurs, un usage industriel peut être remplacé par un usage commercial mais l'inverse est prohibé.

### 3.14.2.2 Remplacement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis

Une construction dont l'implantation est dérogatoire peut être remplacée si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- Le remplacement respecte le présent règlement, le règlement sur les permis et certificats et le règlement de construction;
- Le remplacement est complété dans les 12 mois suivant la demande de permis;
- L'implantation est identique ou modifiée de façon à diminuer les dérogations;
- Le remplacement n'engendre aucune dérogation supplémentaire.

### 3.14.3 Agrandissement d'une construction conforme occupée par un usage dérogatoire protégé par droits acquis

[Règ. 447/03-2006, le 18-02-2009]

L'agrandissement d'une construction conforme occupée par un usage dérogatoire protégé par droits acquis est autorisé si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- a) l'agrandissement se réalise sur le même terrain que celui où est implantée la construction à la date d'entrée en vigueur de la présente modification soit le 18/02/2009 (ou sur une superficie bénéficiant de droits acquis ou d'une autorisation consentie par la Commission de protection du territoire agricole du Québec);
- b) toutes les dispositions des règlements d'urbanisme autres que celles relatives aux usages sont respectées.

L'agrandissement d'une construction conforme à l'intérieur de laquelle s'exerce un usage dérogatoire non protégé par droits acquis ou l'agrandissement de l'espace occupé par un usage dérogatoire non protégé par droits acquis est interdit.

### 3.14.4 Agrandissement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis occupée par un usage conforme

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis occupée par un usage conforme peut être agrandie si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- a) l'agrandissement ne doit pas être supérieur à 25% de la superficie au sol du bâtiment existant;
- b) l'agrandissement est conforme à tous les règlements d'urbanisme. Cependant, l'agrandissement pourra se faire dans le prolongement des murs existants, sans qu'il y ait empiètement additionnel.

### 3.14.5 Agrandissement d'une construction dérogatoire protégée par droits acquis occupée par un usage dérogatoire protégé par droits acquis

[Règ. 447/03-2006, le 18-02-2009]

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis occupée par un usage dérogatoire protégé par droits acquis peut être agrandie si toutes les conditions suivantes sont respectées :

- a) l'agrandissement se réalise sur le même terrain que celui où est implantée la construction à la date d'entrée en vigueur de la présente modification soit le 18/02/2009 (ou sur une superficie bénéficiant

de droits acquis ou d'une autorisation consentie par la Commission de protection du territoire agricole du Québec);

- b) l'agrandissement ne doit pas être supérieur à 25% de la superficie au sol du bâtiment existant;
- c) l'agrandissement est conforme à tous les règlements d'urbanisme sauf en ce qui concerne les usages du règlement de zonage.

#### 3.14.6 Rénovation et réparation

Une construction dérogatoire protégée par droits acquis peut être réparée ou rénovée s'il s'agit d'une des interventions suivantes :

- Les travaux sont conformes au présent règlement et au règlement de construction;
- Les travaux ne modifient pas l'implantation, la superficie, la hauteur ou les dimensions de la construction;
- Le remplacement du revêtement extérieur et de la toiture.

#### 3.14.7 Modification, remplacement ou reconstruction d'une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis

Une enseigne dérogatoire protégée par droits acquis qui sera modifiée, remplacée ou reconstruite devra se conformer à la présente réglementation.

L'entretien pour le maintien en bon état n'est pas considéré comme une modification.

#### 3.14.8 Implantation sur un terrain dérogatoire protégé par droits acquis

L'implantation de toute construction sur un terrain dérogatoire protégé par droits acquis doit être conforme au présent règlement, au règlement de construction et au règlement sur les permis et certificats.

#### 3.14.9 Reconstruction à la suite d'un sinistre d'un bâtiment d'élevage dérogatoire protégé par des droits acquis

Dans l'éventualité où un bâtiment d'élevage dérogatoire protégé par des droits acquis serait détruit ou aurait perdu plus de 50% de sa valeur, suite à un incendie ou par quelque autre cause indépendante de la volonté du propriétaire, la reconstruction est autorisée à condition de maintenir le même nombre d'unité animal et le même type de gestion des effluents d'élevage. L'implantation du bâtiment doit être la même qu'avant le sinistre et la reconstruction est réalisée à l'intérieur d'une période de 12 mois de la date du sinistre.

Par ailleurs, si l'implantation du nouveau bâtiment change, la reconstruction devra être réalisée en conformité avec les règlements en vigueur ou de manière à améliorer la situation antérieure. Les marges latérales et avant prévues à la réglementation municipale devront être respectées. S'il y a impossibilité de respecter ces normes, une dérogation mineure au règlement de zonage pourra être accordée. Cependant, une telle dérogation ne peut être accordée si elle porte atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.

De plus, toute demande de permis relative au remplacement d'un établissement d'élevage porcin détruit en totalité ou en partie à la suite d'un sinistre survenu après le 7 juin 2005 est assujettie aux dispositions de la consultation publique si la production annuelle d'anhydride phosphorique du projet est augmentée de plus de 3 200 kilogrammes par rapport à la production annuelle de l'élevage existant avant le sinistre.

3.15 LES USAGES EXCLUS DU PÉRIMÈTRE D'URBANISATION

Les usages suivants sont spécifiquement exclus dans les limites du périmètre d'urbanisation de la municipalité:

- a) Les cimetières de véhicules ferrailles;
- b) Les cours de ferrailles;
- c) Les bâtiments et les enclos servant à la garde d'animaux à l'exception des chiens et des chats appartenant au propriétaire (ou locataire).

3.16 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MINI-MAISONS

[Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [Règ. 567-2018, le 10-07-2018]

Les dispositions suivantes s'appliquent aux mini-maisons, en plus des dispositions applicables aux habitations unifamiliales prescrites au présent règlement (en cas de contradiction, les conditions énoncées au présent article ont préséance) :

- a) Seul l'usage « habitation unifamiliale » peut être exercé à l'intérieur d'une mini-maison;
- b) La superficie minimale du terrain où peut s'implanter une mini-maison est celle prescrite pour l'usage habitation unifamiliale;
- c) La superficie au sol minimale de la mini-maison est fixée à 20m<sup>2</sup>.
- d) La superficie maximale est fixée à :
  - 65 m<sup>2</sup> pour un bâtiment d'un (1) étage;
  - 35 m<sup>2</sup> pour un bâtiment de deux (2) étages;
- e) La hauteur maximale de la mini-maison est fixée à deux (2) étages;
- f) Une mini-maison doit être implantée sur des pilotis, sur un plancher de béton ou sur une fondation de béton.
- g) Malgré l'article 4.19.1, l'emploi de conteneurs est autorisé pour la construction d'une mini-maison.

En plus de respecter les paragraphes a) à e) du présent article, une mini-maison incorporant un ou plusieurs conteneurs doit respecter les conditions suivantes :

- Un maximum de 2 conteneurs peuvent être superposés en hauteur;
- Le calcul de la superficie du bâtiment tient compte de la projection au sol de toute structure en porte-à-faux;
- Seul un conteneur ayant les dimensions suivantes peut être incorporé à une mini-maison :
  - o Hauteur : 2,44 mètres;
  - o Largeur : 2,44 mètres;
  - o Longueur : 25 mètres maximum.



3.17 DISPOSITIONS APPLICABLES À UN PROJET INTÉGRÉ  
[Règ. 559-2018, le 16-05-2018] [Règ. 576-2018, le 28-11-2018]

La réalisation d'un projet intégré est autorisée aux conditions énoncées au présent article, lesquelles s'ajoutent aux dispositions du présent règlement. En cas de contradiction, les conditions énoncées au présent article ont préséance.

Aux fins du présent article, le terme « emplacement » correspond au lot ou à l'ensemble des lots qui sont inclus dans le projet intégré, qu'il soit en partie commune ou privative.

Le projet intégré doit être un ensemble immobilier caractérisé par le fait que sa réalisation résulte de la mise en place d'un concept global d'aménagement d'un emplacement. Les conditions relatives aux projets intégrés sont les suivantes :

- a) Les projets intégrés sont autorisés à l'intérieur du périmètre urbain dans les zones Ca, Rb-30 et Rb-35 tel qu'identifiées au plan de zonage;
- b) La superficie minimale de l'emplacement est fixée à 5 000 m<sup>2</sup> et doit être desservi par les réseaux d'aqueduc et d'égout;
- c) La largeur de l'allée d'accès est fixée à un minimum de 8 mètres et se termine par un rond de virage de 15 mètres de diamètre;
- d) L'emplacement, ou une partie de celui-ci, doit être adjacent à une rue sur une largeur minimale de 22 mètres;
- e) L'emplacement peut être subdivisé en parties communes et en parties privatives à la condition de maintenir la superficie minimale de l'emplacement, tel qu'exigé au présent règlement;
- f) L'obligation pour la façade principale de chacun des bâtiments de faire face à une voie de circulation ne s'applique pas;
- g) Un projet intégré doit comprendre au minimum deux bâtiments principaux sur l'emplacement et un maximum de six bâtiments principaux;
- h) Les marges de recul avant des bâtiments principaux et accessoires prescrites au chapitre 6 s'appliquent à partir de la ligne de l'emplacement adjacent à une rue;
- i) Les marges de recul minimales suivantes s'appliquent aux bâtiments principaux :
  - Marge de recul minimale par rapport à une ligne latérale de lot du projet: 6 mètres;
  - Marge de recul minimale par rapport à une ligne arrière de lot du projet : 8 mètres;
  - Distance minimale entre deux (2) bâtiments principaux situés à l'intérieur du projet intégré : 4 mètres (cette distance est portée à 8 mètres si l'un ou l'autre des bâtiments présente une ouverture donnant dans une pièce habitable sur les élévations se faisant face);
  - Marge de recul minimale par rapport à une allée d'accès ou une aire de stationnement : 5 mètres;
- j) Malgré l'article 4.9.4, le nombre minimal de cases de stationnement par logement est fixé à 1,5 case;
- k) Pour les bâtiments accessoires, l'une ou l'autre des options suivantes est possible :
  - L'implantation des bâtiments accessoires, d'une superficie de 25 m<sup>2</sup> ou moins, dont le nombre est égal ou inférieur à celui des bâtiments principaux;

- L'implantation d'un seul bâtiment accessoire, au bénéfice des occupants de l'emplacement (en commun) dont la superficie totale ne peut excéder la moitié de la superficie totale des bâtiments principaux;
- l) Un minimum de 40% de la superficie de l'emplacement doit être aménagé et dédié aux espaces extérieurs communs récréatifs et/ou verts, au bénéfice des occupants (ex. : piscine, aire de pique-nique, BBQ, aire de jeux, etc.);
- m) Une aire privée contiguë à chacun des bâtiments principaux, d'une profondeur de 4 mètres dans une cour donnant sur un mur d'une pièce habitable, doit être laissée libre de tout trottoir, allée de circulation et case de stationnement;
- n) Un lieu de dépôt pour la collecte des déchets et des matières recyclables doit être aménagé sur l'emplacement. La surface réservée à cet effet doit être facilement accessible pour les véhicules effectuant la cueillette. Si la surface est située en cour avant, elle doit être dissimulée à l'aide d'un aménagement paysager;
- o) Le type de revêtement extérieur et architectural doit s'harmoniser entre les différents bâtiments;
- p) Les cours latérales et arrière doivent être agrémentées de végétaux, dont un minimum d'un (1) arbre par bâtiment principal.

## CHAPITRE 4 DISPOSITIONS S'APPLIQUANT À TOUTES LES ZONES

### 4.1 CONSTRUCTIONS ET USAGES ACCESSOIRES OU COMPLÉMENTAIRES

[Règ. 482-2012, 20 juin 2012]

Il doit y avoir un usage principal d'un terrain ou d'un bâtiment pour que soit permis une construction ou un usage accessoire ou complémentaire. Les constructions et les usages accessoires ou complémentaires doivent être implantés sur le même terrain que celui du bâtiment ou de l'usage principal.

L'usage accessoire ou complémentaire d'un terrain ou d'un bâtiment nécessite l'obtention d'un permis ou d'un certificat à moins que la demande n'ait été faite en même temps que la demande de permis pour l'usage principal.

Aux fins de l'application du présent article, dans une zone de type « villégiature V » et dans l'îlot déstructuré # 2, des terrains appartenant à un même propriétaire sont réputés ne former qu'un seul terrain lorsqu'ils sont séparés par une voie de circulation, dans la mesure où un seul usage principal y est exercé. Toutes les marges de recul doivent par ailleurs être respectées et ce, sur chacune des parties de ce terrain.

### 4.2 CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS DANS LES COURS AVANT

[Règ. 447/01-2006, 13 mai 2008] [Règ. 515-2013, le 11-02-2014]

Dans l'espace compris entre la façade d'un bâtiment et la ligne de rue, seuls sont permis les constructions et les usages suivants:

- a) Les trottoirs, allées, stationnements;
- b) Les plantations, clôtures, murets à au moins 2 mètres de la ligne de rue ;
- c) Un garage privé et un abri d'auto contigu au bâtiment principal sont autorisés comme usages complémentaires à un usage résidentiel aux conditions suivantes :
  - superficie maximale autorisée pour chacune des constructions : 80% de la superficie au sol du bâtiment principal ;
  - hauteur maximale : celle du bâtiment principal ;
  - normes d'implantation :
    - \* marge avant : celle du bâtiment principal;
    - \* marges latérales et arrière minimales : 1 mètre, 1,5 mètre si ouverture ;
- d) Un abri d'hiver pour véhicules de promenade selon les dispositions de l'article 4.5;
- e) Les marquises, auvents, perrons, galeries, balcons, porches, vérandas, avant-toits et escaliers extérieurs pourvu que l'empiètement n'excède pas 2 mètres dans la marge prescrite et à au moins 2 mètres de la ligne de terrain;
- f) Les enseignes selon les dispositions de l'article 4.11;
- g) Les fenêtres en baie et les cheminées faisant corps avec le bâtiment pourvu que l'empiètement n'excède pas 1 mètre ;
- h) Les installations septiques et les puits;
- i) L'entreposage dans la cour avant est interdit à l'exception de l'étalage régulier de la marchandise en vente sur place. Une marge de recul minimale de 2 mètres de la ligne de terrain doit être respectée.

4.2.1 Dispositions particulières s'appliquant aux cours avant des terrains riverains

[Règ. 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

Dans le cas d'un terrain riverain dont la cour avant est en bordure d'un lac, seuls les usages suivants sont autorisés : marquises, auvents, perrons, galeries, terrasses, balcons, porches, vérandas, avant-toits, escaliers extérieurs, fenêtres en baie et cheminée faisant corps avec le bâtiment principal pourvu qu'il n'y ait pas d'empiètement dans la rive. Un empiètement dans la rive sera accepté uniquement si toutes les conditions de l'article 7.1.1 du présent règlement sont respectées.

4.3 CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS DANS LES COURS LATÉRALES

[Règ. 447/01-2006, le 13 mai 2008] [ Règ. 515-2013, le 11-02-2014] [Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Sont permis dans les cours latérales:

- a) Toutes les constructions et tous les usages permis dans les cours avant aux mêmes conditions; Cependant, les marquises, auvents, perrons, galeries, terrasses, balcons, porches, vérandas, avant-toits, escaliers extérieurs, fenêtres en baie sont autorisés à une distance minimale de 2 mètres d'une ligne de terrain.
- b) Un garage privé et un abri d'auto non contigu au bâtiment principal sont autorisés comme usages complémentaires à un usage résidentiel aux conditions suivantes :
  - un seul garage par terrain ;
  - superficie maximale autorisée pour chacune des constructions : 80% de la superficie au sol du bâtiment principal ;
  - hauteur maximale: celle du bâtiment principal ;
  - norme d'implantation:
    - \* marge de recul avant : celle du bâtiment principal ;
    - \* marges latérales et arrière minimales : 1 mètre, 1,5 mètre si ouverture ;
- c) Les constructions accessoires ou complémentaires à l'usage principal à pas moins de 1 mètre des lignes latérales du terrain en autant qu'aucune ouverture n'est prévue sur le mur donnant sur les lignes latérales; dans le cas contraire, la distance est portée à 1,5 mètre. La superficie maximale autorisée est de 14 m<sup>2</sup> ; cette superficie maximale ne s'applique qu'au bâtiment accessoire (remise) à une construction principale résidentielle;
- d) L'entreposage extérieur complémentaire à l'usage principal;
- e) L'aire de chargement et de déchargement;
- f) Les foyers;
- g) Les cordes à linge;
- h) Les escaliers fermés;
- i) Les piscines et les étangs artificiels ;
- j) Les poulaillers :

Un poulailler est autorisé à titre d'usage accessoire à un usage principal « habitation unifamiliale » aux conditions suivantes :

- L'usage poulailler a un caractère privé, c'est-à-dire qu'il s'exerce pour le seul bénéfice des occupants du bâtiment principal. Aucune activité commerciale, incluant la vente des œufs, n'est autorisée;
- Un (1) seul poulailler est autorisé par terrain où s'exerce un usage « habitation unifamiliale »;
- Le terrain résidentiel où est implanté un poulailler doit avoir une superficie de 450m<sup>2</sup> et plus;
- L'usage poulailler doit s'exercer à l'extérieur du bâtiment principal;
- Un minimum de deux (2) poules doit être gardé dans le poulailler. Le nombre maximal de poules est fixé à cinq (5). Le coq est interdit;
- Pour l'exercice de l'usage, un bâtiment accessoire est autorisé, bâtiment dans lequel sont gardées les poules. La superficie minimale de ce bâtiment est de 0.4 m<sup>2</sup> par poule, sans excéder 5 m<sup>2</sup>;
- Le bâtiment accessoire doit être implanté à une distance minimale de 2 mètres des lignes latérales et arrière du terrain;
- La hauteur maximale du bâtiment accessoire est fixée à 2,5 mètres;
- Un enclos extérieur adjacent au poulailler doit être aménagé. Cet enclos doit être délimité par un grillage, maintenu en bon état, afin que les poules y demeurent. À l'intérieur de l'enclos, un espace d'ombragé doit être aménagé;
- Le propriétaire doit s'assurer que la sécurité et le bien-être d'un animal ne soient pas compromis. La sécurité et le bien-être d'un animal sont compromis lorsque :
  - L'animal n'a pas accès à de l'eau potable ou à de la nourriture saine;
  - L'animal n'est pas gardé dans un habitat convenable et salubre le protégeant des intempéries;
  - L'animal est blessé ou malade et ne reçoit pas les soins de santé nécessaires;
  - L'animal est soumis à des abus ou à de mauvais traitements qui peuvent affecter sa santé.

k) Les serres :

Une serre est autorisée à titre d'usage accessoire à un usage principal « habitation unifamiliale » aux conditions suivantes :

- Une (1) serre est autorisée par terrain;
- La serre peut être annexée au bâtiment principal ou isolé de celui-ci;
- La superficie maximale de la serre est fixée à 14 m<sup>2</sup>;
- Lorsque la serre est annexée au bâtiment principal, la hauteur de la serre ne peut excéder le faîte du toit de ce bâtiment;
- Lorsque la serre est implantée isolément du bâtiment principal, la hauteur maximale est fixée à 3 mètres;
- La serre doit être implantée à une distance minimale de 1,5 mètre des lignes latérales et arrière du terrain;
- La serre ne peut faire office de remise et ne peut être utilisée à des fins commerciales, d'habitation, d'élevage agricole. De plus, il est interdit d'utiliser l'ossature d'un abri d'auto temporaire;
- La serre doit être recouverte de verre, de plastique rigide, de polythène ou de polyéthylène spécifiquement conçu pour les serres ou par un matériau autorisé au présent règlement pour les bâtiments. Le choix de matériaux, pour une serre préfabriquée, doit respecter les normes du fabricant;
- Une couche chaude est assimilée à une serre;

l) Les potagers (jardins) :

Malgré toute disposition contraire au présent règlement, l'aménagement d'un potager est autorisé dans la cour avant sur un terrain où un usage « habitation » est exercé aux conditions suivantes :

- Le potager doit être aménagé à 1,5 mètre minimum des lignes de terrain;

- Le potager doit respecter l'article 4.7.3 triangle de visibilité;
- Un permis ou un certificat n'est pas requis pour l'aménagement d'un potager.

4.4 CONSTRUCTIONS ET USAGES PERMIS DANS LES COURS ARRIÈRE  
[Règ. 515-2013, le 11-02-2014]

Sont autorisés dans les cours arrière:

- a) Toutes les constructions et tous les usages permis dans les cours avant et latérales aux mêmes conditions. Cependant, les marquises, auvents, perrons, galeries, terrasses, balcons, porches, vérandas, avant-toits, escaliers extérieurs, fenêtres en baie sont autorisés à une distance minimale de 2 mètres d'une ligne de terrain.
- b) Les escaliers de sauvetage ; les réservoirs, bonbonnes, citernes.

4.5 ABRI D'AUTO D'HIVER  
[Règ. 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

Les abris d'auto sont autorisés dans toutes les zones, sans permis, du 1<sup>er</sup> octobre au 1<sup>er</sup> mai de l'année suivante et doivent respecter les conditions suivantes :

- a) Le revêtement extérieur (panneau peint, toile ou plastique) doit être du même type de matériaux et de la même couleur. Les éléments de structure doivent être démontables et ne pas être apparents ;
- b) Normes minimales d'implantation: 1 mètre des lignes latérales et arrière, 1,5 mètre de la ligne avant de la propriété et en dehors du triangle de visibilité qui est de 5 mètres par 5 mètres sur un terrain d'angle ;
- c) Un abri par terrain d'une grandeur maximale pouvant permettre le stationnement de 2 véhicules, d'une hauteur maximale de 3 mètres, et doit être érigé sur un espace de stationnement ou sur une allée d'accès ou dans les cours arrières ;
- d) Un abri d'auto doit servir à abriter des véhicules ou pour protéger les passages piétonniers existants.

4.6 PISCINE, SPA ET ÉTANG ARTIFICIEL  
[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

- a) Une seule piscine ou étang peut être implanté sur un terrain dans le périmètre urbain;
- b) Un seul spa par terrain :
  - Un spa peut être inclus dans l'espace habitable d'une résidence;
  - Un spa peut être couvert sans être intégré au bâtiment résidentiel, par une construction complémentaire ouverte ou fermée. La construction complémentaire couvrant le spa doit respecter une distance minimale de 1,5 mètre des lignes latérales et arrière. La hauteur maximale autorisée pour une construction complémentaire couvrant un spa est de 4 mètres et la superficie maximale autorisée est de 25 mètres carrés;
  - Un spa peut être autorisé en cour latérale ou arrière. Une distance minimale de 1,5 mètre des lignes de terrain doit être respectée. Lorsque non utilisé, le spa doit être recouvert de son couvercle;
  - Un spa peut être localisé en cour avant sur un terrain d'angle ou un terrain transversal, conditionnellement à ce qu'il soit implanté à au moins 5,0 mètres de la ligne avant et qu'une

clôture ou une haie de cèdres d'une hauteur minimale de 1,2 mètre formant un écran visuel entre la rue et le spa;

- c) Une piscine ou un étang artificiel aménagé ne doit pas avoir une superficie plus grande que le tiers du terrain où il est implanté et être situé à un minimum de 1,2 mètre des lignes latérales et arrière;
- d) Un étang artificiel aménagé dans le périmètre d'urbanisation doit être entouré d'une enceinte conforme à l'article 4.6.1, c);

4.6.1 Contrôle de l'accès  
[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

- a) Toute piscine creusée ou semi-creusée doit être pourvue d'une échelle ou d'un escalier permettant d'entrer dans l'eau et d'en sortir.
- b) Sous réserve de l'alinéa e), toute piscine doit être entourée d'une enceinte de manière à en protéger l'accès.
- c) Une enceinte doit : 1° empêcher le passage d'un objet sphérique de 10 cm de diamètre; 2° être d'une hauteur d'au moins 1,2 m; 3° être dépourvue de tout élément de fixation, saillie ou partie ajourée pouvant en faciliter l'escalade. Un mur formant une partie d'une enceinte ne doit être pourvu d'aucune ouverture permettant de pénétrer dans l'enceinte. Une haie ou des arbustes ne peuvent constituer une enceinte.
- d) Toute porte aménagée dans une enceinte doit avoir les caractéristiques prévues à l'alinéa c) et être munie d'un dispositif de sécurité passif installé du côté intérieur de l'enceinte, dans la partie supérieure de la porte et permettant à cette dernière de se refermer et de se verrouiller automatiquement.
- e) Une piscine hors terre dont la hauteur de la paroi est d'au moins 1,2 m en tout point par rapport au sol ou une piscine démontable dont la hauteur de la paroi est de 1,4 m ou plus n'a pas à être entourée d'une enceinte lorsque l'accès à la piscine s'effectue de l'une ou l'autre des façons suivantes :
  - au moyen d'une échelle munie d'une portière de sécurité qui se referme et se verrouille automatiquement pour empêcher son utilisation par un enfant;
  - au moyen d'une échelle ou à partir d'une plateforme dont l'accès est protégé par une enceinte ayant les caractéristiques prévues aux alinéas c) et d);
  - à partir d'une terrasse rattachée à la résidence et aménagée de telle façon que sa partie ouvrant sur la piscine soit protégée par une enceinte ayant les caractéristiques prévues aux alinéas c) et d).
- f) Afin d'empêcher un enfant de grimper pour accéder à la piscine, tout appareil lié à son fonctionnement doit être installé à plus d'un mètre de la paroi de la piscine ou, selon le cas, de l'enceinte. Les conduits reliant l'appareil à la piscine doivent être souples et ne doivent pas être installés de façon à faciliter l'escalade de la paroi de la piscine ou, selon le cas, de l'enceinte. Malgré le premier alinéa, peut être situé à moins d'un mètre de la piscine ou de l'enceinte tout appareil lorsqu'il est installé :
  - à l'intérieur d'une enceinte ayant les caractéristiques prévues aux alinéas c) et d);
  - sous une structure qui empêche l'accès à la piscine à partir de l'appareil et qui a les caractéristiques prévues aux paragraphes 2° et 3° de l'alinéa c);
  - dans une remise.
- g) Toute installation destinée à donner ou empêcher l'accès à la piscine doit être maintenue en bon état de fonctionnement.

- h) Pendant la durée des travaux, le titulaire du permis doit, s'il y a lieu, prévoir des mesures temporaires visant à contrôler l'accès à la piscine. Ces mesures tiennent lieu de celles prévues à la présente section pourvu que les travaux soient complétés dans un délai raisonnable.

#### 4.7 CLÔTURE, MUR, HAIE, ARBRES

##### 4.7.1 Marges de recul [Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

Les clôtures, murs, haies et arbres ne doivent pas être à moins de 2 mètres de la ligne de rue et pour l'implantation d'arbres et d'arbuste, une distance des lignes de propriété doit être d'une largeur minimale des branches à maturité.

##### 4.7.2 Hauteur

La hauteur des clôtures et des murs ne doit pas excéder 2 mètres.

##### 4.7.3 Triangle de visibilité

Pour un terrain situé à l'intersection de rues, on doit conserver un triangle de visibilité exempt de tout obstacle (clôture, mur, haie, etc.) plus haut que 60 cm par rapport au niveau de l'intersection des rues. Ce triangle est calculé sur les lignes de terrain donnant sur la rue sur une distance de 5 mètres à partir de l'intersection.

##### 4.7.4 Clôture [Règ. 447/03-2006, le 18 février 2009]

Les terrains peuvent être entourés de clôtures de bois, de métal, de PVC ou de murs de maçonnerie pourvu que ces clôtures soient ornementales, convenablement entretenues et peinturées au besoin.

##### 4.7.4.1 Clôture de fil barbelé

Aucune clôture de fil barbelé n'est permise sauf aux endroits suivants :

- au sommet de clôture de 2 mètres de hauteur sur le terrain d'un édifice public, d'une industrie, d'un commerce gros ou d'un stationnement ;
- dans la zone agricole et la zone agroforestière s'il n'est pas à proximité de la zone résidentielle où il y a des habitations.

##### 4.7.4.2 Clôture en maille de fer

Les clôtures en maille de fer non recouverte de matériau plastique ou autre ne sont permises que dans le cas d'édifices publics, de terrain de jeux, de stationnements, d'industries, de commerces en gros ou dans les cours arrières.

##### 4.7.5 Mur de soutènement [Règ. 447/03-2006, le 18 février 2009]

Les murs de soutènement doivent être construits sur la propriété privée et doivent être maintenus dans un bon état d'entretien. Tout mur de soutènement endommagé doit être redressé, remplacé ou démantelé.

Les matériaux autorisés sont les suivants :

- bloc remblai décoratif d'épaisseur égale ou inférieure à 30 cm ;
- bloc de béton creux destiné à la construction, recouvert de crépi ou de stuc (avec semelle) ;
- brique avec liant (avec semelle) ;



- pierre avec ou sans liant, d'une épaisseur variant entre 15 cm et 30 cm ;
- béton coulé sur place recouvert d'un crépi ou de stuc ;
- poutre équarrie sur quatre faces.

#### 4.8 MAISONS MOBILES, ROULOTTES ET VÉHICULES RÉCRÉATIFS

##### 4.8.1 Dispositions applicables aux maisons mobiles

[Règ. 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

Les maisons mobiles sont considérées comme des résidences (permanentes ou saisonnières) au même titre que les autres constructions. Les dispositions réglementaires (lotissement, installation septique, etc.) s'appliquent, sans distinction.

##### a) Normes d'installation

Une plate-forme doit être aménagée, en gravier ou en asphalte ou autre matériau adéquat, sur chaque emplacement de maison mobile.

L'espace compris entre la plate-forme et le plancher de la maison mobile (vide technique) doit être fermé dans les 30 jours suivant l'installation de la maison mobile. La fermeture de cet espace doit être fait du même type de revêtement que la maison mobile ou de panneaux de contreplaqué peint. Un panneau amovible d'un minimum de 1 mètre carré doit être prévu pour permettre l'accès à ce vide technique.

Tous les dispositifs d'accrochage (pôle) et autres équipements de roulement ou de transport apparents, doivent être enlevés ou dissimulés.

##### b) Normes d'implantation

L'implantation d'une maison mobile peut se faire de façon parallèle ou perpendiculaire à une rue.

##### 4.8.2 Dispositions applicables aux roulottes et aux véhicules récréatifs

[Règ. 447/01-2006, le 13 mai 2008]

- a) Sur tout le territoire de la municipalité, les roulottes et véhicules récréatifs ne peuvent être implantés de façon permanente sauf sur un terrain de camping aménagé à cet effet.
- b) Aucune roulotte ou véhicule récréatif ne peut être transformé en résidence permanente.
- c) L'installation temporaire d'une roulotte ou d'un véhicule récréatif doit être conforme aux conditions suivantes :
  - une seule roulotte ou véhicule récréatif par terrain;
  - pour une période maximale de 5 mois, du 15 mai au 15 octobre d'une même année ;
  - les normes du règlement de lotissement, du règlement de zonage et du règlement sur les permis et certificat doivent être respectées comme pour une résidence;
  - les installations septiques doivent être conformes au *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées (Q-2. r.22)*;
  - l'installation d'une roulotte ou d'un véhicule récréatif ne génère aucun droit acquis ;
  - la roulotte ou le véhicule récréatif ne doit pas être immobilisé d'aucune façon (enlèvement des roues, construction de fondations, etc.) ni agrandi ou modifié.

4.9 STATIONNEMENT

4.9.1 Règle générale

À compter de la date d'entrée en vigueur du présent règlement, un permis de construction ne pourra être émis à moins que n'aient été prévues des cases de stationnement hors rue, selon les dispositions du présent chapitre.

Cette exigence s'applique tant aux travaux de modification ou d'agrandissement d'un usage, qu'aux travaux de construction d'un bâtiment neuf.

Dans le cas d'un agrandissement, seul ce dernier est soumis aux présentes normes.

Les exigences du présent article ne s'appliquent pas au stationnement de véhicules pour la vente, la location ou au stationnement de véhicules utilisés pour fins commerciales.

4.9.2 Dimensions des cases de stationnement et des allées

Chaque case de stationnement doit avoir les dimensions minimales suivantes:

Longueur: 6 mètres;  
Largeur: 3 mètres;  
Superficie: 18 mètres carrés.

4.9.3 Accès aux aires de stationnement

Une allée d'accès servant à la fois pour l'entrée et la sortie des automobiles doit avoir une largeur minimale de 6 mètres et maximale de 10 mètres.

Les aires de stationnement doivent être séparées, en tout point, de la ligne de rue par un espace minimal de 1,5 mètre.

4.9.4 Nombre de cases requises

Le nombre minimal de cases requises pour répondre aux besoins d'un usage est établi ci-après et tous les usages desservis doivent être considérés séparément dans le calcul total du nombre de cases.

- a) Usage résidentiel
  - habitation unifamiliale, bifamiliale ou multifamiliale 1 case par logement
  - habitation communautaire 1 case par 2 logements
  
- b) Usage commercial
  - lieu d'assemblée, restaurant, brasserie, bar, club de nuit 1 case par 6 sièges
  - hôtel, motel, maison de chambres 1 case par chambre
  - établissement récréatif (curling, quille, tennis, billard, etc.) 1 case par unité de jeux
  - bureau ou clinique de professionnels de la santé (médecin, dentiste, etc.) 3 cases par professionnel
  - magasin d'alimentation, dépanneur 1 case par 20 m<sup>2</sup> de plancher
  - station-service 5 cases
  - autres bureaux et magasins de vente au détail 1 case par 50 m<sup>2</sup> de plancher
  
- c) Usage industriel
  - 1 case par 2 employés d'un même horaire (quart de travail).

#### 4.10 AIRES DE CHARGEMENT ET DE DÉCHARGEMENT

Les aires de chargement et de déchargement sont obligatoires lorsqu'il y a une ou des baies d'entreposage.

Les plates-formes de chargement ou de déchargement devront être prévues et indiquées ainsi que les allées d'accès, sur le plan d'implantation du ou des établissements lorsque celui-ci est soumis à l'officier pour approbation.

Il n'est, en aucune façon, permis d'effectuer le chargement de camions sur la voie publique.

Aucune plate-forme de chargement ou de déchargement ne pourra être située sur les façades principales des établissements sauf si la plate-forme est située à un minimum de 20 mètres de la ligne de rue.

Toutefois, ces installations pourront être situées sur les côtés latéraux donnant sur une rue pourvu que la plate-forme soit implantée à un minimum de 9 mètres de la ligne de rue.

Chaque emplacement de chargement ou de déchargement devra être entouré d'un tablier de manoeuvre d'une superficie suffisante pour qu'un véhicule puisse y stationner sans empiéter sur la voie publique.

#### 4.11 DISPOSITIONS APPLICABLES À L'AFFICHAGE

##### 4.11.1 Dispositions générales

Les dispositions du présent article s'appliquent à toutes les enseignes déjà érigées et à celles qui le seront dans l'avenir.

Quiconque désire édifier, agrandir, reconstruire, modifier, réparer, déplacer, apposer, finir ou peindre une enseigne doit, au préalable, obtenir de l'officier un certificat d'autorisation. Il doit être donné suite audit certificat d'autorisation dans les 6 mois suivants son émission, après quoi, un autre certificat est nécessaire.

Toute demande de modification d'une enseigne ayant pour effet de changer la forme et les dimensions du support a pour effet de rendre obligatoire le respect de l'actuel règlement quant à la marge, à la hauteur et à la superficie prescrites. Cependant, les modifications ayant trait à un changement de l'appellation commerciale, au graphisme, à la couleur ou à l'entretien général de l'enseigne, bien que soumise aux dispositions du présent règlement, n'entraînent pas la nécessité de relocaliser une enseigne dérogatoire au présent règlement.

Sauf indication contraire, une seule enseigne est autorisée par terrain ou usage. Cependant, sur un terrain d'angle ou transversal, une enseigne peut être autorisée sur chacune des rues.

Toute enseigne doit être installée sur le même terrain que l'établissement auquel elle réfère.

##### 4.11.2 Normes d'implantation des enseignes et des panneaux-réclames

###### 4.11.2.1 Normes d'implantation des enseignes

- a) L'éloignement minimal de toute ligne de rue de tout support d'enseigne est de 3 mètres;
- b) La projection au sol de toute enseigne ne pourra, en aucun cas, se situer au-dessus d'une emprise de rue;

- c) Sur un terrain d'angle, les enseignes ne doivent pas être implantées à l'intérieur d'un triangle de visibilité de 5 mètres de côté, ces deux côtés étant mesurés à partir du point d'intersection des lignes de rues;
- d) La hauteur minimale par rapport au sol de toute enseigne, à l'exception d'une enseigne mobile, est fixée à 3 mètres. Cependant, la hauteur maximale ne pourra dépasser le niveau du plafond du 2<sup>e</sup> étage d'un bâtiment ou 5 mètres en l'absence de bâtiment;

#### 4.11.2.2 Normes d'implantation des panneaux-réclames

- a) Un seul panneau-réclame par terrain est autorisé à au moins 30 mètres de toutes voies de circulation;
- b) La distance à respecter entre 2 panneaux-réclames situés du même côté d'une voie de circulation et à l'extérieur du périmètre d'urbanisation est de 300 mètres ;
- c) La superficie maximale d'un panneau réclame est de 20 m<sup>2</sup> ;
- d) La hauteur maximale d'un panneau réclame est de 16 mètres.

#### 4.11.3 Enseignes autorisées sans permis [Règ. 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

Les enseignes suivantes sont autorisées sur tout le territoire, sans qu'il soit nécessaire d'obtenir un permis de la municipalité:

- a) Les enseignes émanant d'une autorité publique, municipale, provinciale, fédérale ou scolaire ainsi que les drapeaux ou emblèmes d'un organisme politique, civique, philanthropique, éducationnel ou religieux pourvu qu'elles n'aient pas plus de 2 m<sup>2</sup>. Des enseignes temporaires annonçant une campagne, un événement ou une activité de ces autorités ou organismes;
- b) Les enseignes commémorant un fait ou un personnage historique, pourvu qu'elles ne soient pas destinées ou associées à un usage commercial;
- c) Les inscriptions, figures et symboles ciselées ou sculptées à même les murs d'un bâtiment sauf ceux destinés à un usage commercial;
- d) Les enseignes concernant la pratique du culte et autres activités religieuses pourvu qu'elles n'aient pas plus de 2 m<sup>2</sup>;
- e) Les enseignes temporaires non lumineuses annonçant la mise en vente d'un bâtiment ou d'un terrain ou la location de logements, de chambres, de bureaux et autres locaux pourvu que leur superficie n'excède pas 1 m<sup>2</sup>; ces enseignes doivent être érigées sur le même terrain que l'usage auquel elles renvoient;
- f) Les enseignes directionnelles destinées à l'orientation et la commodité du public, y compris les enseignes indiquant un danger, les entrées de livraison et autres enseignes similaires pourvu qu'elles n'aient pas plus de 1 m<sup>2</sup> et qu'elles soient situées sur le même terrain que l'usage principal qu'elles desservent.
- g) Une enseigne temporaire annonçant un projet de construction ou un projet de développement domiciliaire, est autorisée dans toutes les zones si toutes les conditions suivantes sont respectées :
  - l'aire maximale de 3 mètres carrés si le terrain sur lequel est situé le projet est de moins de 10 000 m<sup>2</sup> et 6 mètres carrés dans les autres cas ;

- l'enseigne doit être enlevée au plus tard 30 jours après la fin des travaux ou 12 mois après son installation dans le cas d'un projet de construction dont les travaux n'ont pas débuté ;
- l'enseigne ne peut être éclairée d'aucune façon ;
- l'implantation doit respecter les normes pour une enseigne ;
- l'enseigne doit être érigée sur le même terrain que celui où sera réalisé le projet.

#### 4.11.4 Enseignes et panneaux-réclames prohibés

##### 4.11.4.1 Enseignes prohibées :

Les enseignes suivantes sont prohibées sur tout le territoire municipal :

- a) Les enseignes "clignotantes" c'est-à-dire les enseignes lumineuses sur lesquelles l'intensité de la lumière artificielle et la couleur ne sont pas maintenues constantes et stationnaires;
- b) Les enseignes en bordure d'une route :
  - sur un véhicule ou une remorque;
  - sur un poteau de services publics (télécommunication, électricité, etc.);
  - peinte ou posée sur une partie permanente ou temporaire d'un bâtiment principal ou accessoire;
  - sur une clôture ou un arbre.
- c) Les enseignes à feux clignotants ou rotatifs, imitant ou de même nature que les dispositifs avertisseurs lumineux généralement employés sur les véhicules des services de protection publique et les ambulances;
- d) Les enseignes posées sur un toit, une galerie, un balcon, un escalier de service ou de secours, une clôture, un arbre ou devant une porte ou une fenêtre;

##### 4.11.4.2 Panneaux-réclames prohibés

Tous les panneaux réclames sont prohibés sur le territoire municipal à l'exception de ceux qui annoncent un commerce ou service situé dans la municipalité.

Par ailleurs, les panneaux réclames sont prohibés dans les endroits suivants:

- a) À l'intérieur d'une bande de 30 mètres de part et d'autre de la Route 271 ;
- b) À l'intérieur du périmètre d'urbanisation;
- c) En bordure d'une route
  - sur un véhicule ou une remorque;
  - sur un poteau de services publics (télécommunication, électricité, etc.);
  - peinte ou posée sur une partie permanente ou temporaire d'un bâtiment principal ou accessoire;
  - sur une clôture ou un arbre.

#### 4.11.5 Entretien des enseignes et des panneaux-réclames

Les panneaux-réclames et les enseignes ainsi que leurs supports doivent être entretenus; lorsque l'un de ces ouvrages ou la structure servant à le suspendre ou à le soutenir est dangereux pour la sécurité

publique ou n'est pas adéquatement entretenu, le propriétaire de cet ouvrage ou le propriétaire d'un bâtiment ou d'un terrain où il est situé, doit le rendre sécuritaire et adéquatement entretenu ou l'enlever.

Le propriétaire d'un panneau-réclame ou d'une enseigne ou le propriétaire d'un bâtiment ou d'un terrain où est situé une de ces constructions doit l'enlever ainsi que sa structure de soutien au plus tard 6 mois après la cessation d'un commerce, d'une profession ou d'un produit qui n'est plus fabriqué ou si le panneau-réclame ou l'enseigne est autrement devenu désuet ou inutile.

4.11.6 Dispositions applicables aux zones résidentielles (Ra, Rb), de villégiature (V) et aux îlots déstructurés

Un service ou un commerce intégré à une résidence peut être annoncé par une seule des 2 enseignes suivantes:

	Enseigne non lumineuse fixée au mur	Enseigne non lumineuse fixée au sol
Nombre maximal	1 par bâtiment	1 par terrain 2 pour un terrain d'angle et transversal
Fixation	- à plat	- sur poteau - sur socle
Aire maximale	0,4 m <sup>2</sup>	0,4 m <sup>2</sup>
Hauteur maximale	celle du 1 <sup>er</sup> étage	1,5 m

4.11.7 Dispositions applicables aux zones Ca et P

Dans les zones Ca et P, l'affichage est soumis aux dispositions suivantes :

	Enseigne fixée au mur	Enseigne fixée au sol
Nombre maximal	2 par commerce	1 par terrain ou bâtiment 2 pour un terrain d'angle et transversal
Fixation	- à plat - perpendiculaire au mur - reproduite sur un auvent ou une marquise	- sur poteau - sur socle
Aire maximale	0,2 m <sup>2</sup> par mètre de largeur du mur sur lequel elle est fixée	5 m <sup>2</sup>
Hauteur maximale	celle du 2 <sup>e</sup> étage	5 m

4.11.8 Dispositions applicables au parc industriel et aux bâtiments industriels

a) Une enseigne sur poteau ou sur socle est permise pour l'ensemble du parc industriel afin d'annoncer sa présence et selon les normes suivantes:

- l'enseigne doit être située à l'entrée du parc industriel de la municipalité;
- l'enseigne peut annoncer la raison sociale de tous les occupants du parc industriel;
- l'enseigne ne peut avoir une superficie supérieure à 15 mètres carrés ni une hauteur supérieure à 5 mètres.

4.11.9 Dispositions applicables aux bâtiments industriels et aux zones commerciales (Cb)

	Enseigne fixée au mur	Enseigne fixée au sol
Nombre maximal	2 par bâtiment	1 par terrain (2 pour un terrain d'angle et transversal)
Fixation	- à plat - perpendiculaire au mur - reproduite sur un auvent ou une marquise	- sur poteau - sur socle
Aire maximale	0,5 m <sup>2</sup> par mètre de largeur du mur sur lequel elle est fixée	10 m <sup>2</sup>
Hauteur maximale	celle du 2 <sup>e</sup> étage	5 m

4.11.10 Dispositions applicables aux zones agricoles (A) et agroforestières (AG)

	Enseigne fixée au mur	Enseigne fixée au sol
Nombre maximal	1 par entreprise	1 par terrain
Fixation	- à plat	- sur poteau - sur socle
Aire maximale	3 m <sup>2</sup>	5 m <sup>2</sup>
Hauteur maximale	celle du 2 <sup>e</sup> étage	5 m

Les panneaux-réclames installés dans la zone agricole permanente doivent être conformes aux dispositions de l'article 4.11.2.

Un usage secondaire à une activité agricole peut être annoncé selon les dispositions de l'article 4.11.7.

Les commerces et services associables à l'habitation peuvent être annoncés selon les dispositions prévues à l'article 4.11.6.

4.11.11 Dispositions applicables aux enseignes mobiles

Les enseignes mobiles sont permises sur le territoire de la municipalité pour des utilisations temporaires n'excédant pas 30 jours.

Une enseigne mobile ne pourra être à nouveau implantée sur ce terrain ou pour cet usage avant qu'une période minimale de 12 mois ne soit écoulée depuis l'obtention du certificat d'autorisation à cet effet.

4.12 DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ENTREPOSAGE DE VÉHICULES FERRAILLES ET DE MATÉRIAUX USAGÉS

L'entreposage de véhicules ferrailles et de matériaux usagés et détériorés par la rouille ou de toutes autres façons et destinés ou non à la vente ou au recyclage doit répondre aux exigences suivantes:

4.12.1 Normes de localisation

a) Dispositions applicables à l'extérieur d'un parc ou d'une zone industrielle

Toute entreprise ou individu, dont l'activité principale est l'entreposage ou non, qui entrepose à l'extérieur d'un édifice des véhicules ferrailles ou des matériaux usagés et détériorés par la rouille ou

de toutes autres façons, ne peut s'implanter à moins de 6 mètres de la limite du terrain où est prévue l'activité. Le terrain doit être aménagé selon les normes prévues à l'article 4.12.2.

b) Dispositions applicables à l'intérieur d'un parc ou d'une zone industrielle

Toute entreprise ou individu, dont l'activité principale est l'entreposage ou non, qui entrepose à l'extérieur d'un édifice des véhicules ferrailles ou des matériaux usagés et détériorés par la rouille ou de toutes autres façons, ne peut s'implanter à moins de 12 mètres de la limite du parc ou de la zone industrielle. Les terrains adjacents à une zone où les usages autorisés sont autres qu'industriels, doivent être aménagés selon les normes prévues à l'article 4.12.2.

c) Ce type d'entreposage est prohibé:

- À moins de 150 mètres d'une voie de circulation
- À moins de 200 mètres d'une habitation (sauf celle de l'exploitant).

#### 4.12.2 Normes d'implantation

Les lignes latérales et arrière du terrain doivent être munies d'un écran visuel continu, suffisant pour obstruer la vue, que ce soit :

- a) Avec une plantation d'arbres, d'une hauteur minimale de 2 mètres, de même variété (haie) sur toute la longueur à couvrir;
- b) Ou avec une clôture opaque de 2 mètres de hauteur minimale et de 3 mètres de hauteur maximale, de même style sur toute la longueur à couvrir; cette clôture doit être entretenue de telle sorte qu'elle ne soit dépourvue ni complètement ni partiellement de son revêtement et qu'elle demeure d'apparence uniforme.

Lorsque ces exigences relatives à l'aménagement d'un écran visuel continu sont rencontrées par une zone adjacente où les seuls usages autorisés sont un parc ou un espace vert, celles-ci peuvent être levées.

En aucun cas, cet assouplissement ne peut avoir pour effet de diminuer la portée des dispositions applicables quant à la façon de mesurer l'espace laissé libre de toute construction.

### 4.13 DISPOSITIONS APPLICABLES À L'ENTREPOSAGE EXTÉRIEUR

#### 4.13.1 Dispositions applicables à l'entreposage à l'extérieur d'un parc ou d'une zone industrielle

Toute entreprise ou individu, que l'activité principale soit l'entreposage ou non et qui entrepose à l'extérieur d'un édifice, doit respecter les normes d'implantation suivantes:

- a) Être située à un minimum de 6 mètres de la limite du terrain où est prévue l'activité;
- b) L'entreposage devra se faire à une distance minimale de 500 mètres de tout lac, cours d'eau ou source d'approvisionnement en eau potable ;
- c) Le terrain doit être aménagé selon les normes prévues à l'article 4.12.2.



4.13.2 Dispositions applicables à l'entreposage à l'intérieur d'un parc ou d'une zone industrielle

Toute entreprise ou individu, dont l'activité principale soit l'entreposage ou non, qui entrepose à l'extérieur d'un édifice ne peut s'implanter à moins de 12 mètres de la limite du parc ou de la zone industrielle. Les terrains adjacents à une zone où les usages autorisés sont autres qu'industriels doivent être aménagés selon les normes prévues à l'article 4.12.2

4.14 DISPOSITIONS APPLICABLES À UN LIEU D'ENFOUISSEMENT SANITAIRE

4.14.1 Normes de localisation et d'implantation

- a) Aucun lieu d'enfouissement sanitaire ne peut être situé à moins de 150 mètres de toute route;
- b) Le propriétaire, le locataire ou l'occupant d'un lieu d'enfouissement sanitaire visible d'une route doit aménager les lignes latérales et arrière du terrain d'un écran visuel continu selon les normes prévues à l'article 4.12.2.

4.14.2 Site d'enfouissement désaffecté

Un terrain qui a été utilisé comme lieu d'enfouissement sanitaire ou d'élimination des déchets et qui est désaffecté, ne peut être utilisé pour fins de construction sans une autorisation écrite du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs du Québec.

4.15 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX SITES D'EXTRACTION

4.15.1 Normes de localisation

Les aires d'exploitation d'une nouvelle carrière ou sablière sont assujetties aux conditions suivantes:

- a) Sauf pour les travaux publics exécutés par le ministère des Transports, il est interdit d'ouvrir de nouveaux sites d'extraction (carrières et sablières) à moins de 600 mètres de la Route 271 faisant partie du circuit touristique *La Route du Sud* ;
- b) Être situées à une distance minimale de 1 kilomètre de toute prise d'eau servant à l'alimentation d'un réseau d'aqueduc, à moins que l'exploitant ne soumette une étude hydrologique à l'appui de sa demande démontrant que l'exploitation du nouveau site d'extraction ne portera pas atteinte à la prise d'eau;
- c) Être situées à une distance horizontale minimale de 75 mètres de tout cours d'eau à débit régulier ou intermittent ou lac;
- d) Être situées à une distance minimale de 70 mètres de toute voie publique. Cette distance est réduite à 35 mètres dans le cas d'une nouvelle sablière;
- e) Être situées à une distance minimale de 20 mètres de la ligne de propriété de tout terrain appartenant à un autre propriétaire que celui du terrain où se trouve le site d'extraction;
- f) Les nouvelles voies d'accès de tous les nouveaux sites d'extraction doivent être situées à une distance minimale de 25 mètres de toute construction;

- g) L'exploitation de toute nouvelle carrière et sablière devra débuter à l'arrière des terrains de façon à minimiser les impacts visuels en bordure des voies publiques durant la période d'exploitation. L'exploitant devra également déposer, à la municipalité, un plan d'aménagement démontrant de quelle façon le site sera réhabilité après son exploitation. Dans le cas où il est impossible d'exploiter la carrière ou la sablière de l'arrière vers l'avant du terrain, l'exploitant devra déposer à la municipalité un plan d'aménagement démontrant cette impossibilité;
- h) Il est interdit d'établir une nouvelle carrière ou une nouvelle sablière dans un territoire municipal zoné pour des fins résidentielles, commerciales ou mixtes (commerciales – résidentielles). Il est également interdit d'établir une nouvelle carrière à moins de 600 mètres d'un tel territoire ou d'établir une nouvelle sablière à moins de 150 mètres de celui-ci ;
- i) Une nouvelle carrière doit être située à une distance minimale de 600 mètres de toute habitation, institution d'enseignement, temple religieux, terrain de camping ou tout établissement au sens de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux (L.R.Q., c. S-5)*. Le présent alinéa s'applique également aux nouvelles sablières, sauf que la norme de distance minimale est de 150 mètres ;
- j) Les usages résidentiels (à l'exception d'une résidence appartenant ou louée au propriétaire ou à l'exploitant d'un site d'extraction), commerciaux, institutionnels et de services sont interdits à moins de 150 mètres d'une sablière et de 600 mètres d'une carrière existante.

#### 4.15.2 Normes d'implantation

Dès le début de l'exploitation, une plantation d'arbres d'une largeur minimale de 20 mètres tenant lieu d'écran visuel devra être aménagée sur le périmètre des nouveaux sites d'extraction non dissimulés par une forêt existante.

#### 4.16 DISPOSITIONS APPLICABLES POUR UN ACCÈS À UNE ROUTE SOUS LA RESPONSABILITÉ DU MINISTÈRE DES TRANSPORTS

Toute intervention ayant pour effet de modifier l'accès à une route sous la responsabilité du ministère des Transports du Québec, exige au préalable l'obtention d'un permis de ce ministère.

On entend par intervention, la construction d'un accès à un immeuble (terrain vacant ou construit), modification à un accès, à une entrée, changement de vocation d'un accès, construction d'une rue, fermeture d'un fossé d'une route.

Les largeurs minimales requises des accès le long du réseau routier supérieur sont les suivantes:

USAGE	LARGEUR
Résidentiel	6 mètres
Commercial	11 mètres
Industriel	11 mètres
Agricole	8 mètres

#### 4.17 DISPOSITION APPLICABLE À UN CHENIL

Le propriétaire ou l'exploitant d'un chenil doit clôturer le terrain avec une clôture de type « Frost » ou équivalente, d'une hauteur maximale de 2 mètres.

4.18 DISPOSITIONS APPLICABLES À L'AMÉNAGEMENT DES TERRAINS

4.18.1 Conservation de l'aspect naturel des terrains

En autant que possible, on devra préserver l'aspect naturel des terrains (boisé, pente naturelle, rocher en saillie, etc.) au moment de la construction.

4.18.2 Aménagement des aires libres  
[Règ. 447/01-2006, le 13 mai 2008]

Les parties de terrain ne servant pas ou ne devant pas servir à des aménagements pavés ou construits devront être terrassées convenablement, ensemencées de gazon ou de tourbe ou recouvertes adéquatement de tout assemblage constituant une surface propre et résistante.

L'aménagement des aires libres doit être complètement réalisé 24 mois après l'émission du permis de construction.

Cet article ne s'applique pas aux terrains situés dans les zones à dominance d'exploitations agricoles et agroforestières.

4.18.3 Plantation interdite

La plantation de peupliers, de saules et de trembles ou tout autre espèce d'arbres dont les racines sont reconnues comme étant envahissantes, est interdite sur les voies publiques ainsi que sur une lisière de 6 mètres de largeur en bordure desdites voies ainsi que dans une bande de 6 mètres de part et d'autre des réseaux d'aqueduc et d'égout.

4.19 ARCHITECTURE ET MATÉRIAUX DES CONSTRUCTIONS

4.19.1 Constructions prohibées  
[Règ. 567-2018, le 10-07-2018]

- a) Toute construction en forme d'animal, de fruit ou de légume, ou tendant par sa forme à symboliser un animal, un légume ou un fruit, est interdite sur le territoire municipal.
- b) L'emploi de wagons de chemin de fer, de conteneurs, de remorques, d'autobus, de véhicules désaffectés ou tout autre objet de même nature est prohibé pour toute fin dans le périmètre d'urbanisation, dans les îlots déstructurés et dans les zones de villégiature. Les conteneurs sont cependant autorisés, à titre de bâtiment secondaire, dans la zone de villégiature V-130 et dans les îlots déstructurés numéro 1 et 2.

L'emploi de wagons de chemin de fer, de conteneurs, de remorques, d'autobus, de véhicules désaffectés ou tout autre objet de même nature est également prohibé dans la zone agricole permanente, dans les cours avant et latérales.

- c) Les constructions de forme ou d'apparence semi-cylindrique, préfabriquée ou non, sauf dans la zone agricole permanente.

4.19.2 Revêtement extérieur

[Règ. 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

- a) Le revêtement extérieur de tout bâtiment doit être complété 18 mois après la date de l'émission du permis;
- b) Abrogé
- c) Les matériaux de revêtement de tous bâtiments secondaires ou complémentaires et de toute construction hors-toit, visibles des voies publiques, doivent s'agencer avec ceux du bâtiment principal. Cette disposition ne s'applique pas aux bâtiments agricoles en zone agricole permanente;
- d) Les surfaces extérieures en bois de toutes constructions doivent être protégées contre les intempéries par de la peinture, teinture, vernis, huile ou recouvertes de matériaux de finition extérieure reconnue et autorisée par le présent règlement. Les surfaces de métal doivent être peinturées, émaillées, galvanisées, anodisées ou traitées de toute autre façon équivalente.

4.19.3 Matériaux prohibés

4.19.3.1 Matériaux prohibés pour la toiture

Sauf pour les bâtiments agricoles situés dans la zone agricole permanente, la tôle galvanisée est prohibée pour le revêtement de la toiture de toutes constructions.

4.19.3.2 Matériaux prohibés pour les murs extérieurs

Les matériaux suivants sont prohibés pour le revêtement extérieur de tous bâtiments autres qu'agricoles :

- a) panneau de fibre de verre translucide ondulé;
- b) tôle galvanisée ou tôle non architecturale (tôle non traitée, endommagée ou rouillée);
- c) bloc de béton non décoratif (à surface lisse);
- d) panneaux de copeaux agglomérés;
- e) bois non protégé des intempéries;
- f) matériau servant habituellement d'isolant thermique tel que polystyrène, uréthane, isolant rigide ou en latte, etc;
- g) bardeau d'asphalte ou papier goudronné;
- h) papier brique;
- i) toile et polythène;
- j) tout autre matériau non conçu pour résister aux intempéries et n'étant pas destiné à servir de revêtement extérieur.

4.20 DISPOSITION RELATIVES AUX HABITATIONS BI-GÉNÉRATION  
[Règ. 559-2018, le 16-05-2018]

L'aménagement d'une habitation bi-génération est autorisé dans toute habitation unifamiliale située dans une zone où cet usage est autorisé, sous réserve du respect des conditions suivantes :

- a) Le second logement doit être occupé exclusivement par les personnes qui ont un lien de parenté avec le propriétaire ou l'occupant du logement principal, incluant leur conjoint et les personnes qui sont à leur charge. Lorsque l'occupant du second logement cesse d'occuper les lieux ou de rencontrer ces conditions, ce second logement doit être détruit ou réaménagé de façon à ce que les lieux ne puissent être utilisés ou destinés à être utilisés comme logement;
- b) L'ajout ou l'intégration des pièces supplémentaires à l'habitation unifamiliale doit se faire en conservant le caractère unifamilial de l'habitation en répondant aux exigences suivantes :
  - Une seule adresse civique par bâtiment est autorisée;
  - Une seule boîte aux lettres par bâtiment est autorisée;
  - Une seule entrée de services d'utilité publique et électrique par bâtiment est autorisée;
  - Seul le logement principal doit avoir son entrée sur la façade principale du bâtiment. L'entrée du second logement doit être située sur un mur latéral ou arrière. Cependant, si une seconde porte est déjà aménagée sur la façade principale d'un bâtiment, celle-ci peut être conservée et être utilisée pour accéder au second logement;
  - Contenir un accès intérieur fonctionnel et permettant de circuler du logement principal au second logement;
- c) Le second logement ne peut occuper plus de 40 % de la superficie d'implantation au sol de l'habitation;
- d) Chaque logement doit comporter au minimum une case de stationnement;
- e) L'habitation doit respecter les mêmes marges de recul minimales que celles des habitations unifamiliales.

Toute personne désirant aménager une habitation bi-génération doit formuler une demande à la Municipalité (certificat d'autorisation) même si le projet ne comporte aucuns travaux nécessitant l'obtention au préalable d'un permis de construction. La demande doit être accompagnée d'une déclaration du propriétaire de l'immeuble à l'effet que le deuxième logement sera occupé par une personne identifiée au paragraphe a) du présent article. Cette déclaration devra identifier la ou les personnes concernées et leur lien de parenté avec l'occupant du logement principal. La demande devra comporter un engagement du propriétaire ou de l'occupant du logement principal à respecter les conditions prévues au présent article et à faire part à la Municipalité de tout changement relatif au respect de cette condition. Une telle déclaration devra être produite à tous les deux ans, à compter de la date de délivrance du certificat d'autorisation. Cette période de deux ans étant calculée à partir de la date de délivrance du certificat d'autorisation.

## CHAPITRE 5 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX OUVRAGES DE CAPTAGE D'EAU POTABLE SOUTERRAINE

### 5.1 LES PÉRIMÈTRES DE PROTECTION

#### 5.1.1 Périmètre de protection immédiate

Une bande de protection d'un rayon de 30 mètres doit s'appliquer autour des ouvrages de captage d'eau potable souterraine alimentant un réseau public ou privé alimentant plus de 20 personnes. Cette aire peut présenter une superficie moindre si une étude hydrogéologique établie sous la signature soit d'un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, soit un géologue membre de l'Ordre des géologues du Québec démontre la présence d'une barrière naturelle de protection, par exemple la présence d'une couche d'argile. À l'intérieur de cette bande, aucune construction, ouvrage ou activité n'est autorisé sauf ceux nécessaires pour les fins d'utilisations de la prise d'eau potable.

Ce périmètre est obligatoirement délimité par une clôture cadencée d'une hauteur minimale de 1,80 mètre pour les ouvrages dont le débit moyen est supérieur à 75 m<sup>3</sup>/jour.

#### 5.1.2 Périmètre de protection rapprochée

Un périmètre de protection rapprochée doit être établi pour tout nouvel ouvrage de captage d'eau potable souterraine dont le débit est supérieur à 75m<sup>3</sup>/jour.

Le périmètre de protection rapprochée correspond à la distance théorique à parcourir par l'eau aboutissant à l'ouvrage de captage. Cette distance doit être établie dans une étude hydrogéologique et correspondre à un délai de 60 jours. Le rayon de protection bactériologique est fixé à 100 mètres et celui virologique à 200 mètres du lieu de captage. Cependant, ces aires de protection pourront être différentes si elles sont établies conformément à une étude hydrogéologique réalisée soit par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, soit par un géologue membre de l'Ordre des géologues du Québec et que la vulnérabilité des eaux souterraines a été évaluée par l'application de la méthode DRASTIC.

À l'intérieur de ce périmètre, les restrictions à l'utilisation peuvent être classées en trois catégories: activités interdites, activités tolérées et activités réglementées. Ces restrictions doivent être précisées dans l'étude hydrogéologique déterminant le périmètre de protection. Sur la base de cette étude, le conseil municipal adoptera les règlements nécessaires à la protection de l'ouvrage de captage d'eau souterraine.

#### 5.1.3 Périmètre de protection éloignée

Un périmètre de protection éloignée doit être établi pour tout nouvel ouvrage de captage d'eau souterraine dont le débit est supérieur à 75m<sup>3</sup>/jour. Les aires de protection (bactériologique et virologique) doivent être établies par une étude hydrogéologique réalisée soit par un ingénieur membre de l'Ordre des ingénieurs du Québec, soit par un géologue membre de l'Ordre des géologues du Québec et par la méthode DRASTIC.

À l'intérieur du périmètre de protection éloignée identifié dans l'étude hydrogéologique d'un ouvrage de captage d'eau souterraine alimentant un réseau public ou privé, les municipalités devront régir les usages et constructions autorisés de façon à empêcher le déversement de contaminants persistants. Toute activité située à l'intérieur de l'aire d'alimentation d'un ouvrage de captage doit être évaluée en fonction de son impact potentiel sur la qualité de l'eau souterraine et sur sa quantité.

**5.2 DISTANCES MINIMALES PRESCRITES DE FAÇON RÉCIPROQUE POUR CERTAINS USAGES ET ACTIVITÉS PAR RAPPORT À UNE PRISE D'EAU POTABLE ALIMENTANT UN RÉSEAU PUBLIC OU PRIVÉ**

<b>USAGES / ACTIVITÉS</b>	<b>DISTANCE MINIMALE (en mètres)</b>
Ancien dépotoir	500
Dépôt en tranchée	500
Aire d'enfouissement	300
Carrière, sablière	1 000
Nouvel établissement de production animale sur fumier liquide et solide	300
Épandage de fumier ou de lisier	30
Zone inondable	30
Cimetière, mausolée, crématorium	80
Site pour l'élimination des neiges usées	300

**5.3 DISPOSITIONS RELATIVES À L'IMPLANTATION D'UN NOUVEL OUVRAGE DE CAPTAGE D'EAU POTABLE SOUTERRAINE**

L'implantation d'un nouvel ouvrage de captage d'eau potable souterraine ayant un débit inférieur à 75m<sup>3</sup>/jour et desservant moins de 20 personnes est interdite :

- a) À moins de 30 mètres de tout système non étanche de traitement des eaux usées. Toutefois, lorsque cette distance ne peut être respectée, il est permis d'aménager, à une distance moindre d'au moins 15 mètres d'un système non étanche de traitement des eaux usées, un puits tubulaire foré de manière à obtenir, tout le long de la profondeur requise pour le scellement, un diamètre d'au moins 10 cm supérieur au diamètre nominal du tubage. Le tubage doit être installé à au moins 5 mètres de profondeur à partir de la surface du sol; l'espace annulaire doit être rempli selon les règles de l'art au moyen d'un matériau qui assure le scellement étanche durable;
- b) À moins de 15 mètres d'un système étanche de traitement des eaux usées;
- c) À moins de 30 mètres d'une parcelle en culture. On entend par "parcelle" une portion de terrain d'un seul tenant, constituée d'une même culture et nécessitant une même fertilisation, qui appartient à un même propriétaire;
- d) Dans une zone inondable à récurrence 0-20 ans à moins que ce soit dans le but de remplacer un ouvrage existant le 15 juin 2002. Dans une zone inondable 20-100 ans, seul est permis l'aménagement d'un puits tubulaire conforme aux normes fixées pour un ouvrage à moins de 30 mètres d'un système non étanche.

## CHAPITRE 6 NORMES D'IMPLANTATION

[Règ. 482-2012, 20 juin 2012]

Les marges de recul sont propres à chaque zone. Dans le cas d'un terrain d'angle, d'un terrain d'angle transversal et d'un terrain transversal, la marge de recul avant prescrite doit être appliquée sur tous les cotés bornés par une rue publique ou privée.

La façade de tout bâtiment principal doit faire face à une rue. Cette disposition ne s'applique pas aux terrains riverains et aux terrains d'une zone agricole ou agroforestière.

### 6.1 DISPOSITIONS APPLICABLES LE LONG DE LA ROUTE 271

La marge de recul avant minimale le long de la Route 271, entre la limite municipale de la Ville de Saint-Georges et le périmètre urbain de Saint-Benoît-Labre, est de 90 mètres pour les nouveaux lotissements et pour les nouvelles implantations résidentielles comprenant 10 lots et plus, et pour les nouveaux lotissements et les nouvelles constructions à des fins institutionnelles et récréatives.

Ces normes d'implantation peuvent être inférieures si :

- Des mesures d'atténuation (écran anti-bruit – mur ou butte – autre) sont mise en œuvre de façon à assurer un climat sonore extérieur faible (55 dBA et moins). Ces mesures doivent être attestées par une étude d'ingénieur ou d'un professionnel spécialisé en acoustique;
- Une étude réalisée par un ingénieur ou un professionnel spécialisé en acoustique démontre que la distance réelle de l'isophone est inférieure à la norme prescrite en raison des caractéristiques du site;
- Le débit journalier moyen estival (djme) a diminué par rapport au niveau de 2002 (djme de 6000);
- La vitesse autorisée sur la route visée a été abaissée (moins de 90 km/h).

Pour les autres usages, cette marge est de 8 mètres.

### 6.2 DISPOSITIONS APPLICABLES À CERTAINS CAS D'EXCEPTION

#### 6.2.1 Dispositions applicables à la marge de recul avant

Les normes suivantes devront être appliquées pour établir la marge de recul avant:

- a) Lorsqu'une seule construction peut être implantée sur un seul terrain vacant situé entre 2 constructions existantes, la marge de recul avant minimale doit être la moyenne des marges des constructions existantes adjacentes;
- b) Lorsqu'une construction doit être érigée à la suite de la dernière construction existante sur une rue et que celle-ci est située en deçà de la marge prescrite, la marge de recul doit être réajustée à celle exigée par la réglementation de la zone;

Toutefois, la différence de recul entre 2 constructions voisines ne doit pas être de plus de 2 mètres et, si l'on n'a pas atteint la marge de recul obligatoire, le rattrapage devra se faire sur la ou les constructions suivantes. En aucun cas, la marge de recul avant ne peut être inférieure à 2 mètres de la rue.



6.3 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES RÉSIDENTIELLES (Ra) et (Rb) ET AUX ÎLOTS DÉSTRUCTURÉS  
 [Règ. 447/01-2006, le 13 mai 2008]

TYPE D'USAGE	MARGES DE REcul MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant <sup>(2)</sup> Voir art. 6.1	Arrière <sup>(2)</sup>	Latérales <sup>(1)</sup>	Superficie minimale	Nombre maximum d'étage
Unifamilial isolé	6 m	25% de la profondeur du terrain	2 m de chaque côté	65 m <sup>2</sup>	2
Unifamilial jumelé	6 m			50 m <sup>2</sup>	2
Bifamilial (duplex)	6 m			50 m <sup>2</sup>	2
Unifamilial en rangée	6 m			50 m <sup>2</sup>	2
Multifamilial	6 m			-	2

- (1) Dans le cas d'une habitation unifamiliale jumelée ou en rangée, les marges latérales se calculent à partir des murs situés aux extrémités de la construction. La marge latérale du ou des murs mitoyens est nécessairement "0".
- (2) Dans le cas d'un terrain riverain, la marge de recul (10m ou 15m) est établie en fonction de la localisation de la façade.

6.3.1 Disposition particulière applicable à un îlot de type 2 (sans morcellement)  
 [Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

Dans un îlot déstructuré de type 2, la construction d'une nouvelle résidence est autorisée sur une unité foncière vacante tel que publiée au registre foncier ou au rôle d'évaluation foncière en date du 20 août 2008. En plus des règlements d'urbanisme municipaux applicables, s'ajoute la disposition suivante :

- La superficie maximale utilisée à des fins résidentielles ne doit pas excéder 3 000 m<sup>2</sup> ou 4 000 m<sup>2</sup> en bordure d'un plan d'eau ou dans un corridor riverain. Cependant, advenant le cas où la résidence ne serait pas implantée à proximité d'une voie de circulation et qu'un chemin d'accès devrait être construit pour se rendre à la résidence, ce dernier pourra s'additionner à la superficie de 3 000 m<sup>2</sup> ou 4 000 m<sup>2</sup> et devra être d'un minimum de 5 mètres de largeur. Dans ce cas, la superficie totale d'utilisation à des fins résidentielles ne pourra excéder 5 000 m<sup>2</sup>, et ce, incluant le chemin d'accès.

6.3.2 Dispositions applicables à l'aménagement de logement dans les sous-sols  
 [Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

L'aménagement de logements au sous-sol d'un bâtiment résidentiel est permis aux conditions suivantes:

- a) Les logements doivent être pourvus d'une entrée distincte;
- b) La hauteur du plancher fini au plafond fini de toutes les pièces habitables doit être d'au moins 2,4 mètres;
- c) Une case de stationnement hors-rue doit être prévue pour chaque logement aménagé.

**6.4 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MAISONS MOBILES**

TYPE D'USAGE	MARGES DE REcul MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant Voir art. 6.1	Arrière	Latérales	Superficie minimale	Nombre maximum d'étage
Maison mobile	6 m	10% de la profondeur du terrain	2 m de chaque côté	52,5 m <sup>2</sup>	1

Toutes les dispositions de l'article 4.8 s'appliquent.

**6.5 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES COMMERCIALES (Ca) et (Cb)**

TYPE D'USAGE	MARGES DE REcul MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant Voir article 6.1	Arrière	Latérales	Superficie Minimale	Nombre maximum d'étage
Résidentiel	Selon les dispositions de l'article 6.3				
Maison mobile	Selon les dispositions de l'article 6.4				
Commercial (Ca)	6 m	10% de la profondeur du terrain	2 m de chaque côté	40 m <sup>2</sup>	2
Commercial (Cb)	8 m	15% de la profondeur du terrain		-	3
Station-service	12 m	10% de la profondeur du terrain	8 m de chaque côté	50 m <sup>2</sup>	1

**6.5.1 Dispositions applicables aux stations-service**

- a) Dans toute la largeur de l'emplacement, le terrain doit être libre de tout obstacle sur une profondeur de 12 mètres à partir de la ligne de rue. Cette prescription exclut les îlots des pompes, la bande gazonnée, les arbres et les poteaux supportant des enseignes ou des lumières pourvu qu'ils ne gênent pas la circulation.
- b) La marge de recul avant minimale des pompes est fixée à 6 mètres, calculée à partir de la ligne de terrain.
- c) Il ne peut y avoir plus de 2 accès sur chaque limite de l'emplacement donnant sur une rue. La largeur maximale d'un accès est fixée à 8 mètres et la distance entre les 2 accès est de 6 mètres. Dans le cas où l'emplacement est en bordure d'une route entretenue par le ministère des Transports, la largeur minimale est de 11 mètres. Ceux-ci doivent être situés à au moins 12 mètres de l'intersection de deux lignes de rue ou de leur prolongement et à au moins 3 mètres des limites séparatrices avec les emplacements voisins.

- d) Le propriétaire doit aménager tous les espaces de stationnement requis pour les véhicules de services, les véhicules des employés et les véhicules en réparation. Toute la superficie carrossable doit être recouverte d'asphalte ou de béton. Les superficies non utilisables doivent être gazonnées ou aménagées adéquatement.

6.5.2 Dispositions applicables à un ou des logements à l'étage dans un bâtiment commercial d'une zone Ca

[Règ. 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

Dans un bâtiment commercial d'une zone Ca, à l'exception des stations-service, l'aménagement d'un logement à l'étage est autorisé aux conditions suivantes :

- a) Le commerce doit obligatoirement être au rez-de-chaussée, avec façade sur rue ;
- b) Toute la largeur du rez-de-chaussée doit être occupée à des fins uniquement commerciales ;
- c) Le logement doit posséder une entrée indépendante du commerce;
- d) Les dispositions relatives aux cases de stationnement s'appliquent à l'usage commercial et à l'usage résidentiel. Le nombre de cases requises est cumulatif.

6.6 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES INDUSTRIELLES ET AU PARC INDUSTRIEL

USAGES INDUSTRIELS	MARGES DE REcul MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant Voir art. 6.1	Arrière	Latérales	Superficie minimale	Nombre maximum d'étage
Terrains limitrophes	12 m	12 m	12 m	40 m <sup>2</sup>	3
Terrains intérieurs	6 m	6 m	6 m	40 m <sup>2</sup>	3

6.6.1 Normes d'implantation à l'intérieur d'un parc ou d'une zone industrielle

L'implantation d'une industrie ne doit pas se faire à moins de 12 mètres de la limite d'un terrain limitrophe du parc ou de la zone industrielle. Les lignes des terrains délimitant un parc ou une zone industrielle doivent être aménagées selon les normes prévues à l'article 6.6.3. Ces normes s'appliquent également à une zone ou à un parc industriel qui est contigu au territoire d'une municipalité voisine.

6.6.2 Normes d'implantation à l'extérieur d'un parc ou d'une zone industrielle

À l'exception des industries assujetties à l'article 6.1, l'implantation d'une nouvelle industrie ne peut se faire à moins de 6 mètres de la limite du terrain où elle sera construite. Le terrain doit être aménagé selon les normes prévues à l'article 6.6.3.

6.6.3 Normes d'aménagement des terrains industriels

Les lignes latérales et arrière du terrain doivent être munie d'un écran visuel continu, suffisant pour obstruer la vue, que ce soit :

- a) Avec une plantation d'arbres d'une hauteur minimale de 2 mètres de même variété (haie) sur toute la longueur à couvrir;

- b) Ou avec une clôture opaque de 2 mètres de hauteur minimale et de 3 mètres de hauteur maximale, de même style sur toute la longueur à couvrir. Cette clôture doit être entretenue de telle sorte qu'elle ne soit dépourvue ni complètement ni partiellement de son revêtement et qu'elle demeure d'apparence uniforme.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux terrains qui délimitent un parc ou une zone industrielle.

Nonobstant ce qui précède, lorsque ces exigences relatives à l'implantation d'une industrie et à l'aménagement d'un écran visuel continu sont rencontrées par une zone adjacente où les seuls usages autorisés sont un parc ou un espace vert, celles-ci peuvent être levées.

En aucun cas, cet assouplissement ne peut avoir pour effet de diminuer la portée des dispositions applicables quant à la façon de mesurer l'espace laissé libre de toute construction.

**6.7 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES PUBLIQUES ET INSTITUTIONNELLES (P)**

TYPE D'USAGE	MARGES DE REcul MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant Voir article 6.1	Arrière	Latérales	Superficie minimale	Nombre maximum d'étage
Public et institutionnel	8 m	15% de la profondeur du terrain	2 m de chaque côté	-	3

**6.8 DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE DE VILLÉGIATURE (V)**  
 [Modifié le 13 mai 2008, Règlement 447/01-2006]

TYPE D'USAGE	MARGES DE REcul MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant	Arrière	Latérales	Superficie	Nombre maximum d'étages
Résidentiel	6 m si la façade est sur la rue et 10 m ou 15 m si la façade est sur le lac	15% de la profondeur du terrain	2 m de chaque côté	50 m <sup>2</sup> minimum	2
Véhicule récréatif				Aucun minimum 3,5 m x 9 m Maximum	1

6.9 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES (A) ET AGROFORESTIÈRES (Ag)  
 [Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

TYPE D'USAGE	MARGES DE REcul MINIMALES			BÂTIMENT PRINCIPAL	
	Avant Voir article 6.1	Arrière	Latérales <sup>(1)</sup>	Superficie minimale	Nombre maximum d'étage
Bâtiment résidentiel	8 m	25 % de la profondeur du terrain	2 m de chaque côté	65 m <sup>2</sup>	2
Bâtiment agricole	15 m	Selon les distances séparatrices établies ou 5 mètres si elles ne s'appliquent pas		-	-

Note (1) : Pour l'implantation d'une résidence unifamiliale sur un terrain d'une superficie de 20 hectares et plus dans une zone agroforestière, les marges latérales applicables sont les suivantes :

- 30 mètres d'une propriété voisine vacante qui n'est pas un champ en culture (ex. boisé, friche, etc.)
- 75 mètres d'un champ en culture situé sur une propriété voisine vacante.

6.9.1 Dispositions particulières applicables pour l'implantation d'une résidence unifamiliale sur une unité foncière vacante de 20 hectares et plus dans une zone agroforestière  
 [Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

En plus des dispositions générales du tableau précédent, les normes particulières suivantes s'appliquent pour l'implantation d'une résidence unifamiliale sur un terrain d'une superficie de 20 hectares et plus :

- a) Une seule résidence est autorisée par unité foncière;
- b) Une seule construction ou usage principal par unité foncière (une résidence ne peut être implantée sur une unité foncière où un bâtiment commercial, industriel, institutionnel ou autre qu'agricole ou forestier est déjà existant);
- c) La superficie maximale utilisée à des fins résidentielles ne doit pas excéder 3 000 m<sup>2</sup> ou 4 000 m<sup>2</sup> en bordure d'un plan d'eau ou dans un corridor riverain. Cependant, advenant le cas où la résidence ne serait pas implantée à proximité d'une voie de circulation et qu'un chemin d'accès devrait être construit pour se rendre à la résidence, ce dernier pourra s'ajouter à la superficie de 3 000 m<sup>2</sup> ou 4 000 m<sup>2</sup> et devra être d'un minimum de 5 mètres de largeur. Dans ce cas, la superficie totale d'utilisation à des fins résidentielles ne pourra excéder 5000 m<sup>2</sup>, et ce, incluant le chemin d'accès.

Lorsqu'une unité foncière admissible se trouve en partie dans une zone agroforestière et dans une zone agricole, c'est la superficie totale de la propriété qui compte pour la superficie minimale requise, mais la résidence doit être implantée à l'intérieur de la zone agroforestière.

6.9.2 Distances séparatrices à respecter pour l'implantation d'une résidence unifamiliale sur une unité foncière vacante de 20 hectares et plus en présence d'un établissement de production animale sur une propriété voisine

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

En date de l'émission d'un permis de construction, l'implantation d'une résidence unifamiliale doit respecter une distance séparatrice selon le tableau suivant :

Type de production	Unités animales	Distance minimale requise (m)
Bovins de boucherie avec CA	225	150
Bovins laitiers avec CA	225	132
Porcine (maternité)	225	236
Porcine (engraissement)	599	322
Porcine (maternité et engraissement)	330	267
Poulet avec CA	225	236
Chevaux (moins de 20)	-	50
Autres productions et sans CA	75	70 calculée comme pour un nouvel établissement

Advenant le cas où la résidence que l'on souhaite implanter se trouve à proximité d'un établissement de production animale dont le certificat d'autorisation prévoit une distance plus grande à respecter que celle est prévu au tableau précédent, c'est la distance qu'aurait à respecter l'établissement de production animale dans le cas d'une nouvelle implantation qui s'applique.

6.9.3 Disposition particulière applicable à la hauteur des constructions et ouvrages dans les zones A-23 et Ag-8

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

Dans les zones A-23 et Ag-8, la hauteur maximale des constructions et des ouvrages est de 316 mètres, dans le rayon de 4 000 mètres identifié sur la carte « plan de zonage – secteur rural » en annexe. Cette hauteur maximale est calculée à partir du niveau de la mer.

## CHAPITRE 7 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MILIEUX NATURELS

### 7.1 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX RIVES ET AU LITTORAL

Toutes les constructions, tous les ouvrages et tous les travaux qui sont susceptibles de détruire ou de modifier la couverture végétale des rives, ou de porter le sol à nu, ou d'en affecter la stabilité, ou qui empiètent sur le littoral doivent, au préalable, obtenir un permis de construction ou un certificat d'autorisation de la municipalité.

Tous les lacs et tous les cours d'eau à débit régulier ou intermittent sont visés par les présentes normes; seuls en sont exclus, les fossés tels que définis à l'article 2.7 du présent règlement.

#### 7.1.1 Dispositions applicables aux rives

[Modifié le 12 août 2008, Règlement 447/02-2006, le 9 septembre 2013, Règlement 508-2013]

Dans la rive, seuls sont autorisés les constructions, les ouvrages et les travaux suivants si leur réalisation n'est pas incompatible avec les mesures de protection recommandées pour les plaines inondables:

- a) La construction ou l'agrandissement d'un bâtiment principal à des fins autres que municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public répondant à toutes les conditions suivantes :
  - les dimensions du terrain ne permettent plus la construction ou l'agrandissement de ce bâtiment principal suite à la création de la bande de protection riveraine et il ne peut raisonnablement être réalisé ailleurs sur le terrain;
  - le lotissement a été réalisé avant l'entrée en vigueur du premier règlement municipal applicable interdisant les constructions dans la rive;
  - le terrain n'est pas situé dans une zone à forts risques d'érosion ou de glissements de terrain identifiée au schéma d'aménagement et de développement révisé;
  - une bande minimale de protection de 5 mètres devra obligatoirement être conservée dans son état naturel ou être renaturalisée (végétaux, arbres, arbustes, etc.).
  
- b) La construction ou l'érection d'un bâtiment complémentaire ou accessoire de type remise ou cabanon est possible seulement sur la partie d'une rive qui n'est pas à l'état naturel et aux conditions suivantes:
  - les dimensions du terrain ne permettent plus la construction ou l'érection de ce bâtiment complémentaire ou accessoire, suite à la création de la bande riveraine;
  - le lotissement a été réalisé avant l'entrée en vigueur du premier règlement municipal applicable interdisant les constructions dans la rive;
  - une bande minimale de protection de 5 mètres devra obligatoirement être conservée dans son état naturel ou être renaturalisée (végétaux, arbres, arbustes, etc.);
  - le bâtiment complémentaire ou accessoire devra reposer sur le terrain sans excavation ni remblayage.

- c) Les ouvrages et travaux suivants relatifs à la végétation:
- la coupe d'assainissement;
  - la récolte d'arbres de 50% des tiges de 10 centimètres et plus de diamètre, à la condition de préserver un couvert forestier d'au moins 50% dans les boisés privés utilisés à des fins d'exploitation forestière ou agricole;
  - la coupe nécessaire à l'implantation d'une construction ou d'un ouvrage autorisé;
  - la coupe nécessaire à l'aménagement d'une ouverture de 5 mètres de largeur donnant accès au plan d'eau, lorsque la pente de la rive est inférieure à 30%;
  - l'élagage et l'émondage nécessaires à l'aménagement d'une fenêtre de 5 mètres de largeur, lorsque la pente de la rive est supérieure à 30%, ainsi qu'un sentier ou un escalier qui donne accès au plan d'eau;
  - les semis et la plantation d'espèces végétales, d'arbres ou d'arbustes et les travaux visant à rétablir un couvert végétal permanent et durable;
  - les divers modes de récolte de la végétation herbacée lorsque la pente de la rive est inférieure à 30% et uniquement sur le haut du talus lorsque la pente est supérieure à 30%.
- d) La culture du sol à des fins d'exploitation agricole à la condition de conserver une bande minimale de végétation de 3 mètres de largeur mesurée à partir de la ligne des hautes eaux. De plus, s'il y a un talus et que le haut de celui-ci se situe à une distance inférieure à 3 mètres à partir de la ligne des hautes eaux, la largeur de la bande de végétation à conserver doit inclure un minimum de 1 mètre sur le haut du talus.
- d) Les ouvrages et travaux suivants :
- les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, s'ils sont assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*;
  - l'installation de clôtures;
  - l'implantation ou la réalisation d'exutoires de réseaux de drainage souterrain ou de surface et les stations de pompage;
  - l'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et ponts ainsi que les chemins y donnant accès;
  - les équipements nécessaires à l'aquaculture;
  - toute installation septique conforme au *Règlement provincial sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* et ses amendements subséquents;
  - lorsque la pente, la nature du sol et les conditions de terrain ne permettent pas de rétablir la couverture végétale et le caractère naturel de la rive, les ouvrages et les travaux de stabilisation à l'aide d'un perré, de gabions ou finalement à l'aide d'un mur de soutènement, en accordant la priorité à la technique la plus susceptible de faciliter l'implantation éventuelle de végétation naturelle;
  - les puits individuels;
  - la reconstruction ou l'élargissement d'une route existante incluant les chemins de ferme et les chemins forestiers;
  - les ouvrages et travaux nécessaires à la réalisation des constructions, ouvrages et travaux autorisés sur le littoral conformément à l'article 7.1.2
  - l'entretien, la réparation et la démolition des constructions et ouvrages existants, utilisés à des fins autres que municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour des fins d'accès public.



7.1.2 Dispositions applicables au littoral

[Règ. 447/01-2006, le 13 mai 2008]

Sur le littoral, seuls sont autorisés les constructions, les ouvrages et les travaux suivants si leur réalisation n'est pas incompatible avec les mesures de protection recommandées pour les plaines inondables:

- a) Les constructions, les ouvrages et les travaux à des fins municipales, commerciales, industrielles, publiques ou pour fins d'accès public, y compris leur entretien, leur réparation et leur démolition, assujettis à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*, de la *Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune (L.R.Q., c. C-61.1)*, de la *Loi sur le régime des eaux (L.R.Q., c. R-13)* et de toute autre loi;
- b) Les travaux de nettoyage et d'entretien, sans déblaiement, à réaliser par la municipalité et la MRC dans les cours d'eau selon les pouvoirs et devoirs qui leur sont conférés par la loi;
- c) Les quais et abris à bateau

Les quais aux conditions suivantes:

- sur pilotis ou sur pieux
- fabriqués de plates-formes flottantes

Les abris à bateau aux conditions suivantes:

- construits sur pieux ou pilotis de type ouvert;
- sans subdivision de quelque nature que ce soit (plancher, aire de rangement, etc.);
- utilisés à aucune autre fin principale, complémentaire ou accessoire (entreposage, terrasse, etc.)
- espace ouvert d'un minimum de 20 cm entre la surface de l'eau et les murs;

Les quais ou abris à bateau doivent avoir une superficie maximale de 15m<sup>2</sup> par propriété et ne pas excéder 8 mètres de longueur, ne pas nuire à la libre circulation des eaux et être installés face à l'ouverture de 5 mètres autorisée dans la bande de protection riveraine permettant l'accès au plan d'eau;

- d) L'aménagement de traverses de cours d'eau relatif aux passages à gué, aux ponceaux et ponts;
- e) Les équipements nécessaires à l'aquaculture;
- f) Les prises d'eau;
- g) L'empiétement sur le littoral nécessaire à la réalisation des travaux autorisés dans la rive;
- h) L'aménagement à des fins agricoles, de canaux d'amenée ou de dérivation pour les prélèvements d'eau dans les cas où l'aménagement de ces canaux est assujetti à l'obtention d'une autorisation en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement*;
- i) L'entretien, la réparation et la démolition de constructions et des ouvrages existants, qui ne sont pas utilisés à des fins municipales, industrielles, commerciales publiques ou d'accès public.

7.2 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX MILIEUX HUMIDES (MARAIS ET MARÉCAGES) ET AUX TOURBIÈRES  
[Règ.447/04-2006, le 19-05-2009]

Dans les milieux humides et les tourbières identifiés sur la carte en annexe du présent règlement, les normes suivantes s'appliquent:

- a) Aucun ouvrage, construction, travaux de remblai ou de déblai, d'irrigation ou de drainage, d'excavation ou de déboisement n'est permis; seule l'interprétation de la nature y est autorisée;
- b) Une bande de protection de 25 mètres autour des marécages, marais et tourbières devra être conservée dans laquelle le prélèvement d'au plus 30% des tiges de bois commercial, par période de 10 ans, est autorisé.

La présente disposition ne s'applique pas aux milieux humides se trouvant dans le périmètre urbain.

7.3 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX TRAVAUX D'ABATTAGE D'ARBRES  
[Règ. 512-2013, le 14-01-2014]

7.3.1 Territoire visé

Les présentes dispositions s'appliquent à l'ensemble de la municipalité, à l'intérieur des zones agricoles, agroforestières et forestières identifiées sur la carte « Plan de zonage, secteur rural » en annexe au règlement de zonage 447-2006.

7.3.2 Travaux sylvicoles autorisés sans certificat d'autorisation

Les travaux suivants ne nécessitent pas de certificat d'autorisation :

- a) L'abattage de moins de 40 % des tiges marchandes uniformément réparties par période de 10 ans;
- b) Le déboisement d'au plus 4 hectares d'un seul tenant par période de 10 ans;  
À l'intérieur des espaces séparant des aires de coupe, l'abattage d'au plus 40 % des tiges marchandes uniformément réparties, incluant le déboisement requis pour la construction de chemins forestiers, est permis par période de 10 ans;
- c) Le déboisement requis pour l'aménagement d'un fossé de drainage ou de ligne et d'un chemin d'accès. La largeur respective de chacun de ces aménagements ne doit pas excéder 6 mètres;
- d) Le déboisement visant à dégager l'emprise requise pour la mise en forme d'un chemin forestier, laquelle emprise ne doit pas excéder une largeur de 20 mètres (incluant les fossés et les accotements) et doit être à l'extérieur de la bande boisée à conserver en bordure d'un boisé voisin;
- e) Le déboisement requis pour implanter une construction (principale ou complémentaire) ou un ouvrage (ex. : installation septique);
- f) Le déboisement requis pour la construction ou l'élargissement de rues privées ou publiques et pour l'implantation et l'entretien d'infrastructures d'utilité publique (à l'exception des éoliennes commerciales);

- g) L'abattage d'arbres pouvant causer des nuisances ou des dommages à la propriété publique ou privée;
- h) L'abattage d'arbres de plantations normalement cultivés à courte révolution pour la production d'arbres ornementaux, d'arbres de Noël et de biomasse énergétique;
- i) Le déboisement requis pour l'exploitation d'une sablière ou d'une carrière. Le déboisement doit se faire graduellement, au fur et à mesure de l'exploitation de la sablière ou de la carrière. Cependant, une bande boisée de 10 mètres doit être conservée en bordure des lignes latérales et arrière d'une propriété foncière voisine.

7.3.3 Travaux sylvicoles nécessitant un certificat d'autorisation (accompagné d'une prescription sylvicole de moins de 2 ans)

- a) Le déboisement de plus de 4 hectares d'un seul tenant par propriété foncière;
- b) Le déboisement sur plus de 30 % de la superficie d'une propriété foncière par période de 10 ans ;
- c) Le déboisement pour la mise en culture des sols, uniquement dans le cas du déplacement d'une parcelle en culture ayant fait l'objet d'une autorisation du MDDEFP ;
- d) Le déboisement nécessaire à l'implantation d'éoliennes commerciales (site d'implantation, voie d'accès, poste de raccordement, etc.) et aux infrastructures de transport de l'énergie électrique produite par le parc éolien (réseau collecteur). Dans ce cas précis, la demande de certificat d'abattage des arbres ne requiert pas le dépôt d'une prescription sylvicole. Toutefois, le promoteur responsable de l'implantation des éoliennes doit obtenir un certificat d'autorisation relatif au déboisement prévu au présent règlement pour chaque propriété foncière sur laquelle une ou plusieurs éoliennes seront implantées. La demande doit être accompagnée des renseignements suivants :
  - 1. Identification du propriétaire concerné et une preuve écrite de l'entente entre le promoteur et le propriétaire;
  - 2. Identification de chacun des lots ou parties de lots concernés;
  - 3. Identification des parcelles et des superficies faisant l'objet du déboisement nécessaire à l'implantation des éoliennes (incluant le site d'implantation, les chemins d'accès, le relevé de tout cours d'eau et la présence de pente de 30 % et plus). La représentation des parcelles à déboiser doit être fournie sur un support numérique compatible avec un système d'information géographique;
  - 4. Le volume de bois récolté et le mode de déboisement (en référence au mode de déboisement tel qu'identifié à l'article 3.4.2 du Cadre de référence relatif à l'aménagement de parcs éoliens en milieux agricoles et forestiers, produit par Hydro-Québec).

Les superficies déboisées pour l'implantation d'éoliennes commerciales ne peuvent être comptabilisées dans le calcul des superficies du propriétaire foncier concerné dans l'application des autres dispositions du présent règlement.

7.3.4 Dispositions particulières à certaines zones boisées à conserver

a) Propriétés foncières boisées voisines

Une bande boisée d'une largeur minimale de 10 mètres doit être conservée en bordure du boisé voisin lorsque la propriété foncière du demandeur a une largeur de plus de 60 mètres au niveau de l'intervention sylvicole. Si un chemin d'accès et/ou un fossé sont présents ou planifiés en bordure du boisé voisin, la bande boisée de 10 mètres doit être maintenue en bordure de ces ouvrages.

À l'intérieur de cette bande, seul l'abattage d'arbres visant à prélever uniformément au plus 40 % des tiges marchandes, incluant les sentiers de débardage, est autorisé par période de 10 ans.

L'interdiction ci-dessus ne s'applique pas si un certificat d'autorisation est émis, accompagné d'une prescription sylvicole qui justifie la coupe dans la bande.

b) Réseau routier

Une bande boisée d'une largeur minimale de 20 mètres doit être conservée en bordure des voies de circulation suivantes :

- La Route 271;
- Le 6<sup>e</sup> Rang;
- Le Chemin du Lac Poulin et la route Laflamme.

À l'intérieur de cette bande boisée, seul l'abattage visant à prélever uniformément au plus 40 % des tiges marchandes, incluant les sentiers de débardage, est autorisé par période de 10 ans.

Cependant, le déboisement dans la bande boisée est autorisé si la densité de la régénération ou celle du terrain adjacent à cette bande est adéquate et uniformément répartie. Une intervention dans la bande doit faire l'objet d'un certificat d'autorisation, accompagné d'une prescription sylvicole qui justifie la coupe dans la bande.

Ces dispositions ne s'appliquent pas aux travaux de déboisement suivants :

- 1 les travaux effectués sur une exploitation agricole et visant à permettre l'utilisation des sols à des fins de production agricole (conformément à l'article 7.3.3, paragraphe c, précédent). Cependant une demande de certificat d'autorisation devra être déposée, accompagnée d'un projet d'aménagement d'une haie brise-vent préparé par un ingénieur forestier ou un agronome et d'un engagement du demandeur à réaliser cette dernière dans les 12 mois suivants la fin des travaux de déboisement;
- 2 les travaux de déboisement effectués pour l'entretien et la mise en place une infrastructure d'utilité publique;
- 3 l'abattage d'arbres pouvant causer ou susceptibles de causer des nuisances ou dommages à la propriété publique ou privée;
- 4 les travaux de déboisement, d'une largeur maximale de 30 mètres, pour procéder à l'ouverture et à l'entretien d'un d'accès à un chemin forestier;

5 les travaux de déboisement d'une partie de la bande boisée pour y implanter une construction (principale ou complémentaire) ou un ouvrage (ex. : installation septique).

c) Érablières

Dans une érablière, seul l'abattage d'arbres visant à prélever au plus 30 % des tiges marchandes uniformément réparties, incluant les sentiers de débardage, est autorisé par période de 10 ans.

Cependant, cette restriction est levée lorsqu'une prescription sylvicole certifie qu'au moins 40% des tiges marchandes doivent faire l'objet d'une coupe de récupération.

Le déboisement ou l'abattage d'arbres dans une érablière située dans la zone agricole permanente est assujéti aux normes de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles*.

d) Zones de fortes pentes

1. Pentes de 30 % à 49 % :

Seul l'abattage d'arbres visant à prélever uniformément au plus 40 % des arbres, incluant les sentiers de débardage, est autorisé par période de 10 ans;

2. Pente de 50 % et plus

Seul l'abattage d'arbres visant à prélever uniformément au plus 10 % des arbres, incluant les sentiers de débardage, est autorisé par période de 10 ans.

Dans ces deux cas, la mise en place et l'entretien d'infrastructures d'utilité publique sont autorisés.

7.4 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX AIRES DE PENTE DE 30% ET PLUS

[Règlement 447/05-2006, le 11 janvier 2011]

Dans le cas d'une pente de 30% et plus, est interdit dans le talus et dans une bande équivalente à deux fois sa hauteur, à son sommet et à sa base, (à moins qu'un avis géotechnique ne démontre l'absence de danger ou qu'une étude géotechnique ne prescrive les travaux qui permettront d'éliminer le danger que ces travaux peuvent représenter. Sont exemptés de cette obligation, les constructions et bâtiments complémentaires suivants : les remises et cabanons d'une superficie maximale de 14 m<sup>2</sup>, les galeries, perrons, porches, patio, pergolas, kiosques, tonnelles et gloriottes) :

- a) Toute construction, infrastructure, installation septique, etc.;
- b) Tout remblai et toute surcharge dans le talus et à son sommet;
- c) Toute excavation dans le talus et à sa base;
- d) Tout drainage en direction du talus;
- e) Tout déboisement sauf les travaux autorisés à l'article 7.3 du présent règlement.

L'avis et l'étude doivent être réalisés par un ingénieur en géotechnique, soit un ingénieur civil ou géologue travaillant pour une firme ou un organisme dont le mandat principal est réputé être la géotechnique.

## CHAPITRE 8 DISPOSITIONS APPLICABLES AUX DISTANCES SÉPARATRICES DANS LES PRATIQUES AGRICOLES

### 8.1 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES AUX ÉTABLISSEMENTS DE PRODUCTION ANIMALE

#### 8.1.1 Constructions et équipements protégés [Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

Les distances séparatrices sont applicables pour toute unité d'élevage, sous réserve du droit au développement consenti à certaines exploitations agricoles (article 8.3 du présent chapitre).

Elles doivent être calculées en présence d'une maison d'habitation (à l'exception des résidences construites sur des superficies de 20 hectares et plus dans une zone agroforestière), d'un périmètre d'urbanisation et d'un des immeubles protégés suivants :

- a) Les limites d'un terrain d'un centre récréatif de loisir, de sport ou de culture;
- b) Les limites d'un parc ou d'un espace vert municipal ou régional, à l'exception d'un espace vert linéaire où est implantée une piste récréative telle une piste cyclable;
- c) Les limites d'une plage publique;
- d) Les limites du terrain d'un établissement d'enseignement ou d'un établissement au sens de la *Loi sur la santé et les services sociaux (L.R.Q., c.S-4.2)*;
- e) Les limites d'un terrain de camping;
- f) Les bâtiments sur une base de plein air ou d'un centre d'interprétation de la nature;
- g) Le chalet d'un centre de ski ou d'un club de golf;
- h) Un temple religieux;
- i) Un théâtre d'été;
- j) Un établissement d'hébergement au sens du Règlement sur les établissements touristiques à l'exception d'un gîte touristique, d'une résidence de tourisme ou d'un meublé rudimentaire;
- k) Un bâtiment servant à des fins de dégustation de vins dans un vignoble ou un établissement de restauration de 20 sièges et plus détenteur d'un permis d'exploitation à l'année, ainsi qu'une table champêtre ou toute autre formule similaire lorsqu'elle n'appartient pas au propriétaire ou à l'exploitant des installations d'élevage en cause.

#### 8.1.2 Les distances séparatrices

Les distances séparatrices sont obtenues par des formules qui conjuguent 7 paramètres en regard de la catégorie d'unité de voisinage considérée.

Ces paramètres sont les suivants :

Le paramètre «A» est le nombre d'unités animales gardées au cours d'un cycle annuel de production. On l'établit à l'aide du tableau de l'annexe A qui permet son calcul.

Le paramètre «B» est celui des distances de base. Ce tableau est à l'annexe B. Selon la valeur calculée pour le paramètre A, on y choisit la distance de base correspondante.

Le paramètre «C» est celui du coefficient d'odeur. Le tableau de l'annexe C présente ce potentiel d'odeur selon le groupe ou la catégorie d'animaux concernés.

Le paramètre «D» correspond au type de fumier. Ce tableau de l'annexe D nous fournit la valeur de ce paramètre selon le mode de gestion des engrais de ferme.

Le paramètre «E» est celui du type de projet. Selon qu'il s'agit d'établir un nouvel établissement de production animale ou d'agrandir une entreprise déjà existante, le tableau de l'annexe E présente les valeurs à utiliser.

Le paramètre «F» est le facteur d'atténuation. Ce paramètre tient compte de l'effet atténuant de la technologie utilisée. L'annexe F indique quelques valeurs.

Le paramètre «G» est le facteur d'usage. Il est fonction du type de voisinage considéré. L'annexe «G » précise la valeur de ce facteur.

Le paramètre «H» est celui qui tient compte des vents dominants d'été. Ces distances sont à l'annexe H.

Pour établir la distance séparatrice, on multiplie entre eux les paramètres B, C, D, E, F et G.

## 8.2 RECONSTRUCTION À LA SUITE D'UN SINISTRE D'UN BÂTIMENT D'ÉLEVAGE DÉROGATOIRE PROTÉGÉ PAR DES DROITS ACQUIS

Dans l'éventualité où un bâtiment d'élevage dérogatoire protégé par des droits acquis serait détruit ou aurait perdu plus de 50% de sa valeur, suite à un incendie ou par quelque autre cause indépendante de la volonté du propriétaire, la reconstruction est autorisée à condition de maintenir le même nombre d'unité animal et le même type de gestion des effluents d'élevage. L'implantation du bâtiment doit être la même qu'avant le sinistre et la reconstruction est réalisée à l'intérieur d'une période de 12 mois de la date du sinistre.

Par ailleurs, si l'implantation du nouveau bâtiment change, la reconstruction devra être réalisée en conformité avec les règlements en vigueur ou de manière à améliorer la situation antérieure. Les marges latérales et avant prévues à la réglementation municipale devront être respectées. S'il y a impossibilité de respecter ces normes, une dérogation mineure au règlement de zonage pourra être accordée. Cependant, une telle dérogation ne peut être accordée si elle porte atteinte à la jouissance, par les propriétaires des immeubles voisins, de leur droit de propriété.

De plus, toute demande de permis relative au remplacement d'un établissement d'élevage porcin détruit en totalité ou en partie à la suite d'un sinistre survenu après le 7 juin 2005 est assujettie aux dispositions de la consultation publique si la production annuelle d'anhydride phosphorique du projet



est augmentée de plus de 3 200 kilogrammes par rapport à la production annuelle de l'élevage existant avant le sinistre.

8.3 DROIT AU DÉVELOPPEMENT À CERTAINES EXPLOITATIONS AGRICOLES EXISTANTES

L'accroissement de certaines exploitations agricoles existantes ne respectant pas les distances séparatrices est autorisé aux conditions suivantes :

- a) L'exploitation agricole est dénoncée conformément à l'article 79.2.6 de la *Loi sur la protection du territoire et des activités agricoles* ;
- b) Un point du périmètre de toute installation d'élevage, et le cas échéant, de tout ouvrage d'entreposage des déjections animales nécessaires à l'accroissement est à moins de 150 mètres de la prochaine installation d'élevage ou du prochain ouvrage d'entreposage des déjections animales de l'exploitation agricole;
- c) Le nombre d'unités animales, tel que déclaré pour cet exploitation agricole au paragraphe a) est augmenté d'au plus 75 sans excéder 225 ;
- d) Le coefficient d'odeur des catégories ou groupes des nouveaux animaux n'est pas supérieur à celui de la catégorie ou du groupe qui compte le plus d'unité d'élevage.

8.4 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES AUX LIEUX D'ENTREPOSAGE DES ENGRAIS DE FERME<sup>(1)</sup> SITUÉS À PLUS DE 150 MÈTRES D'UN ÉTABLISSEMENT DE PRODUCTION ANIMALE

Dans les situations où des engrais de ferme sont entreposés à l'extérieur de l'établissement de production animale, des distances séparatrices doivent être respectées. Elles sont établies en considérant qu'une unité animale nécessite une capacité d'entreposage de 20 mètres cubes. Par exemple, la valeur du paramètre A, dans le cas d'un réservoir d'une capacité de 1 000 mètres cubes correspond à 50 unités animales. L'équivalence faite, on peut trouver la valeur de B correspondante puis la formule  $B \times C \times D \times E \times F \times G$  s'applique.

Le tableau suivant illustre des cas où C, D, E et F valent 1, seul le paramètre G variant selon l'unité de voisinage dont il s'agit.

CAPACITÉ <sup>(2)</sup> D'ENTREPOSAGE -m <sup>3</sup>	DISTANCES SÉPARATRICES (mètres)			
	Maison d'habitation	Immeuble protégé	Périmètre d'urbanisation	Chemin Public
1 000	148	295	443	30
2 000	184	367	550	37
3 000	208	416	624	42
4 000	228	456	684	46
5 000	245	489	734	49
6 000	259	517	776	52
7 000	272	543	815	54
8 000	283	566	849	57
9 000	294	588	882	59
10 000	304	607	911	61

(1) Pour les fumiers, multiplier les distances ci-dessus par 0.8

(2) Pour d'autres capacités d'entreposage, faire les calculs nécessaires en utilisant une règle de proportionnalité ou les données du paramètre.

### 8.5 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES À L'ÉPANDAGE DES ENGRAIS DE FERME

Concernant l'épandage des engrais de ferme, les distances séparatrices suivantes s'appliquent :

TYPE	MODE D'ÉPANDAGE	DISTANCE REQUISE D'UNE MAISON D'HABITATION, D'UN PÉRIMÈTRE D'URBANISATION OU D'UN IMMEUBLE PROTÉGÉ (mètres)		
		15 juin au 15 août	Autres temps	
L I S I E R	Aéroaspersion	Citerne lisier laissé en surface plus de 24 hres	75	25
		Citerne lisier incorporé en moins de 24hres	25	X
	Aspersion	Par rampe	25	X
		Par pendillard	X	X
	Incorporation simultanée	X	X	
F U M I E R	Frais, laissé en surface plus de 24hres	75	X	
	Frais, incorporé en moins de 24hres	X	X	
	Compost désodorisé	X	X	

X= Épandage permis jusqu'aux limites du champ

Le tableau ci-dessus ne s'applique pas dans le cas de périmètres d'urbanisation non construits. Dans ce cas, l'épandage est permis jusqu'à la limite du champ.

8.6 DISTANCES SÉPARATRICES APPLICABLES EN PRÉSENCE DE VENTS DOMINANTS D'ÉTÉ

Dans le cas d'une nouvelle installation d'élevage, d'un nouvel ensemble d'installations d'élevages, d'un accroissement de cheptel ou d'un remplacement du type d'élevage pour un élevage de suidés (engraissement et maternité), de gallinacés, d'anatidés ou de dindes, les distances séparatrices à appliquer par rapport à une maison d'habitation, à un immeuble protégé ou à un périmètre d'urbanisation exposés aux vents dominants d'été sont celles prévues à l'annexe H.

La direction des vents dominants d'été pour la municipalité de Saint-Benoît-Labre est de l'Ouest et celle-ci est identifiée sur la carte de zonage faisant partie intégrante du présent règlement (Source: MENV, direction du suivi de l'état de l'environnement, Avril 2002).

8.7 DISTANCES SÉPARATRICES EN PRÉSENCE D'UNE RÉSIDENCE UNIFAMILIALE IMPLANTÉE SUR UN TERRAIN DE 20 HECTARES ET PLUS DANS UNE ZONE AGROFORESTIÈRE

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

Suite à l'implantation d'une résidence sur une superficie de 20 hectares et plus dans une zone agroforestière, un établissement d'élevage existant pourra être agrandi, de même que le nombre d'unités animales pourra être augmenté, sans contrainte additionnelle. La nouvelle résidence devient donc « transparente » pour les établissements de production existants.

8.8 DISTANCES SÉPARATRICES EN PRÉSENCE D'UN ÎLOT DÉSTRUCTURÉ

[Règ. 447/06-2006, le 12-07-2011]

Un îlot déstructuré n'ajoute pas de nouvelles contraintes pour la pratique de l'agriculture sur les lots avoisinants par rapport à une résidence existante et située à l'intérieur de l'îlot.

Ces îlots ne peuvent avoir un statut d'immeuble protégé.

À la suite de l'implantation d'une nouvelle résidence, une installation d'élevage existante pourra être agrandie, de même que le nombre d'unités d'élevage augmenté, sans contrainte additionnelle pour l'installation d'élevage. Pour l'application des distances séparatrices relatives aux bâtiments de production animale, ces nouvelles résidences sont considérées comme « transparente », c'est-à-dire qu'aucun des paramètres de distance séparatrice ne leur sont applicables.

ANNEXE A

**NOMBRE D'UNITÉS ANIMALES (PARAMÈTRE A)**

1. Aux fins de la détermination du paramètre A sont équivalents à une unité animale les animaux figurant dans le tableau ci-après en fonction du nombre prévu.
2. Pour toute autre espèce animale, un animal d'un poids égal ou supérieur à 500 kg ou un groupe d'animaux dont le poids total est de 500 kg équivaut à une unité animale.
3. Lorsqu'un poids est indiqué dans la présente annexe, il s'agit du poids de l'animal prévu à la fin de la période d'élevage.

<b>GROUPE OU CATÉGORIE D'ANIMAUX</b>	<b>NOMBRES D'ANIMAUX ÉQUIVALENTS À UNE UNITÉ ANIMALE</b>
Vache, taureau, cheval	1
Veaux d'un poids de 225 à 500 kilogrammes chacun	2
Veaux d'un poids inférieur à 225 kilogrammes chacun	5
Porcs d'élevage d'un poids de 20 à 100 kilogramme chacun	5
Truies et porcelets non sevrés dans l'année	4
Porcelets d'un poids inférieur à 20 kilogrammes chacun	25
Poules ou coqs	125
Poulets à griller	250
Poulettes en croissance	250
Cailles	1 500
Faisans	300
Dindes à griller d'un poids de 13 kilogrammes chacune	50
Dindes à griller d'un poids de 8,5 à 10 kilogrammes chacune	75
Dindes à griller d'un poids de 5 à 5,5 kilogrammes chacune	100
Visons femelles excluant les mâles et les petits	100
Renards femelles excluant les mâles et les petits	40
Moutons et agneaux de l'année	4
Chèvres et chevreaux de l'année	6
Lapins femelles excluant les mâles et les petits	40

MUNICIPALITÉ DE SAINT-BENOÎT-LABRE

**ANNEXE B - DISTANCES DE BASE (PARAMÈTRE B)**

Source: Adapté de l'Association des ingénieurs allemands VDI 3471

U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.	U.A.	m.
1	86	51	297	101	368	151	417	201	456	251	489	301	518	351	544	401	567	451	588
2	107	52	299	102	369	152	418	202	457	252	490	302	518	352	544	402	567	452	588
3	122	53	300	103	370	153	419	203	458	253	490	303	519	353	544	403	568	453	589
4	133	54	302	104	371	154	420	204	458	254	491	304	520	354	545	404	568	454	589
5	143	55	304	105	372	155	421	205	459	255	492	305	520	355	545	405	568	455	590
6	152	56	306	106	373	156	421	206	460	256	492	306	521	356	546	406	569	456	590
7	159	57	307	107	374	157	422	207	461	257	493	307	521	357	546	407	569	457	590
8	166	58	309	108	375	158	423	208	461	258	493	308	522	358	547	408	570	458	591
9	172	59	311	109	377	159	424	209	462	259	494	309	522	359	547	409	570	459	591
10	178	60	312	110	378	160	425	210	463	260	495	310	523	360	548	410	571	460	592
11	183	61	314	111	379	161	426	211	463	261	495	311	523	361	548	411	571	461	592
12	188	62	315	112	380	162	426	212	464	262	496	312	524	362	549	412	572	462	592
13	193	63	317	113	381	163	427	213	465	263	496	313	524	363	549	413	572	463	593
14	198	64	319	114	382	164	428	214	465	264	497	314	525	364	550	414	572	464	593
15	202	65	320	115	383	165	429	215	466	265	498	315	525	365	550	415	573	465	594
16	206	66	322	116	384	166	430	216	467	266	498	316	526	366	551	416	573	466	594
17	210	67	323	117	385	167	431	217	467	267	499	317	526	367	551	417	574	467	594
18	214	68	325	118	386	168	431	218	468	268	499	318	527	368	552	418	574	468	595
19	218	69	326	119	387	169	432	219	469	269	500	319	527	369	552	419	575	469	595
20	221	70	328	120	388	170	433	220	469	270	501	320	528	370	553	420	575	470	596
21	225	71	329	121	389	171	434	221	470	271	501	321	528	371	553	421	575	471	596
22	228	72	331	122	390	172	435	222	471	272	502	322	529	372	554	422	576	472	596
23	231	73	332	123	391	173	435	223	471	273	502	323	530	373	554	423	576	473	597
24	234	74	333	124	392	174	436	224	472	274	503	324	530	374	554	424	577	474	597
25	237	75	335	125	393	175	437	225	473	275	503	325	531	375	555	425	577	475	598
26	240	76	336	126	394	176	438	226	473	276	504	326	531	376	555	426	578	476	598
27	243	77	338	127	395	177	438	227	474	277	505	327	532	377	556	427	578	477	598
28	246	78	339	128	396	178	439	228	475	278	505	328	532	378	556	428	578	478	599
29	249	79	340	129	397	179	440	229	475	279	506	329	533	379	557	429	579	479	599
30	251	80	342	130	398	180	441	230	476	280	506	330	533	380	557	430	579	480	600
31	254	81	343	131	399	181	442	231	477	281	507	331	534	381	558	431	580	481	600
32	256	82	344	132	400	182	442	232	477	282	507	332	534	382	558	432	580	482	600
33	259	83	346	133	401	183	443	233	478	283	508	333	535	383	559	433	581	483	601
34	261	84	347	134	402	184	444	234	479	284	509	334	535	384	559	434	581	484	601
35	264	85	348	135	403	185	445	235	479	285	509	335	536	385	560	435	581	485	602
36	266	86	350	136	404	186	445	236	480	286	510	336	536	386	560	436	582	486	602
37	268	87	351	137	405	187	446	237	481	287	510	337	537	387	560	437	582	487	602
38	271	88	352	138	406	188	447	238	481	288	511	338	537	388	561	438	583	488	603
39	273	89	353	139	406	189	448	239	482	289	511	339	538	389	561	439	583	489	603
40	275	90	355	140	407	190	448	240	482	290	512	340	538	390	562	440	583	490	604
41	277	91	356	141	408	191	449	241	483	291	512	341	539	391	562	441	584	491	604
42	279	92	357	142	409	192	450	242	484	292	513	342	539	392	563	442	584	492	604
43	281	93	358	143	410	193	451	243	484	293	514	343	540	393	563	443	585	493	605
44	283	94	359	144	411	194	451	244	485	294	514	344	540	394	564	444	585	494	605
45	285	95	361	145	412	195	452	245	486	295	515	345	541	395	564	445	586	495	605
46	287	96	362	146	413	196	453	246	486	296	515	346	541	396	564	446	586	496	606
47	289	97	363	147	414	197	453	247	487	297	516	347	542	397	565	447	586	497	606
48	291	98	364	148	415	198	454	248	487	298	516	348	542	398	565	448	587	498	607
49	293	99	365	149	415	199	455	249	488	299	517	349	543	399	566	449	587	499	607
50	295	100	367	150	416	200	456	250	489	300	517	350	543	400	566	450	588	500	607











## ANNEXE C

**COEFFICIENT D'ODEUR PAR GROUPE OU CATÉGORIE D'ANIMAUX  
(PARAMÈTRE C)**

<b>GROUPE OU CATÉGORIE D'ANIMAUX</b>	<b>PARAMÈTRE C</b>
Bovins de boucherie	
- dans un bâtiment fermé	0,7
- sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Bovins laitiers	0,7
Canards	0,7
Chevaux	0,7
Chèvres	0,7
Dindons	
- dans un bâtiment fermé	0,7
- sur une aire d'alimentation extérieure	0,8
Lapins	0,8
Moutons	0,7
Porcs	1,0
Poules	
- poules pondeuses en cage	0,8
- poules pour la reproduction	0,8
- poules à griller ou gros poulets	0,7
- poulettes	0,7
Renards	1,1
Veaux lourds	
- veaux de lait	1,0
- veaux de grains	0,8
Visons	1,1

Note : Pour les autres espèces animales, utiliser le paramètre C=0,8. Ce facteur ne s'applique pas aux chiens, le problème avec ce type d'élevage étant davantage le bruit que les odeurs.

ANNEXE D

TYPE DE FUMIER (PARAMÈTRE D)

<b>MODE DE GESTION DES ENGRAIS DE FERME</b>	<b>PARAMÈTRE D</b>
Gestion solide	
- Bovins de boucherie et laitiers, chevaux, moutons et chèvres	0,6
- Autres groupes ou catégories d'animaux	0,8
Gestion liquide	
- Bovins de boucherie et laitiers	0,8
- Autres groupes et catégories d'animaux	1,0

## ANNEXE E

## TYPE DE PROJET (PARAMÈTRE E)

(NOUVEAU PROJET OU AUGMENTATION DU NOMBRE D'UNITÉS ANIMALES)

AUGMENTATION <sup>(1)</sup> jusqu'à ... (u.a.)	PARAMÈTRE E	AUGMENTATION Jusqu'à ... (u.a.)	PARAMÈTRE E
10 ou moins	0,50	181-185	0,76
11-20	0,51	186-190	0,77
21-30	0,52	191-195	0,78
31-40	0,53	196-200	0,79
41-50	0,54	201-205	0,80
51-60	0,55	206-210	0,81
61-70	0,56	211-215	0,82
71-80	0,57	216-220	0,83
81-90	0,58	221-225	0,84
91-100	0,59	226 et plus	1,00
101-105	0,60	ou nouveau projet	
106-110	0,61		
111-115	0,62		
116-120	0,63		
121-125	0,64		
126-130	0,65		
131-135	0,66		
136-140	0,67		
141-145	0,68		
146-150	0,69		
151-155	0,70		
156-160	0,71		
161-165	0,72		
166-170	0,73		
171-175	0,74		
176-180	0,75		

(1) À considérer selon le nombre total d'animaux auquel on veut porter le troupeau, qu'il y ait ou non agrandissement ou construction de bâtiment. Pour tout projet conduisant à un total de 226 unités animales et plus ainsi que pour tout projet nouveau, le paramètre E=1.

**ANNEXE F**

**FACTEUR D'ATTÉNUATION (PARAMÈTRE F)**

$$F = F_1 \times F_2 \times F_3$$

<b>TECHNOLOGIE</b>	<b>PARAMÈTRE F</b>
Toiture sur lieu d'entreposage - absente - rigide permanente - temporaire (couche de tourbe, couche de plastique)	F <sub>1</sub>  1,0 0,7 0,9
Ventilation - naturelle et forcée avec multiples sorties d'air - forcée avec sorties d'air regroupées et sortie de l'air au-dessus du toit - forcée avec sorties d'air regroupées et traitement de l'air avec laveurs d'air ou filtres biologiques	F <sub>2</sub>  1,0 0,9 0,8
Autres technologies - les nouvelles technologies peuvent être utilisées pour réduire les distances lorsque leur efficacité est éprouvée	F <sub>3</sub>  Facteur à déterminer lors de l'accréditation

**ANNEXE G**

**FACTEUR D'USAGE (PARAMÈTRE G)**

- Pour un immeuble protégé:	G=1,0
- Pour une maison d'habitation:	G=0,5
- Pour un périmètre d'urbanisation:	G=1,5
- Pour une zone de villégiature:	G=1,0

ANNEXE H

**NORMES DE LOCALISATION POUR UNE INSTALLATION D'ÉLEVAGE OU UN ENSEMBLE D'INSTALLATIONS D'ÉLEVAGE AU REGARD D'UNE MAISON D'HABITATION, D'UN IMMEUBLE PROTÉGÉ OU D'UN PÉRIMÈTRE URBANISATION EXPOSÉS AUX VENTS DOMINANTS D'ÉTÉ**

(Les distances linéaires sont exprimées en mètres)

Nature du projet	ÉLEVAGE DE SUIDÉS (engraissement)				ÉLEVAGE DE SUIDÉS (maternité)				ÉLEVAGE DE GALLINACÉS OU D'ANATIDÉS OU DE DINDES DANS UN BÂTIMENT			
	Limite maximale d'unités animales permises <sup>1</sup>	Nombre total <sup>2</sup> d'unités animales	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés <sup>3</sup>	Distance de toute maison d'habitation exposée	Limite maximale d'unités animales permises <sup>1</sup>	Nombre total <sup>2</sup> d'unités animales	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés <sup>3</sup>	Distance de toute maison d'habitation exposée	Limite maximale d'unités animales permises <sup>1</sup>	Nombre total <sup>2</sup> d'unités animales	Distance de tout immeuble protégé et périmètre d'urbanisation exposés <sup>3</sup>	Distance de toute maison d'habitation exposée
Nouvelle installation d'élevage ou ensemble d'installations d'élevage		1-200	900	600		0,25-50	450	300		0,1-80	450	300
		201-400	1 125	750		51-75	675	450		81-160	675	450
		401-600	1 350	900		76-125	900	600		161-320	900	600
		≥ 601	2,25/ua	1,5/ua		126-250	1 125	750		321-480	1 125	750
						251-375	1 350	900		> 480	3/ua	2/ua
Remplacement du type d'élevage	200	1-50	450	300	200	0,25-30	300	200	480	0,1-80	450	300
		51-100	675	450		31-60	450	300		81-160	675	450
		101-200	900	600		61-125	900	600		161-320	900	600
						126-200	1 125	750		321-480	1 125	750
Accroissement	200	1-40	225	150	200	0,25-30	300	200	480	0,1-40	300	200
		41-100	450	300		31-60	450	300		41-80	450	300
		101-200	675	450		61-125	900	600		81-160	675	450
						126-200	1 125	750		161-320	900	600
									321-480	1 125	750	

- Dans l'application des normes de localisation prévues à la présente annexe, un projet qui excède la limite maximale d'unités animales visée à cette annexe doit être considéré comme un nouvel établissement de production animale.
- Nombre total : la quantité d'animaux contenue dans l'installation d'élevage ou l'ensemble d'installations d'élevage d'une unité d'élevage, y compris les animaux qu'on prévoit y ajouter. Lorsqu'on élève ou projette d'élever deux ou plusieurs types d'animaux dans une même unité d'élevage, on a recours aux normes de localisation qui régissent le type d'élevage qui comporte le plus grand nombre d'unités animales sous réserve que ces normes ne peuvent être inférieures à celles qui s'appliqueraient si le nombre d'unités animales était pris séparément pour chaque espèce. Pour déterminer les normes de localisation qui s'appliquent, on additionne le nombre total d'unités animales de l'unité d'élevage et on applique le total ainsi obtenu au type d'élevage majoritaire en nombre d'unités animales.
- Exposé : qui est situé à l'intérieur de l'aire formée par deux lignes droites parallèles imaginaires prenant naissance à 100 mètres des extrémités d'un établissement de production animale et prolongées à l'infini dans la direction prise par un vent dominant d'été.



## CHAPITRE 9 DISPOSITIONS FINALES

### 9.1 DATE D'ADOPTION

La Municipalité de Saint-Benoît-Labre a adopté le présent règlement le 1<sup>er</sup> mai 2006.

### 9.2 DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR

Le présent règlement est entré en vigueur le 20 juin 2006.

### 9.3 ABROGATION DES RÈGLEMENTS ANTÉRIEURS

Le présent règlement abroge le règlement 296-91 ainsi que ses amendements.

### 9.4 AUTORISATION DE SIGNATURES

Le maire et la secrétaire-trésorière sont autorisés à signer le présent règlement.

---

Léonide Grenier, maire

---

Gaétane Vallée, sec.-trés.

# **ANNEXE**

## **Plan de zonage 2 9 1 0 0**

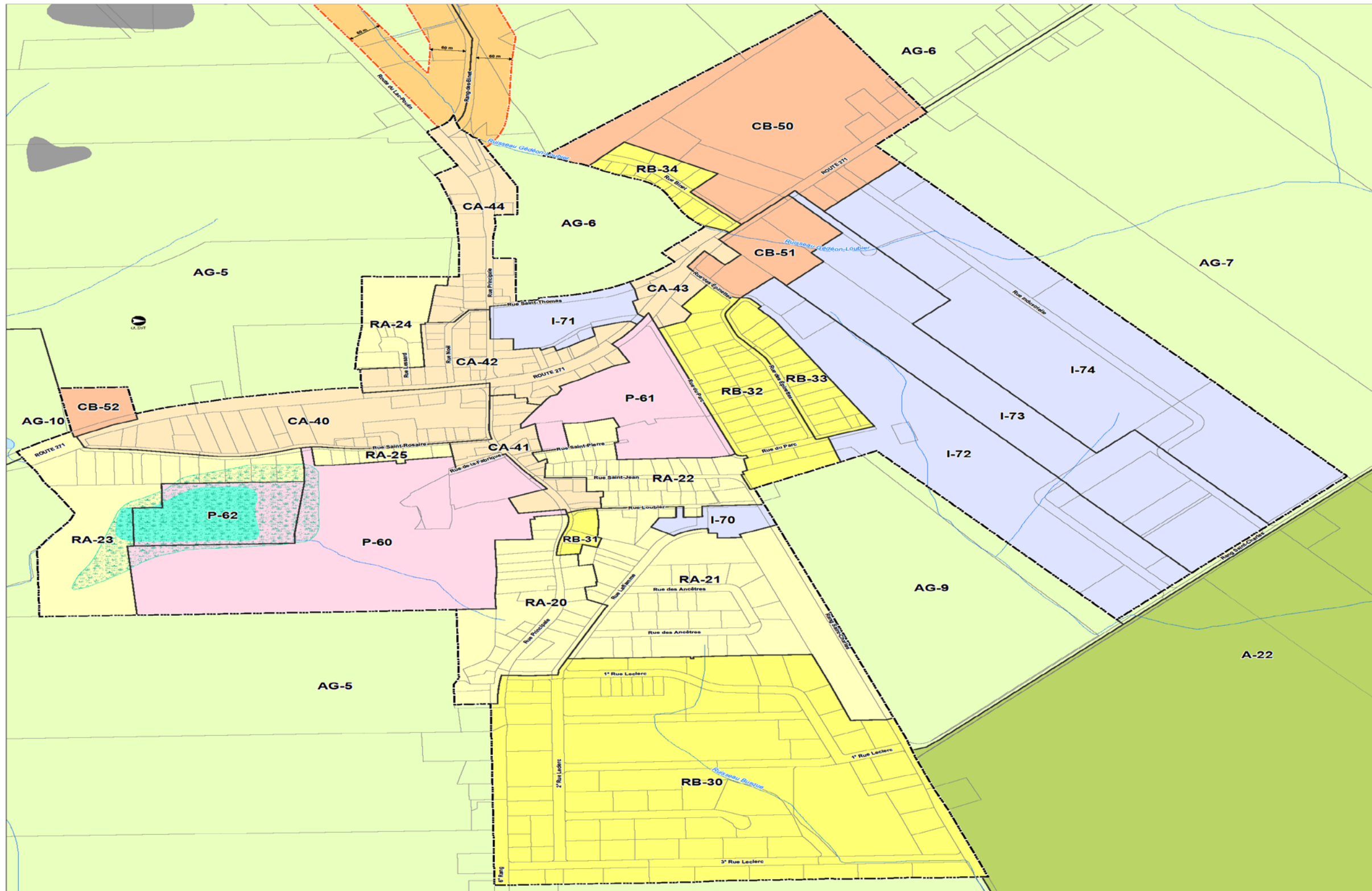
- Périmètre urbain**
- Secteur rural**



**MUNICIPALITÉ DE SAINT-BENOÎT-LABRE (29100)**

**PLAN DE ZONAGE PÉRIMÈTRE URBAIN**

**FEUILLET 1/2**



**Légende**

**Limite de zone**

- RA Résidentielle de faible à moyenne densité
- RB Résidentielle de moyenne à haute densité
- CA Commerciale de voisinage
- CB Commercial d'envergure
- P Publique et institutionnelle
- I Industrielle
- AC Agroflorestiére
- A Agricole
- Cadastre
- Limite de filot déstructuré

**Hydrographie**

- Plan d'eau
- Cours d'eau

**Contraintes naturelles**

**Milieus humides**

- Tourbière
- Tourbière ombrotrophe
- Zone de pente forte (30% et plus)
- Direction des vents dominants d'été



**ÉCHELLE:**  
1:2 500

**GRILLE DE GESTION DU PLAN DE ZONAGE**

Ce plan de zonage fait partie intégrante du règlement de zonage no 447-2006 de la municipalité de Saint-Benoît-Labre

Date d'adoption: 1er mai 2006  
Date d'entrée en vigueur: 20 juin 2006

**MODIFICATIONS:**

Règlement no:	Date:
447-05-2006	11 janvier 2011
447-06-2006	12 juillet 2011
508-2013	10 septembre 2013
515-2013	11 février 2014
521-2014	21 mai 2014

Maire :

Directeur général :

**SOURCES:**

Ministère des ressources naturelles et de la faune du Québec  
Base de données topographiques du Québec à l'échelle de 1:20 000  
Limites administratives du Québec à l'échelle de 1:20 000  
Ordnographiques rose et blanc (1:40 000)

La Municipalité régionale de comté de Beauce-Sartigan

Base de données de la matrice graphique (1/1 000 et 1/5 000)

**RÉFÉRENCE CARTOGRAPHIQUE:**

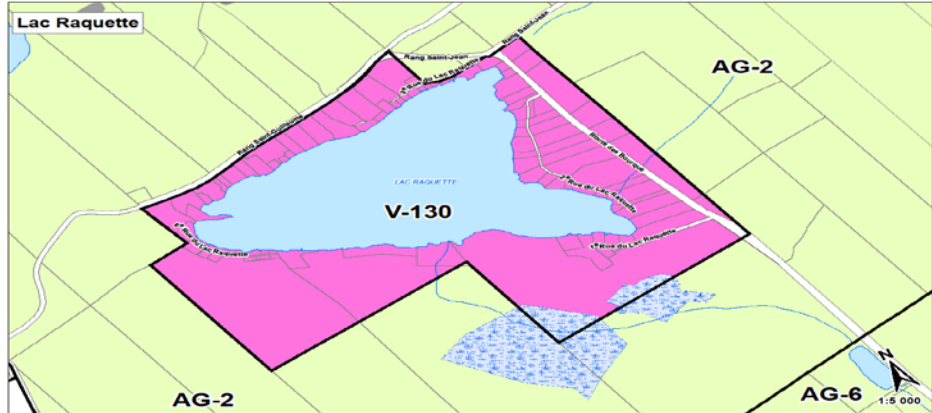
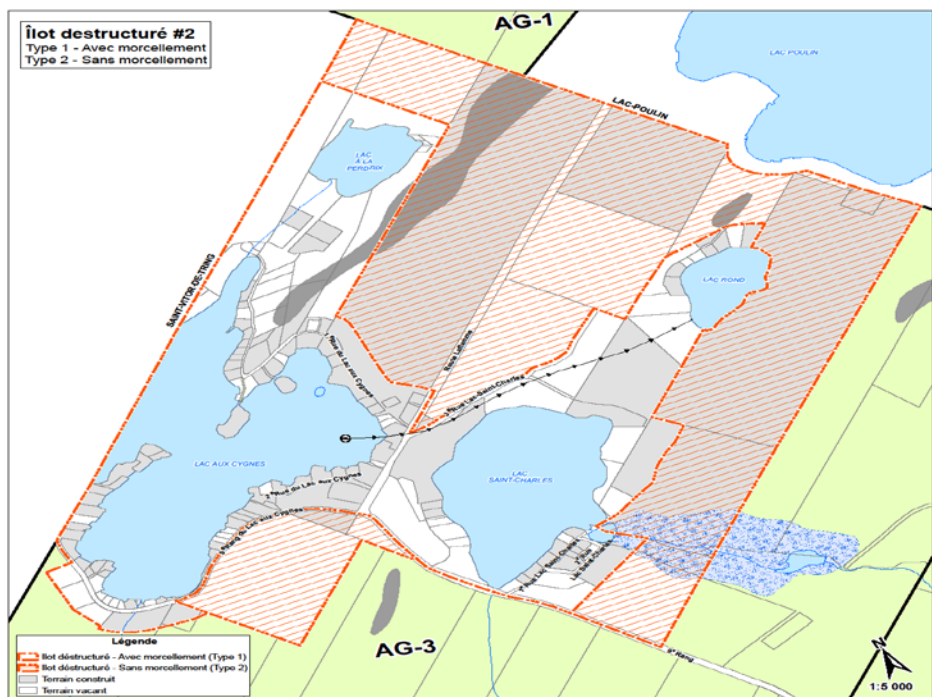
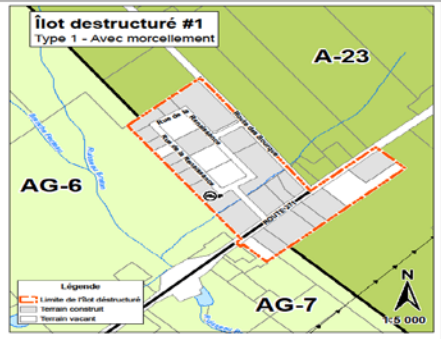
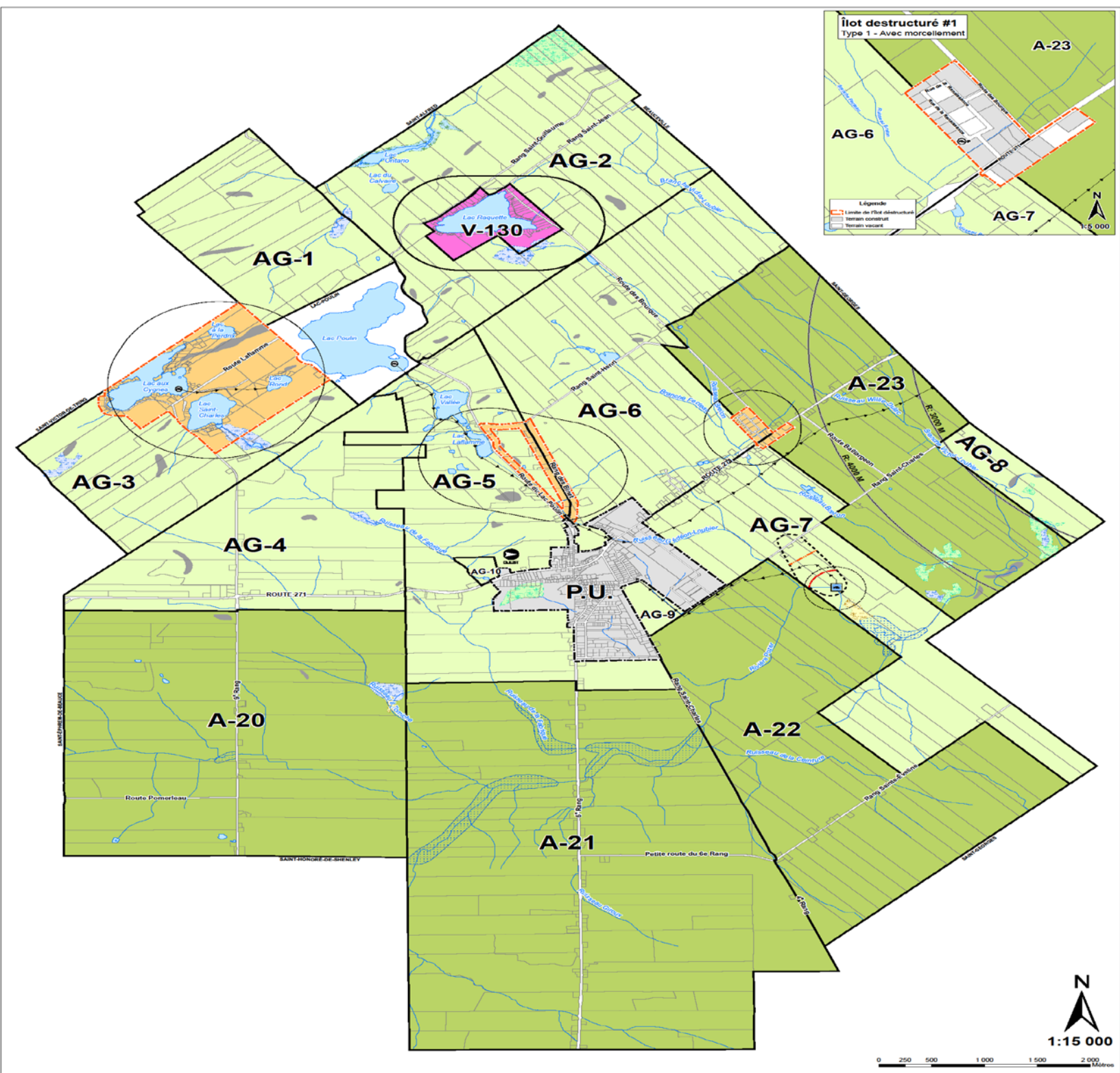
M.T.M NAD83 (niveau 7)

MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMITÉ DE BEAUCE-SARTIGAN  
Service d'aménagement du territoire  
Préparé par: Louise Roy, inf.  
Cartographie: Stéphanie Gagnon  
Date d'impression: 1er juin 2015

**MUNICIPALITÉ DE SAINT-BENOÎT-LABRE (29100)**

**PLAN DE ZONAGE SECTEUR RURAL**

**FEUILLET 2/2**



- Limite de zone**
- AG Agroflorebère
  - A Agricole
  - V Villégiature
  - Cartastre
  - Limite de périmètre urbain
  - Limite de l'îlot destructuré
- Hydrographie**
- Plan d'eau
  - Cours d'eau
- Contraintes naturelles**
- Zone de pente forte (30% et plus)
  - Vents dominants d'est
- Milieus humides**
- Herbier aquatique
  - Marais
  - Marécage
  - Tourbière
- Zone inondable**
- Zone inondable
- Contraintes anthropiques**
- Rayon de protection - Aéroport
  - Puits municipal
  - Prise d'eau potable
  - Conduite d'amenée (localisation approximative)

- Aires de protection du puits municipal**
- Aire d'alimentation
  - Aire de protection (300 m)
  - Aire de protection bactériologique (248 m)
  - Aire de protection virologique (105 m)

**OBJET DE GESTION DU PLAN DE ZONAGE**  
Ce plan de zonage fait partie intégrante du règlement de zonage no 447-2006 de la municipalité de Saint-Benoît-Labre

Date d'adoption: 1er mai 2006  
Date d'entrée en vigueur: 20 juin 2006

**MODIFICATIONS:**

Règlement no:	Date:
447-2006	11 janvier 2011
447-06-2006	12 juillet 2011
515-2013	11 février 2014
521-2014	21 mai 2014

Maire: \_\_\_\_\_  
Directeur général: \_\_\_\_\_

**SOURCES:**  
Ministère des ressources naturelles et de la faune du Québec  
Base de données topographiques du Québec à l'échelle de 1/20 000  
Limites administratives du Québec à l'échelle de 1/20 000  
Orthophotographies noir et blanc (1:40 000)

La Municipalité régionale de comté de Beauport-Sartigan  
Base de données de la matrice graphique (1/1 000 et 1/5 000)

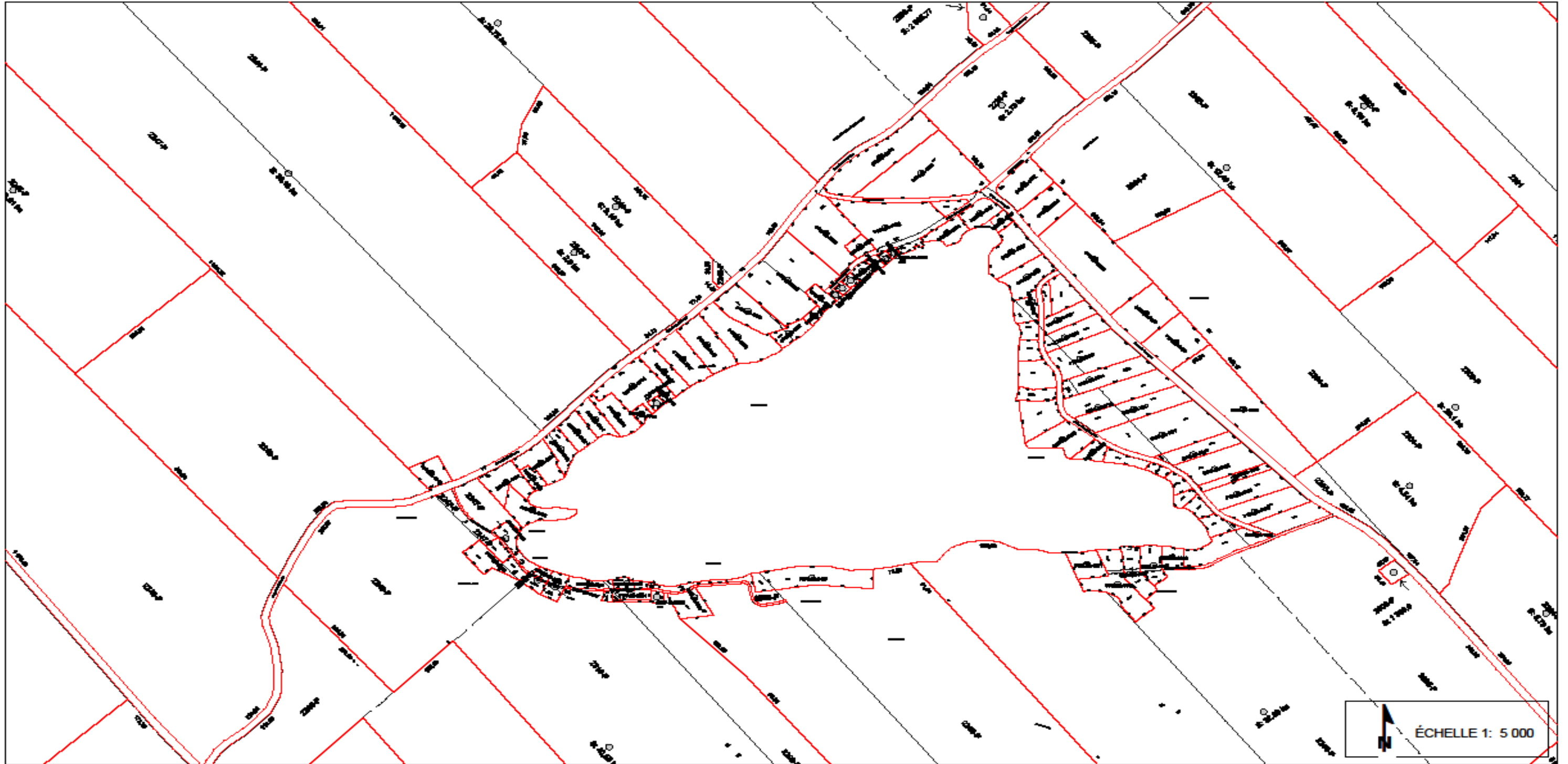
**REFFÉRENCE CARTOGRAPHIQUE:**  
M.T.M. NAD83 (feuille 7)

**MUNICIPALITÉ RÉGIONALE DE COMTÉ DE BEAUPORT-SARTIGAN**  
Service d'aménagement du territoire  
Géomatique - Stéphane Gagnon  
Date d'impression: 1er juin 2015

Lac Raquette (1 de 2)



Lac Raquette (2 de 2)



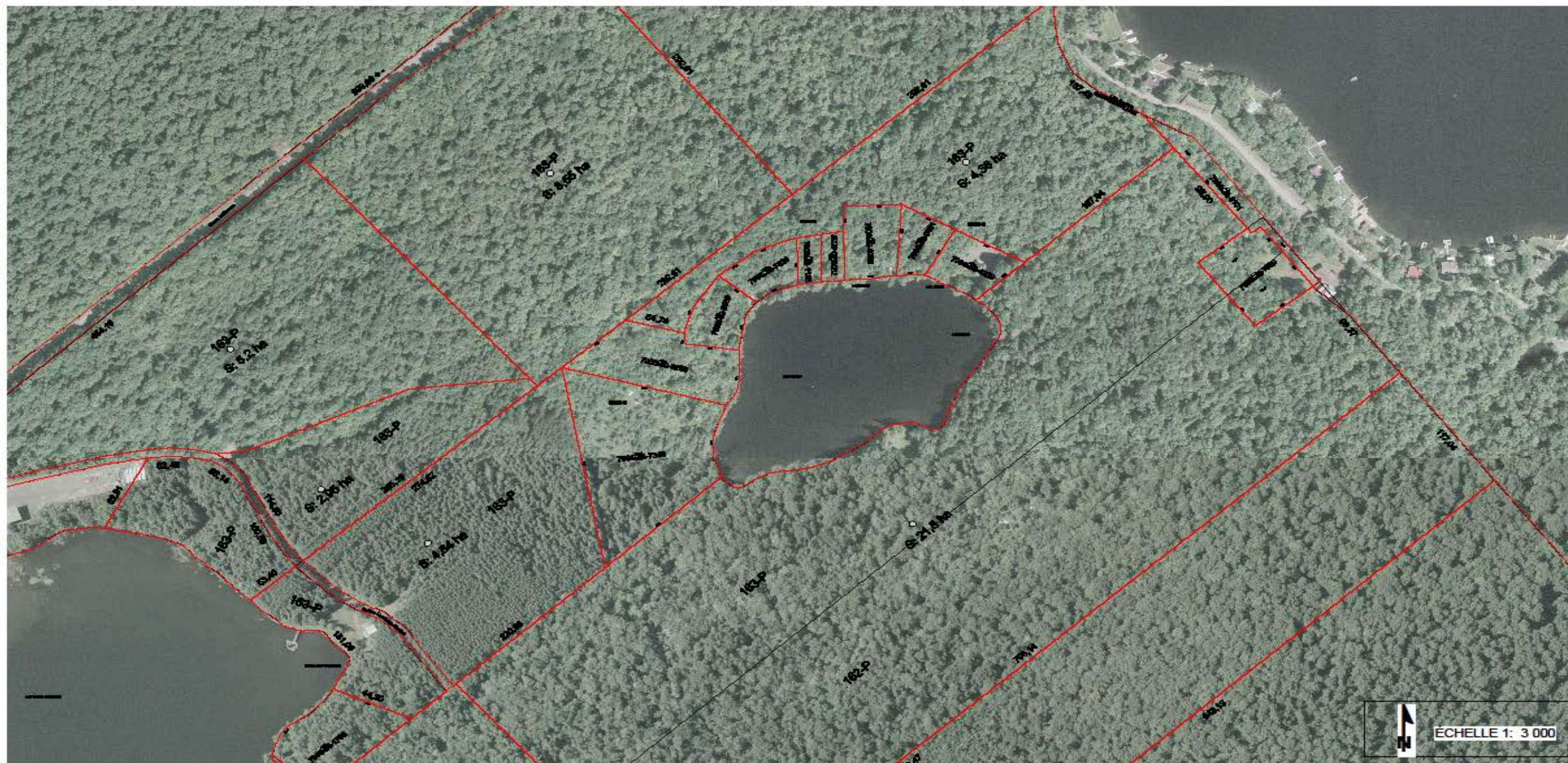
Lac St-Charles (1 de 2)

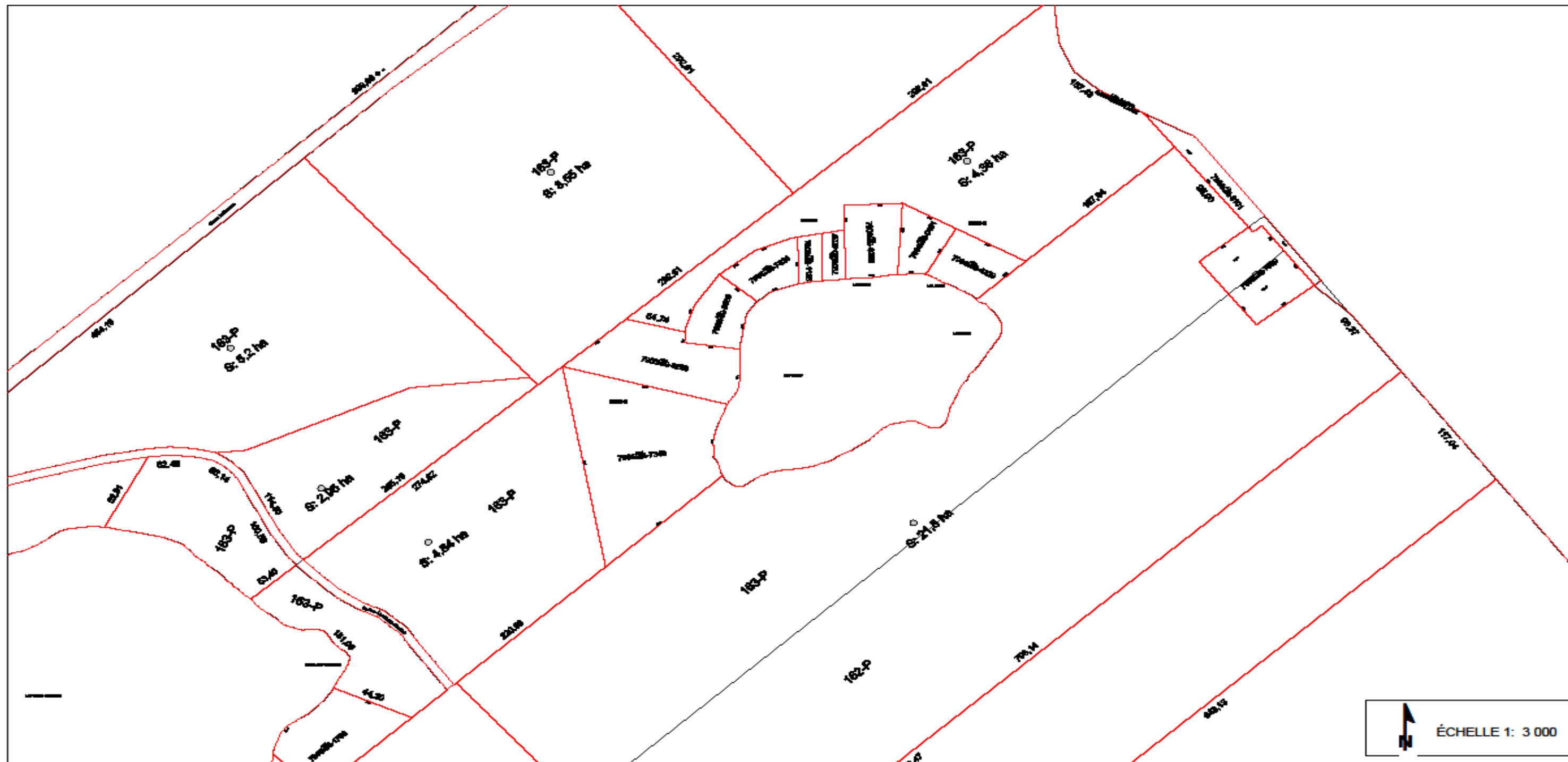


Lac St-Charles (2 de 2)



Lac Rond (1 de 2)







## Lac-aux-Cygnes



## Lac-aux-Cygnes

